

DELEGATION DE Monsieur Michel DUCHENE

D-2013/499

Stationnement payant. Mise en place d'un tarif préférentiel professionnel. Autorisation.

Monsieur Michel DUCHENE, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de sa politique de stationnement la Ville réserve une tarification préférentielle aux riverains par paiement à l'horodateur ou par abonnement

Pour répondre à une forte demande des professionnels, la Ville a procédé à une expérimentation en faveur des commerçants, artisans et professions de santé (médecins, infirmiers, kinés...) qui ont un besoin impératif de leur véhicule pour l'exercice quotidien de leurs activités.

Cette expérimentation, mise en œuvre depuis le début de l'année, a porté sur la zone de stationnement n° 5 (délimité par le Crs Clémenceau/Verdun/Daviau/la Course/ Paulin/Martyr de la Résistance/Gambetta). Les professionnels concernés ont ainsi pu souscrire un abonnement au prix de 60 € par mois, leur permettant de stationner leur véhicule sans limitation de durée au sein de la zone précitée.

Vingt-six professionnels ont demandé à en bénéficier. Cette expérimentation, bien que portant sur un nombre limité d'abonnements, peut être considérée comme satisfaisante dans la mesure où elle répond à une attente de catégories socio professionnelles indispensables à l'activité des quartiers, sans porter préjudice au stationnement des résidents du secteur.

Dans ces conditions et pour tenir compte des demandes qui s'expriment dans d'autres quartiers de la ville il est proposé d'étendre le principe de cette tarification préférentielle à l'ensemble des 25 zones de stationnement de la ville sans modification de tarif ni de catégories professionnelles éligibles.

Cette mesure entrera en vigueur à compter du 1^{er} novembre 2013.

Cette information sera portée à la connaissance des intéressés notamment par le biais de leurs organisations professionnelles représentatives. Les professionnels concernés devront fournir la carte grise du véhicule ainsi que la carte professionnelle qui établit le domicile professionnel pour les professionnels de santé et l'avis de la contribution économique territoriale, extrait Kbis (RCS) ou D1 (répertoire des métiers) de moins de trois mois pour les artisans et commerçants.

Une commission municipale présidée par l' élu en charge du stationnement examinera les demandes pouvant poser une difficulté particulière et une nouvelle évaluation du dispositif sera effectuée dans un an.

En conséquence, nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire :

- à étendre la mise en place ce tarif préférentiel de stationnement réservé aux professionnels à l'ensemble des secteurs de stationnement payant de la ville

ADOPTE A LA MAJORITE

VOTE CONTRE DU GROUPE SOCIALISTE

M. DUCHENE. -

499 – Stationnement payant - Comme vous le savez nous avons fait une expérimentation sur le quartier délimité par les cours Clémenceau, le cours de Verdun, rue Daviau, rue de La Course, rue Paulin et la place des Martyrs de la Résistance.

Il s'agissait depuis le début de l'année de faire bénéficier d'une tarification préférentielle du stationnement au prix de 60 euros par mois les professionnels de santé, médecins, infirmières, et artisans et commerçants qui le demandaient.

Plus d'une trentaine de professionnels ont demandé à en bénéficier, ce qui démontre que nous avons répondu à une attente sans porter préjudice aux résidents du secteur.

C'est pourquoi nous vous proposons aujourd'hui d'étendre cette mesure à l'ensemble des secteurs du stationnement payant à partir du 1^{er} novembre, sachant qu'aujourd'hui il existe sur Bordeaux à peu près 8.030 places de stationnement payant.

M. LE MAIRE. -

Notre politique d'extension du stationnement résidentiel est un succès. On nous demande de poursuivre cette extension.

Là, l'expérience a été mitigée. Ceux qui s'inquiétaient de voir une flambée de demandes de cartes stérilisant un trop grand nombre de places ont été déçus. Ceux qui pensaient qu'un grand nombre de professionnels en bénéficieraient ont été aussi déçus.

Donc on va voir ce que donne la généralisation de ce dispositif. S'il ne se révélait pas plus incitatif qu'il ne l'est aujourd'hui je pense qu'il faudrait réfléchir à la tarification elle-même qui à 60 euros n'est peut-être pas suffisamment incitative.

Mais on verra ça après extension et en faisant un état des lieux.

M. RESPAUD

M. RESPAUD. -

Monsieur le Maire, je partage en grande partie ce que vous dites mais pas forcément dans la même logique.

On accentue les contradictions. Je l'ai déjà dit, le stationnement payant appliqué de manière aveugle et uniforme en centre ville et dans les zones résidentielles c'est plus destiné à remplir les caisses municipales qu'à régler réellement le stationnement.

Il y a déjà des circulaires de tolérance pour les professionnels de la santé, puisqu'il s'agit ici du tarif préférentiel professionnel, pour les médecins en 95, pour les infirmières en 86, etc.

Il y a des cartes qui existent qui ont été mises en place dans d'autres villes. A Nancy il y a un macaron. C'est gratuit pour les professionnels. A Paris il y a une carte « sésame », 90 euros par an. A Angoulême il y a un tarif forfaitaire de 100 euro par an. A Bordeaux c'est 60 euros par mois, 720 euros par an, et ça donne juste le droit de stationner devant son cabinet quand il y a de la place pour un professionnel, comme c'est le cas pour un résident. C'est le seul avantage qu'il y a.

Quid du stationnement devant chez le patient hors de la zone où on est installé ?

Quid des établissements de santé, ou d'artisans et de commerçants qui regroupent plusieurs professionnels ?

Quid également de leurs salariés ? Car admettre cette possibilité pour les employeurs et la refuser pour les salariés c'est quand même un peu gros.

Et comment ne pas penser aux artisans qui travaillent à Bordeaux en venant de l'extérieur qui n'ont pas la possibilité de stationner, et vice versa, comment ne pas penser aux artisans et commerçants qui travaillent à Bordeaux mais en dehors de leurs locaux ?

Je répète, vous connaissez ma litanie, Monsieur le Maire : la seule solution c'est de rétablir le stationnement non payant pour les résidents dont la carte pourrait servir à un autre véhicule, de santé ou d'artisan selon l'opportunité.

Ce que vous appelez, parce que vous n'avez pas la langue de bois, quelque chose de mitigé, les professionnels vous démontrent que vous êtes sur une fausse solution.

En fait, ce n'est pas mitigé. Vous l'avez instauré en centre ville, c'est là qu'il y a le plus de professionnels et il y en a 26 qui ont accepté. 26 professionnels en centre ville et vous dites que l'expérience est concluante et vous la généralisez, alors que ça représente 720 euros par an qui vont s'ajouter à l'augmentation de la taxe sur les enseignes.

Je ne crois pas que ce soit ainsi, Monsieur le Maire, qu'on fera en sorte que les artisans et les commerçants reviennent en centre ville.

Quant à nous, nous voterons contre cette nouvelle carte de stationnement. Merci.

M. LE MAIRE. -

M. DUCHENE

M. DUCHENE. -

Ce n'est pas la totalité du centre ville, c'est une partie du centre ville. Donc on peut espérer quand l'expérimentation sera étendue à l'ensemble de la ville qu'il y aura beaucoup plus de professionnels. Il y aura aussi un effet boule de neige parce qu'une communication sera développée sur ces propositions.

La comparaison avec d'autres villes, on peut se comparer à Nantes. A Nantes c'est 600 euros par an. Ça se rapproche du prix bordelais. Je crois qu'on a choisi un prix d'équilibre.

Mais vos propositions sont intéressantes. On pourra en discuter au fur et à mesure de l'extension des périmètres professionnels, et on pourra bien sûr, comme le Maire l'a proposé, réfléchir à la tarification.

Mais peut-être faut-il démarrer déjà par une extension pour voir comment le public potentiel réagit.

M. LE MAIRE. -

Merci. Y a-t-il des oppositions sur cette délibération ?

Abstentions ?

Merci.

D-2013/500

Mise à disposition de places de stationnement dans le parking de la Cité Administrative. Renouvellement de la convention. Décision. Autorisation.

Monsieur Michel DUCHENE, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Dans le but d'améliorer la situation du stationnement des résidents dans le quartier de la cité administrative, il a été convenu avec le gestionnaire de poursuivre la mise à disposition gratuite de 50 places de stationnement dans le parking qu'ils occupent en face de l'immeuble, rue Jules Ferry.

Cette mise à disposition est effective depuis 2007, la semaine de 19 heures à 7 heures 30, le week-end et les jours fériés.

La convention du 9 mai 2007 doit être renouvelée. Les places seront mises à la disposition de la Ville de Bordeaux qui, à son tour, par le biais d'une seconde convention avec les riverains, en autorisera l'occupation par ces derniers.

Par ailleurs, c'est la Ville de Bordeaux elle-même qui fera son affaire d'évacuer les véhicules présents en dehors des horaires prévus par la convention.

Pour mener à bien cette mise à disposition, la cité administrative mettra à nouveau à disposition de la ville 50 cartes d'accès au parking. La ville remboursera ces cartes au service gestionnaire du parking.

En conséquence, nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention ci-annexée entre la Ville et l'Etat.

ADOpte A L'UNANIMITE

M. DUCHENE. -

Nous avons depuis 2007 une convention avec la Cité Administrative pour faire bénéficier gratuitement les résidents alentours de son parking de 19 h à 7 h 30, les week-ends et jours fériés, ce que nous appelons les parkings de foisonnement.

Depuis plusieurs années nous développons ce type de parkings qui sont très prisés par les résidents parce qu'ils sont gratuits. Ces parkings sont partagés entre le jour et la nuit, le jour pour les employés et la nuit pour les riverains.

Nous vous proposons aujourd'hui le renouvellement de cette convention pour 3 ans.

M. LE MAIRE. -

Pas de problèmes ?

Ce sont de très bonnes opérations, malheureusement limitées. On a combien de places ?

M. DUCHENE. -

Pas loin de 400 places.

M. LE MAIRE. -

Ah oui, quand même.



**DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
D'AQUITAINE ET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE**

**DIVISION DOMAINE
GESTION DOMANIALE**

**CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE
ET REVOCABLE**

~~~~~

L'An deux mille treize,  
Et le  
Par devant **NOUS**,  
Préfet de la Région Aquitaine,  
Préfet du Département de la Gironde,

**ONT COMPARU**

Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du département de la Gironde, représenté par l'Administratrice des Finances Publiques Adjointe, Responsable de la Division Domaine de la Gironde, dont les bureaux sont situés 24 rue François de Sourdis à BORDEAUX (Gironde). agissant au nom et pour le compte de l'**ÉTAT** en exécution de l'article R.4111-8 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et en vertu d'une délégation de signature à lui régulièrement consentie par le Préfet de la Gironde,

assisté du Gestionnaire de la Cité Administrative de Bordeaux.

**D'UNE PART**

Et **la ville de Bordeaux** représentée par Michel Duchène, Adjoint au Maire Cité Numérique, Prospective et Stratégie Urbaine, Circulation et Stationnement de la Mairie de BORDEAUX.

**D'AUTRE PART**

Lesquels, préalablement à l'établissement de la présente convention d'occupation précaire, ont exposé ce qui suit :

**EXPOSE**

Aux termes d'une convention en date du 09 mai 2007, **la ville de Bordeaux**, avait obtenu, à titre expérimental, l'autorisation de pouvoir utiliser le parking de surface dit « Berliet » situé rue Jules Ferry en face de la Cité Administrative, en vue d'améliorer la situation du stationnement résident dans ce quartier.

Ledit immeuble est affecté au Ministère de l'Economie et des Finances, (Division Domaine), immatriculé dans CHORUS sous le N° 127689/223642.

La demande de renouvellement de **la ville de Bordeaux**, a reçu l'accord du service gestionnaire et de la Division Domaine de la Gironde, pour une **durée de trois ans**.

En conséquence, la convention suivante a été établie.

## CONVENTION

### ARTICLE 1ER : DESIGNATION

En application de l'article R 2222-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, **l'ETAT autorise la ville de Bordeaux** à utiliser, dans le cadre d'une opération de foisonnement, cinquante places de surface du parking « Berliet », sis en face de la Cité Administrative, et dans le seul but du stationnement de véhicules automobiles.

En revanche, l'accès du parking souterrain de « Berliet » est formellement interdit. De même il est prohibé d'utiliser les moyens d'accès à ce parking.

L'objet de cette convention est de limiter, pour des raisons de sécurité publique, le stationnement sauvage d'automobiles sur les voies publiques.

**La ville de Bordeaux** reconnaît expressément le caractère provisoire, précaire et révocable de l'occupation sollicitée et s'engage à libérer les lieux sans indemnité à la première requête de l'Administration.

### ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention d'occupation prendra effet le **1<sup>er</sup> octobre 2013**. Elle est consentie à titre essentiellement précaire et de simple tolérance pour une durée **3 années**, jusqu'au 30 septembre 2016, et ne peut, en aucun cas se poursuivre par tacite reconduction, mais six mois avant l'expiration de la période d'autorisation en cours, le bénéficiaire pourra en demander le renouvellement par simple lettre recommandée.

Le service des Domaines se réserve le droit de la suspendre ou de la révoquer à tout moment soit pour non-respect par le bénéficiaire de l'une quelconque de ses obligations, soit pour un motif d'intérêt général et, en tout état de cause, en cas de vente de l'immeuble par l'ETAT.

Le retrait de l'autorisation sera prononcé par simple notification adressée au domicile du bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception. Le bénéficiaire devra prendre ses dispositions pour libérer les lieux dans le délai fixé par l'Administration.

En aucun cas et pour quelque cause que ce soit, il ne pourra réclamer une indemnité, notamment pour investissements mobiliers ou frais engagés par lui dans l'intérêt du domaine mis à sa disposition.

L'occupant aura également la possibilité de renoncer au bénéfice de l'autorisation, et devra en aviser le service gestionnaire de l'immeuble par simple lettre recommandée six mois à l'avance.

Suite à une résiliation de sa propre initiative, le bénéficiaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

### ARTICLE 3 : CARACTERE DE L'OCCUPATION

473

L'autorisation est expressément limitée à la seule occupation comme parking, à l'exclusion de toute autre activité, notamment commerciale.

Le bénéficiaire ne fera acquitter aucun droit d'entrée ; il n'installera aucun panneau publicitaire sur l'immeuble qui devra être rendu dans son état initial.

La présente autorisation revêt un caractère strictement personnel.

En raison de son caractère de simple tolérance et de sa précarité, la présente autorisation d'occupation ne confère au bénéficiaire qui le reconnaît expressément, aucun droit au maintien dans les lieux et aucun des droits et avantages reconnus au locataire d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal ou à usage agricole.

Du fait de son caractère strictement personnel elle ne pourra faire l'objet ni de cession, ni de sous-location ou de prêt sous quelque forme que ce soit.

#### **ARTICLE 4: RESPONSABILITE - ASSURANCES**

##### **RESPONSABILITE :**

Le bénéficiaire fera son affaire personnelle de tous risques de litiges de quelque nature qu'ils soient, provenant de l'utilisation qu'il fait du domaine mis à sa disposition. Il sera seul responsable tant envers l'Etat qu'à l'égard des tiers, de tous accidents, dégâts ou dommages.

**La ville de Bordeaux** assurera sous sa responsabilité, la sécurité du parking « Berliet » et de son occupation.

##### **ASSURANCES :**

Le bénéficiaire devra souscrire préalablement une police d'assurance correspondant aux obligations et responsabilités qui lui incombent.

Le contrat d'assurance devra notamment garantir :

- Toutes personnes et tous véhicules se trouvant sur le parking objet de la présente, contre les accidents de toute nature imputables ou susceptibles d'être imputés à l'IMMEUBLE domanial
- L'ETAT, contre les risques d'incendie auxquels l'IMMEUBLE est exposé.

Par ailleurs ce contrat devra prévoir :

- Que la responsabilité de l'ETAT soit dégagée par tout accident, sinistre, vol, etc..., pouvant survenir pour quelque cause que ce soit sur l'IMMEUBLE.
- Qu'il ne sera exercé aucun recours éventuel contre l'ETAT propriétaire.

La compagnie d'assurance aura communication des termes de la présente autorisation afin de rédiger en conséquence la garantie.

#### **ARTICLE 5 : ACCES**

**La ville de Bordeaux** devra communiquer, au service gestionnaire de la Cité Administrative, le nom et le numéro de téléphone de la personne responsable de cette opération ainsi que la liste des riverains et des véhicules (type et immatriculation) autorisés à utiliser le parking.

Le service gestionnaire de la Cité Administrative mettra à disposition de la **ville de Bordeaux**, cinquante cartes d'accès au parking « Berliet » qui seront programmées.

La **ville de Bordeaux** remboursera à la Cité Administrative les frais occasionnés par la programmation desdites cartes.

## **ARTICLE 6 : CONDITIONS FINANCIERES**

En application des dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et compte-tenu de la nature de l'opération entreprise et des objectifs poursuivis par l'occupant contribuant à l'accomplissement d'une mission de service public, limiter le stationnement sauvage et donc d'accroître la sécurité dans le secteur, la présente occupation est de ce fait consentie à titre gratuit. Et donc, **elle ne pourra, par la suite, en aucun cas, être productive de revenu pour la ville de Bordeaux.**

## **ARTICLE 7 : IMPOTS ET TAXES**

Le bénéficiaire acquittera les charges locatives afférentes au bien loué, et notamment l'impôt foncier s'il y a lieu.

## **ARTICLE 8 : PERIODE D'AUTORISATION DE STATIONNEMENT RESIDENT**

Cette mise à disposition ayant pour but le stationnement des riverains hors heures ouvrées, seuls les riverains identifiés, ayant signé une convention avec la **ville de Bordeaux**, seront autorisés à stationner sur le parking « Berliet ».

- Durant la semaine le stationnement sera autorisé de **19h à 7h30** aux conditions suivantes :
  - que les véhicules autorisés arborent un signe distinctif ;
  - qu'un agent municipal fasse une visite aléatoire au moins un matin par semaine pour constater si les riverains ont bien enlevé leur véhicule en tenant une main courante des infractions.
- Le stationnement sera autorisé du **vendredi 19h au lundi 7h30** et les **jours fériés**.

Le service de sécurité de la Cité Administrative effectuera une ronde à 7h30 chaque jour, il informera la **ville de Bordeaux** des infractions constatées, et les véhicules en cause seront évacués conformément aux prescriptions de l'article 9 de la présente.

## **ARTICLE 9 : LIBERATION DES PLACES PAR LES RIVERAINS**

Les véhicules des riverains qui n'auront pas quitté leur emplacement le matin à l'heure fixée à l'article précédent devront être enlevés par les services de la fourrière.

Pour ce faire, l'Etat transfère à la **ville de Bordeaux** les pouvoirs qui lui sont confiés par l'article 3 de la loi n°70-1301 du 31 décembre 1970, stipulant : « *peuvent, à la demande des maîtres des lieux, être ~~475~~ en fourrière, aliénés et éventuellement livrés à la destruction, des véhicules laissés sans droit dans les lieux publics ou privés où ne s'applique pas le Code de la Route* ».



**ARTICLE 10: ENREGISTREMENT - TIMBRE**

La présente convention est dispensée de la formalité de l'enregistrement et du timbre.

**ARTICLE 11 : ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile:

- Le représentant de la Division Domaine et le gestionnaire de la Cité Administrative en leurs bureaux,
- Le bénéficiaire en ses bureaux et en tant que de besoin en l'hôtel de la préfecture.

\*

\*       \*

La minute du présent acte sera déposée aux archives de la préfecture.

Toutes les stipulations du présent acte ont été convenues et arrêtées par les parties contractantes qui affirment en avoir eu lecture.

Fait et passé à BORDEAUX en l'hôtel de la préfecture à la date indiquée ci-dessus.

Après lecture, les comparants ont signé avec Nous, Préfet,

**Le Représentant de la ville de  
Bordeaux**

**Le Gestionnaire de la Cité Administrative**

**Le Représentant de la Division Domaine**

**Le Préfet**

**D-2013/501**

**Rachat des parts de la Communauté Urbaine de Bordeaux  
au capital de la société Bordeaux Métropole Aménagement.  
Décision. Autorisation.**

Monsieur Michel DUCHENE, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Le capital de la société anonyme d'économie mixte locale Bordeaux Métropole Aménagement (« BMA ») est actuellement réparti entre 21 actionnaires, les principaux étant la Communauté Urbaine de Bordeaux (42,91% du capital), la Caisse des Dépôts et Consignations (15,72%), la Ville de Bordeaux (13,75%) et Dexia (7,35%).

Un rachat par la Ville de Bordeaux de 30% des actions BMA détenues par la Communauté Urbaine de Bordeaux a été étudié. Post-cession, la Mairie détiendrait 43,75% du capital de BMA et la Communauté Urbaine 12,91%.

Dans ce contexte de projet de transaction entre actionnaires, la Ville a mandaté le cabinet Deloitte Finance pour procéder à une évaluation des actions de la société BMA. Plus précisément, la mission du cabinet a consisté à estimer une fourchette de valeurs des actions BMA faisant l'objet de la transaction envisagée et pouvant servir de support à la détermination du prix. Remis par le cabinet Deloitte Finance le 21 mai 2012, le rapport d'évaluation fait ressortir une valeur de 100% des actions de BMA comprise entre 8 et 9,6 millions d'euros.

Après discussion entre les parties, la Ville et la Communauté Urbaine se sont accordées sur un prix d'acquisition des 30% d'actions BMA de 2,4 millions d'euros, soit 30% de l'estimation basse réalisée par Deloitte Finance.

Dans le respect des dispositions de l'article L 1522-1 du Code général des collectivités territoriales relatif à l'acquisition d'actions de sociétés anonymes d'économie mixte locales, la Ville se propose donc de racheter 30% d'actions BMA détenues par la Communauté Urbaine de Bordeaux au prix de 2,4 millions d'euros (hors frais éventuels relatifs à cette transaction), portant ainsi la participation de la Ville à 43,75% du capital de BMA. Il a été convenu que la Ville procéderait au règlement des 2,4 millions d'euros à la Communauté Urbaine en deux temps, 50% en 2013 et le solde en 2014.

Aussi, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à:

- signer la convention de cession d'actions jointe en annexe,
- verser à la Communauté urbaine la somme totale de 2,4 millions d'euros (frais éventuels en sus) qui sera imputée sur les crédits ouverts au titre des exercices concernés.

## **ADOpte A L'UNANIMITE**

NON PARTICIPATION AU VOTE DE MM JUPPE, DUCHENE, DUPOUY, ROUYEYRE, MAURIN.

**MME JARTY-ROY.** -

MM. JUPPE, DUCHENE, DUPOUY, ROUYEYRE et MAURIN ne participent pas au vote de la délibération 501.

**M. DUCHENE.** -

C'est le rachat des parts de la CUB au capital de BMA.

En accord avec la CUB et après étude d'un cabinet extérieur, le cabinet Deloitte, pour évaluer ces actions, la Ville vous propose de racheter 30% des actions de BMA détenues par la CUB pour une valeur de 2,4 millions d'euros versés pour moitié entre 2013 et 2014.

La participation de la Ville au capital de la SEM serait donc portée de 13,75% à 43,75%.

**M. LE MAIRE.** -

Cela a été voté à la CUB lors de la dernière séance.

Pas de problèmes ?

(Aucun)

## CONVENTION DE CESSION D' ACTIONS

### **Entre :**

La Ville de Bordeaux, représentée par Monsieur Alain JUPPE, agissant en sa qualité de Maire, habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil Municipal n°..... en date du ..... , reçue en Préfecture de la Gironde le..... ci-après dénommée « le cessionnaire »,

Et

La Communauté Urbaine de Bordeaux, représentée par Monsieur Vincent FELTESSE, Président, ci-après dénommé « le cédant »,

Il a été convenu ce qui suit :

### **Article 1 – Objet**

La Communauté Urbaine de Bordeaux cède à la Ville de Bordeaux qui accepte 30% des actions qu'elle détient sur la Société Bordeaux Métropole Aménagement, soit 77.643 actions.

Le cédant déclare être pleinement propriétaire des actions objet de la présente convention, qu'il en a la libre disponibilité et que celles-ci ne sont grevées d'aucune sûreté ou d'aucune restriction quelconque à leur libre négociabilité.

### **Article 2 – Prix**

La cession se fait au prix forfaitaire de 2.400.000 euros (deux millions quatre cent mille euros), soit 30,91 euros l'action (trente euros et quatre vingt onze centimes), que le cessionnaire s'engage à régler en deux temps, 50% en 2013 et le solde en 2014. Dès signature des présentes, le cessionnaire s'engage à transmettre les ordres de mouvements correspondants au cédant.

### **Article 3 – Garanties**

La cession des actions se fait sans autre garantie que celle du droit commun de l'article 1641 du Code civil, le cessionnaire ayant une parfaite connaissance de l'actif et du passif de la société.

### **Article 4 – Clause attributive de juridiction**

Tout litige qui viendrait à naître à l'occasion de l'exécution des présentes seront soumis aux tribunaux compétents du ressort de la Cour d'Appel de Bordeaux.

### **Article 5 – Frais**

Les frais, droits et taxes afférents à la cession des actions seront supportés par le cessionnaire.

Fait à Bordeaux, le.....  
En trois exemplaires originaux

**Le Cédant**  
Vincent FELTESSE

**le Cessionnaire**  
Alain JUPPE

**D-2013/502****Bordeaux Métropole Aménagement (BMA). Rapport d'activité et financier de l'exercice clos le 31/12/2012. Information**

Monsieur Michel DUCHENE, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Bordeaux Métropole Aménagement est une Société d'Economie Mixte Locale d'aménagement dont la Ville de Bordeaux détient 13,75% du capital. Les autres actionnaires principaux de cette société sont la Communauté Urbaine de Bordeaux (42,91% du capital) et la Caisse des Dépôts et Consignations (15,72%).

**RESULTAT DE L'ACTIVITE EN 2012**

L'activité traditionnelle de BMA est centrée autour de 3 secteurs d'activités : études et concessions d'aménagement, maîtrise d'ouvrage déléguée (mandats) et opérations propres.

Le volume d'opérations traitées en 2012 est en forte hausse : 113,54 millions d'euros versus 80 millions d'euros en 2011. L'exercice confirme la reprise significative amorcée depuis 2010, de grandes opérations de constructions publiques ou d'aménagement étant en phase de construction ou de projet.

Le chiffre d'affaires réalisé par BMA a plus que doublé depuis 2011, avec respectivement 9,7 et 4,3 millions d'euros en 2012 et 2011. Ce dernier se décompose comme suit :

- 57,03% de rémunérations sur concessions et études, dont 55,06% sont issues des cessions de terrains dans le cadre d'opérations de concessions d'aménagement urbain et 42,9% des participations de collectivités à ces opérations. Le chiffre d'affaire de cette activité est passé de 0,95 en 2011 à 5,67 millions d'euros en 2012 (soit +495%),
- 34,59% de rémunérations sur mandats au titre de la maîtrise d'ouvrage déléguée, dont 85,3% proviennent du contrat avec le Conseil Régional d'Aquitaine,
- 8,38% de rémunérations sur opérations propres, dont 72,43% correspondent aux locations de logements étudiants.

Les produits d'exploitation, hors concessions, ressortent à 23.680 K€, contre 3.764 K€ en 2010. Cette hausse de 19.915 K€ (+529,08%) s'explique principalement comme suit :

- +19.149 K€ par une augmentation des recettes sur opérations propres via la production stockée liée au portage des sites Santé Navale et Queyries,
- +809 K€ par une augmentation de la rémunération sur mandats de constructions publiques,
- -63 K€ par une diminution de l'activité sur concessions et études.

Parallèlement, les charges d'exploitation, hors charges financières et hors concessions, s'élèvent à 22 990 K€, y compris 415,5 K€ au titre des dotations aux amortissements et aux provisions. Elles ont augmenté de 19.782 K€ (+616,66%). Cette hausse s'explique principalement comme suit :

- +19.125 K€ par une augmentation des charges liées aux opérations propres avec l'acquisition des sites Santé Navale pour 14.000 K€ euros et Queyries 3.803 K€,
- +65 K€ par une dotation aux amortissements liée à l'augmentation de la provision pour indemnité de fin de carrière.

Ces opérations conjuguées conduisent à un résultat d'exploitation de 690 K€, en progression de 23,99% par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat financier est bénéficiaire à hauteur de 1.238 K€, contre 933 K€ en 2011, soit une augmentation de 32,64% :

- les produits financiers concernent principalement les produits de placement de la trésorerie disponible;
- les charges financières correspondent principalement au coût du financement des logements étudiants.

Le résultat exceptionnel de -48 K€ s'explique globalement comme suit :

- - 30 K€ liés à l'abandon du projet de ERP Robert Lateulade,
- - 44 K€ liés à des opérations de gestion,
- + 26 K€ de quote-part des subventions sur logements étudiants virée au résultat.

Combiné de ces éléments, le résultat net de l'exercice présente un bénéfice de 1.181,8 K€, contre 1.229,4 K€ en 2011.

#### EVOLUTIONS ET PERSPECTIVES EN 2013

Sur la base du portefeuille actuel d'activités et des perspectives d'opérations nouvelles, le résultat net pour l'exercice 2013 sera comparable à 2012.

Pour votre complète information, vous trouverez ci-après les comptes annuels et le rapport de gestion de la société. Je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir en prendre acte.

#### Annexe : Principaux éléments du compte de résultat de BMA (exercices 2011 et 2012)

| En K€                                | 31/12/2012     | 31/12/2011     | Δ 12/11          |
|--------------------------------------|----------------|----------------|------------------|
| <b>Chiffre d'affaires</b>            | <b>9.744,5</b> | 4.263,4        | <b>+ 128,56%</b> |
| Produits d'exploitation <sup>1</sup> | 23.679,6       | 3.764,2        | + 529,08%        |
| Charges d'exploitation <sup>2</sup>  | 22.990         | 3.208          | + 616,66%        |
| Résultat d'exploitation              | 689,7          | 556,2          | + 23,99%         |
| <b>Résultat financier</b>            | <b>1.237,6</b> | <b>933</b>     | <b>+ 32,64%</b>  |
| Résultat exceptionnel                | - 48,2         | 412,2          | - 111,70%        |
| <b>Résultat net</b>                  | <b>1.181,8</b> | <b>1.229,4</b> | <b>- 3,87%</b>   |

## INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL

## 1- Rapport de gestion

L'exercice 2012 se caractérise par un volume d'opérations traitées en nette progression par rapport à 2011. L'année 2012 confirme une reprise significative amorcée depuis 2010. De grandes opérations de constructions publiques ou d'aménagement sont en phase de construction ou de projet. La croissance du nombre d'opérations traitées est en augmentation, le résultat d'exploitation est en progression de 23,98% par rapport à celui de l'année précédente. La structure financière de la société demeure très saine.

Cet exercice constitue le dix-septième résultat net bénéficiaire. Depuis 2002, la situation nette réelle excède très largement le capital social, permettant à la société d'investir ses fonds propres disponibles dans des opérations immobilières de construction ou d'aménagement.

Les performances atteintes en terme de rentabilité est de 29,95% calculée suivant le rapport au capital social du résultat net de 1 181 796,33 €. Elles consolident la surface financière de la société, portant ses capitaux propres à 12 657 536,19 €.

Le chiffre d'affaires est constitué principalement par les activités suivantes :

- rémunération dans le cadre de mandats ou de marchés d'assistance en maîtrise d'ouvrage,
- cessions de terrain dans le cadre d'opérations d'aménagement urbain,
- participation des collectivités aux opérations d'aménagement,
- rémunération d'études d'urbanisme, de faisabilité et de programmation.

Le montant des rémunérations issues des opérations et des études, s'établit pour l'exercice 2012 à 3 421 111 € contre 2 602 907 € pour l'exercice 2011, soit une augmentation de 31,43%, hors la rémunération sur opérations concédées.

La rémunération de la société issue des opérations d'aménagement concédées s'établit à 160 215 € en 2012 contre 231 632 € en 2011.

Le chiffre d'affaires global de B.M.A évolue ainsi :

| Année | Chiffre d'affaires en M€ |
|-------|--------------------------|
| 1995  | 2,06                     |
| 1996  | 2,13                     |
| 1997  | 3,03                     |
| 1998  | 3,70                     |
| 1999  | 5,24                     |
| 2000  | 8,24                     |
| 2001  | 3,75                     |
| 2002  | 5,73                     |
| 2003  | 10,42                    |
| 2004  | 14,00                    |
| 2005  | 10,78                    |
| 2006  | 5,45                     |
| 2007  | 5,46                     |
| 2008  | 6,80                     |
| 2009  | 3,07                     |
| 2010  | 4,44                     |
| 2011  | 4,26                     |
| 2012  | 9,74                     |



Le volume d'opérations traitées par la société est un indicateur objectif du volume d'activité. (\*retraitement des transferts internes issus d'un même maître d'ouvrage à compter de 2001)

| Année | Volume opérations en M€ |
|-------|-------------------------|
| 1995  | 24,39                   |
| 1996  | 27,44                   |
| 1997  | 33,54                   |
| 1998  | 40,10                   |
| 1999  | 20,73                   |
| 2000  | 42,84                   |
| 2001* | 47,95                   |
| 2002* | 52,73                   |
| 2003* | 58,95                   |
| 2004* | 62,30                   |
| 2005* | 67,30                   |
| 2006* | 67,16                   |
| 2007* | 51,89                   |
| 2008* | 32,80                   |
| 2009* | 35,11                   |
| 2010* | 51,82                   |
| 2011* | 80,00                   |
| 2012* | 113,54                  |

## ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ EN 2012

L'activité traditionnelle des mandats est en nette remontée. Les opérations propres complètent cette reprise de l'activité. Les opérations d'aménagement urbain maintiennent un bon niveau d'activité.

## LES COMPTES DE L'EXERCICE 2012

### Le compte de résultat

Le résultat net comptable, après résultats financiers et exceptionnels, s'élève à + 1 181 796,33 € après impôts.

Le total des charges d'exploitation, hors charges financières et hors concessions, se monte à 22 989 967 € y compris 415 528 € au titre des dotations aux amortissements et aux provisions pour risques et charges d'exploitation. Ce total est en augmentation par rapport à l'exercice 2011, il s'élevait sur cet exercice à 3 207 916 €, soit une augmentation de +616,66%. Cette augmentation s'explique principalement :

- + 65 K€ de la dotation aux amortissements liée à l'augmentation de la provision pour indemnité de fin de carrière,
- + 19 306 K€ par une augmentation des charges liées aux opérations propres notamment Santé Navale pour 14 000 K€ et Queyries pour 3 803 K€.

Les recettes d'exploitation atteignent, hors produits exceptionnels, un montant de 23 679 646 € contre 3 764 176 €, pour l'exercice 2011. Cette augmentation de + 529,08% s'explique principalement comme suit :

- + 809 K€ par une augmentation de la rémunération de l'activité du secteur des mandats de constructions publiques,
- - 63 K€ par diminution de l'activité du secteur études et concessions,
- + 19 149 K€ par une augmentation des recettes sur opérations propres,

Le résultat d'exploitation qui s'ensuit est donc bénéficiaire et s'établit à + 689 679 € contre + 556 260 € en 2011.

Le résultat financier est positif de 1 237 566 € contre 933 023 € en 2011 soit une augmentation de 32,64%.

Le résultat exceptionnel de - 48 229 € s'explique globalement comme suit :

- Charges exceptionnelles liées à l'opération ERP Robert Lateulade : - 30 428 €,
- Charges exceptionnelles liées à l'exploitation : - 43 839 €,
- Quote-part des subventions sur logements étudiants virée au résultat : + 26 038 €.

Le résultat net comptable au 31 décembre 2012 est constitué comme suit :

|                                      | En €               |
|--------------------------------------|--------------------|
| Résultat d'exploitation              | 689 679            |
| Résultat financier                   | + 1 237 566        |
| <b>Résultat courant avant impôts</b> | <b>= 1 927 246</b> |
| Résultat exceptionnel                | + - 48 229         |
| <b>Résultat 2012 avant impôts</b>    | <b>= 1 879 016</b> |
| Impôt sur les sociétés               | - 697 220          |
| <b>Résultat net comptable</b>        | <b>= 1 181 796</b> |

La répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité est la suivante :

| Nature                              | Sections analytiques                 |                             |                    | Total            |
|-------------------------------------|--------------------------------------|-----------------------------|--------------------|------------------|
|                                     | Études et concessions d'aménagements | Maîtrise d'ouvrage déléguée | Opérations propres |                  |
| Participation des collectivités     | 2 384 490                            |                             |                    | 2 384 490        |
| Cessions de terrains                | 3 059 814                            |                             | 225 000            | 3 284 814        |
| Produits d'activités annexes        | 51 574                               | 11 194                      |                    | 62 768           |
| Locations logements étudiants       |                                      |                             | 591 320            | 591 320          |
| Rémunérations (m. ouvrage déléguée) |                                      | 3 359 813                   |                    | 3 359 813        |
| Études (maîtrise ouvrage déléguée)  | 61 298                               |                             |                    | 61 298           |
| <b>Total</b>                        | <b>5 557 176</b>                     | <b>3 371 007</b>            | <b>816 320</b>     | <b>9 744 503</b> |

## Le bilan

La liquidité propre réelle de la société atteint 8,15 M €, pour une liquidité totale de 72,95 M€, contre respectivement 6,14 M€ et 94,81 M€ au 31 décembre 2011.

Les grandes masses du bilan ont varié d'une année sur l'autre ainsi :

- Les immobilisations nettes sont passées de 13,26 M€ en 1996, 10,41 M€ en 1997, 10,04 M€ en 1998, 9,67 M€ en 1999, 9,31 M€ en 2000, 9,49 M€ en 2001, 0,563 M€ en 2002, 0,549 M€ en 2003, 0,229 M€ en 2004, 0,227 M€ en 2005, 0,205 M€ en 2006, 0,370 M€ en 2007, 1,205 M€ en 2008, 4,367 M€ en 2009, 14,79 M€ en 2010, 14,88 M€ en 2011 et 14,66 M€ en 2012.
- La situation nette atteint 12 657 536 €, en progression de 10,05% par rapport au niveau de 11 501 778 € au 31 décembre 2011. Elle dépasse de 220,81% le capital social qui est de 3 945 517,77 €.

Depuis l'arrêté des comptes du 31 décembre 2002, les capitaux propres réels de la société dépassent le capital social.

Une analyse financière visant à appréhender les risques financiers réels encourus par la société doit tenir compte que l'activité de constructions publiques et privées génère une obligation de résultat (respect du coût d'objectif) sans induire d'engagement ni de risque financier pour la société et que l'obligation comptable de neutraliser le résultat des opérations de concession d'aménagement à leur terme crée une dette à court ou moyen terme dont la prise en charge est couverte, dans le bilan définitif de l'opération concédée, par une participation financière de la collectivité concédante.

La situation financière de B.M.A est très saine, le fonctionnement ne nécessite aucun financement externe.

## DÉLAIS DE PAIEMENTS

Le délai global de paiement des fournisseurs est inférieur à 30 jours. Le processus de contrôle du délai de règlement des fournisseurs repose sur une triple vérification de la totalité des paiements : par le service opérationnel, par le service des marchés et par le directeur général.

## PERSPECTIVES POUR 2013

Sur la base du portefeuille actuel d'activités et des perspectives d'opérations nouvelles, le résultat d'exploitation pour l'année 2013 sera comparable à 2012.

## RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

En application des dispositions légales, nous vous indiquons qu'aucun actionnaire de la société ne possède plus de la moitié du capital et que les actionnaires possédant plus du dixième du capital sont :

- La Communauté Urbaine de Bordeaux,
- La Ville de Bordeaux,
- La Caisse des dépôts et Consignations.

## AFFECTATION DU RÉSULTAT

L'exercice écoulé se traduit par un résultat positif net d'impôt de 1 181 796,33 € que nous vous proposons d'affecter pour 56 096,63 € en réserve légale, le solde, soit 1 125 699,70 € en report à nouveau créditeur.

## DIVIDENDES

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243<sup>bis</sup> du Code Général des Impôts, nous vous rappelons qu'aucune distribution de dividende n'a été effectuée au cours des trois derniers exercices.

## CONVENTIONS VISÉES A L'ARTICLE L.225-38 DU CODE DE COMMERCE

Nous vous demandons, conformément à l'article L. 225-40 du Code de Commerce d'approuver les conventions visées à l'article L. 225-38 du même code, conclues ou en cours durant l'exercice écoulé, après avoir été régulièrement autorisées par votre conseil d'administration.

Notre Commissaire aux Comptes, dûment informé, vous donnera lecture, dans le cadre de son rapport spécial, des Conventions réglementées intervenues entre la société et l'un ou plusieurs de ses administrateurs.

## TITRES DE PARTICIPATION

En l'absence de liquidité réelle, les titres de participation restent comptabilisés selon la méthode du coût historique, excluant la plus-value réalisée (314 089 €) suite à la fusion absorption du 11 février 2005 de la société Bordeaux Parc Auto par la Société des Grands Garages Parkings de Bordeaux, cet échange de titres ne correspondant pas à une opération commerciale.

Le 25 février 2010, BMA a participé au capital de la SCI BMA-Cursol à hauteur de 55% du capital, les autres associés sont la Caisse des Dépôts et Consignations pour 30% et E.mmo Aquitaine filiale de la Caisse d'Épargne Aquitaine Poitou-Charentes pour 15%. La création en date du 25 février 2010 de cette SCI BMA-Cursol a permis à BMA de vendre le terrain de l'lot CURSOL, afin de partager le montage financier de cette opération immobilière. Cette filiale de BMA a pour objet la construction et la gestion d'un patrimoine immobilier situé 38 rue de Cursol à Bordeaux. Les principaux éléments financiers de la SCI « BMA-Cursol » au 31 décembre 2011 sont les suivants :

- Les immobilisations inscrites au bilan se décomposent en un terrain d'une valeur de 2 578 691 € et des constructions en cours de 8 099 398 €
  - Les disponibilités à la clôture s'élèvent à 410 665 €
  - Les avances financières des associés sont égales à 4 995 195 €
  - Les dettes de fournisseurs à moins d'un an sont de 553 827 €
  - Le résultat sur la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2012 s'élève à un profit de + 25 494,75 €.
- Ce profit correspond au détail suivant :

- Produits d'exploitation (location) : 596 739 €

- Charges d'exploitation : 330 326 €

- charges locatives : 40 900 €
- frais de gérance : 32 143 €
- assurance responsabilité civile : 2 629 €
- frais de services bancaires : 9641 €
- taxe foncière : 1 580 €
- dotation aux amortissements : 243 432 €

- Résultat d'exploitation : 266 412 €

- Résultat financier : - 243 492 €

- intérêts financiers affectés aux avances financières des associés pour 98 000 €
- intérêts financiers sur la période de mobilisation des fonds constituant l'emprunt C.E : 146 921 €
- produit financier 1 429 €.

- Résultat exceptionnel : + 2 574 €

- Résultat net (profit) : + 25 495 €

## METHODE D'EVALUATION COMPTABLE

Il est précisé que la méthode comptable relative à la comptabilisation des opérations en concession d'aménagement, est conforme à l'avis 99.05 du 18 mars 1999 du Conseil National de la Comptabilité (CNC), depuis l'exercice 2000.

## ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

Les dispositions de la loi 2002-1303 du 29 octobre 2002 se substituent au dispositif de la limitation du cumul des mandats sociaux issu de la loi relative aux Nouvelles Régulations Économiques (loi NRE) du 15 mai 2001 et de son décret d'application du 3 mai 2002, de nouvelles dispositions applicables aux Sociétés d'Économie Mixte, notamment par son article 2 qui complète l'article L 225-95-1 du Code de Commerce d'un alinéa excluant de la règle du cumul des mandats ceux exercés par les représentants d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales.

Les dispositions de la loi du 15 mai 2001 ne s'appliquant pas aux représentants des personnes morales, les organes de gestion et d'administration de la société sont conformes aux textes en vigueur.

---=o0o=---

**BORDEAUX METROPOLE AMENAGEMENT**

38 rue de Cursol  
CS 80010  
33001 BORDEAUX CEDEX

---

**Rapports du Commissaire aux Comptes  
Sur les comptes annuels  
Exercice clos le 31 décembre 2012**

COMMISSARIAT  
AUX COMPTES  
AUDIT  
CONSEIL

**BORDEAUX METROPOLE AMENAGEMENT**

38 rue de Cursol  
CS 80010  
33001 BORDEAUX CEDEX

Philippe Lassus  
Michel Delbast  
Geneviève Labit

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2012**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Société BORDEAUX METROPOLE AMENAGEMENT, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.



## **I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note 4 de l'annexe précisant les effets de la loi du 20 juillet 2005 sur les opérations d'aménagement.

## **II – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de Commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les notes 3.1 et 4 de l'annexe précisent les trois cadres juridiques au travers desquels votre société réalise son activité et décrit les traitements comptables particuliers qui leur sont liés.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe ; nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Nous avons examiné les hypothèses sur la base desquelles les éléments prévisionnels relatifs aux opérations d'aménagement ont été établis et nous nous sommes assurés que les estimations retenues reposaient sur des procédures fiables de détermination des résultats à terminaison sans nous prononcer sur la réalisation effective de ces dernières.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.



### **III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES**


Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait au Bouscat,  
Le 27 mai 2013

SCP Cabinet LASSUS et Associés  
Le Gérant

  
Philippe LASSUS





**BILAN**  
**COMPTE DE RESULTAT**  
**BILAN PAR ACTIVITE**  
**COMPTE DE RESULTAT PAR ACTIVITE**  
**REGLES ET METHODES COMPTABLES**



## BILAN ACTIF

| <i>Rubriques</i>                              | <i>Montant Brut</i> | <i>Amortissements</i> | <i>31/12/2012</i>  | <i>31/12/2011</i>  |
|-----------------------------------------------|---------------------|-----------------------|--------------------|--------------------|
| Capital souscrit non appelé                   |                     |                       |                    |                    |
| <b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>          |                     |                       |                    |                    |
| Frais d'établissement                         |                     |                       |                    |                    |
| Frais de développement                        |                     |                       |                    |                    |
| Concessions, brevets et droits similaires     |                     |                       |                    |                    |
| Fonds commercial                              |                     |                       |                    |                    |
| Autres immobilisations incorporelles          | 82 953              | 79 048                | 3 905              | 1 828              |
| Avances, acomptes sur immo. incorporelles     |                     |                       |                    |                    |
| <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>            |                     |                       |                    |                    |
| Terrains                                      | 563 535             |                       | 563 535            | 534 156            |
| Constructions                                 | 11 676 508          | 642 411               | 11 034 097         | 11 334 787         |
| Installations techniques, matériel, outillage |                     |                       |                    |                    |
| Autres immobilisations corporelles            | 254 353             | 121 311               | 133 042            | 87 681             |
| Immobilisations en cours                      |                     |                       |                    |                    |
| Avances et acomptes                           |                     |                       |                    |                    |
| <b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>            |                     |                       |                    |                    |
| Participations par mise en équivalence        |                     |                       |                    |                    |
| Autres participations                         | 55 000              |                       | 55 000             | 55 000             |
| Créances rattachées à des participations      | 2 748 900           |                       | 2 748 900          | 2 747 357          |
| Autres titres immobilisés                     | 118 636             |                       | 118 636            | 118 636            |
| Prêts                                         |                     |                       |                    |                    |
| Autres immobilisations financières            |                     |                       |                    | 8 726              |
| <b>ACTIF IMMOBILISE</b>                       | <b>15 499 885</b>   | <b>842 769</b>        | <b>14 657 115</b>  | <b>14 888 171</b>  |
| <b>STOCKS ET EN-COURS</b>                     |                     |                       |                    |                    |
| Matières premières, approvisionnements        |                     |                       |                    |                    |
| En-cours de production de biens               | 21 198 894          |                       | 21 198 894         | 2 936 736          |
| En-cours de production de services            |                     |                       |                    |                    |
| Produits intermédiaires et finis              |                     |                       |                    |                    |
| Marchandises                                  |                     |                       |                    |                    |
| Avances et acomptes versés sur commandes      | 4 596 841           |                       | 4 596 841          | 11 838 378         |
| <b>CREANCES</b>                               |                     |                       |                    |                    |
| Créances clients et comptes rattachés         | 3 429 971           |                       | 3 429 971          | 3 123 051          |
| Autres créances                               | 1 152 856           |                       | 1 152 856          | 1 032 362          |
| Capital souscrit et appelé, non versé         |                     |                       |                    |                    |
| <b>DIVERS</b>                                 |                     |                       |                    |                    |
| Valeurs mobilières de placement               | 56 577 118          |                       | 56 577 118         | 94 576 432         |
| (dont actions propres : )                     |                     |                       |                    |                    |
| Disponibilités                                | 17 825 591          |                       | 17 825 591         | 1 919 262          |
| <b>COMPTES DE REGULARISATION</b>              |                     |                       |                    |                    |
| Charges constatées d'avance                   | 303 809             |                       | 303 809            | 337 460            |
| <b>ACTIF CIRCULANT</b>                        | <b>105 085 079</b>  |                       | <b>105 085 079</b> | <b>115 763 682</b> |
| Frais d'émission d'emprunts à étaler          |                     |                       |                    |                    |
| Primes de remboursement des obligations       |                     |                       |                    |                    |
| Ecarts de conversion actif                    |                     |                       |                    |                    |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                          | <b>120 584 964</b>  | <b>842 769</b>        | <b>119 742 195</b> | <b>130 651 853</b> |

## BILAN PASSIF

| Rubriques                                                         | 31/12/2012         | 31/12/2011         |
|-------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Capital social ou individuel ( dont versé : 3 945 518 )           | 3 945 518          | 3 945 518          |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport                            |                    |                    |
| Ecarts de réévaluation ( dont écart d'équivalence : )             |                    |                    |
| Réserve légale                                                    | 338 455            | 276 985            |
| Réserves statutaires ou contractuelles                            |                    |                    |
| Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours )        |                    |                    |
| Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes )          |                    |                    |
| Report à nouveau                                                  | 6 112 029          | 4 944 104          |
| <b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>                 | <b>1 181 796</b>   | <b>1 229 395</b>   |
| Subventions d'investissement                                      | 1 079 738          | 1 105 775          |
| Provisions réglementées                                           |                    |                    |
| <b>CAPITAUX PROPRES</b>                                           | <b>12 657 536</b>  | <b>11 501 778</b>  |
| Produits des émissions de titres participatifs                    |                    |                    |
| Avances conditionnées                                             |                    |                    |
| <b>AUTRES FONDS PROPRES</b>                                       |                    |                    |
| Provisions pour risques                                           | 619 150            | 507 209            |
| Provisions pour charges                                           | 513 707            | 171 754            |
| <b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>                         | <b>1 132 857</b>   | <b>678 963</b>     |
| <b>DETTES FINANCIERES</b>                                         |                    |                    |
| Emprunts obligataires convertibles                                |                    |                    |
| Autres emprunts obligataires                                      |                    |                    |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit            | 10 816 497         | 11 906 204         |
| Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs ) | 12 683             |                    |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours                  | 48 737             | 48 737             |
| <b>DETTES D'EXPLOITATION</b>                                      |                    |                    |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés                          | 13 898 202         | 638 445            |
| Dettes fiscales et sociales                                       | 1 713 803          | 1 933 419          |
| <b>DETTES DIVERSES</b>                                            |                    |                    |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés                   | 17 461             | 70 449             |
| Autres dettes                                                     | 75 997 919         | 99 042 867         |
| <b>COMPTES DE REGULARISATION</b>                                  |                    |                    |
| Produits constatés d'avance                                       | 3 446 500          | 4 830 992          |
| <b>DETTES</b>                                                     | <b>105 951 802</b> | <b>118 471 112</b> |
| Ecarts de conversion passif                                       |                    |                    |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                              | <b>119 742 195</b> | <b>130 651 853</b> |

Résultat de l'exercice en centimes

1 181 796,33

Total du bilan en centimes

119 742 194,70



## COMPTE DE RESULTAT (en liste)


| <i>Rubriques</i>                                                                | <i>France</i>    | <i>Exportation</i> | <i>31/12/2012</i> | <i>31/12/2011</i> |
|---------------------------------------------------------------------------------|------------------|--------------------|-------------------|-------------------|
| Ventes de marchandises                                                          |                  |                    |                   |                   |
| Production vendue de biens                                                      | 3 284 814        |                    | 3 284 814         | 473 074           |
| Production vendue de services                                                   | 6 459 689        |                    | 6 459 689         | 3 790 285         |
| <b>CHIFFRES D'AFFAIRES NETS</b>                                                 | <b>9 744 503</b> |                    | <b>9 744 503</b>  | <b>4 263 359</b>  |
| Production stockée                                                              |                  |                    | 18 010 314        | 1 512 722         |
| Production immobilisée                                                          |                  |                    |                   |                   |
| Subventions d'exploitation                                                      |                  |                    |                   |                   |
| Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges                 |                  |                    | 587 356           | 246 042           |
| Autres produits                                                                 |                  |                    | 100               | 273               |
| <b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>                                                  |                  |                    | <b>28 342 273</b> | <b>6 022 396</b>  |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane)                             |                  |                    | 440 000           |                   |
| Variation de stock (marchandises)                                               |                  |                    | (220 000)         |                   |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane) |                  |                    | 23 325 188        | 2 453 184         |
| Variation de stock (matières premières et approvisionnements)                   |                  |                    |                   | (38 567)          |
| Autres achats et charges externes                                               |                  |                    | 692 233           | 515 697           |
| Impôts, taxes et versements assimilés                                           |                  |                    | 136 549           | 116 027           |
| Salaires et traitements                                                         |                  |                    | 1 602 704         | 1 363 207         |
| Charges sociales                                                                |                  |                    | 861 045           | 705 291           |
| <b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>                                                 |                  |                    |                   |                   |
| Sur immobilisations : dotations aux amortissements                              |                  |                    | 303 587           | 301 548           |
| Sur immobilisations : dotations aux provisions                                  |                  |                    |                   |                   |
| Sur actif circulant : dotations aux provisions                                  |                  |                    |                   |                   |
| Pour risques et charges : dotations aux provisions                              |                  |                    | 510 487           | 48 952            |
| Autres charges                                                                  |                  |                    | 801               | 797               |
| <b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>                                                   |                  |                    | <b>27 652 594</b> | <b>5 466 135</b>  |
| <b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>                                                  |                  |                    | <b>689 679</b>    | <b>556 260</b>    |
| <b>OPERATIONS EN COMMUN</b>                                                     |                  |                    |                   |                   |
| Bénéfice attribué ou perte transférée                                           |                  |                    |                   |                   |
| Perte supportée ou bénéfice transféré                                           |                  |                    |                   |                   |
| <b>PRODUITS FINANCIERS</b>                                                      |                  |                    |                   |                   |
| Produits financiers de participations                                           |                  |                    |                   | 52 357            |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé        |                  |                    |                   |                   |
| Autres intérêts et produits assimilés                                           |                  |                    | 1 697 984         | 1 416 646         |
| Reprises sur provisions et transferts de charges                                |                  |                    |                   |                   |
| Différences positives de change                                                 |                  |                    |                   |                   |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement                   |                  |                    |                   |                   |
| <b>PRODUITS FINANCIERS</b>                                                      |                  |                    | <b>1 697 984</b>  | <b>1 469 003</b>  |
| Dotations financières aux amortissements et provisions                          |                  |                    |                   |                   |
| Intérêts et charges assimilés                                                   |                  |                    | 460 418           | 535 980           |
| Différences négatives de change                                                 |                  |                    |                   |                   |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement                  |                  |                    |                   |                   |
| <b>CHARGES FINANCIERES</b>                                                      |                  |                    | <b>460 418</b>    | <b>535 980</b>    |
| <b>RESULTAT FINANCIER</b>                                                       |                  |                    | <b>1 237 566</b>  | <b>933 023</b>    |
| <b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>                                            |                  |                    | <b>1 927 246</b>  | <b>1 489 284</b>  |

### COMPTE DE RESULTAT (suite)


| <i>Rubriques</i>                                           | <i>31/12/2012</i> | <i>31/12/2011</i> |
|------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion           |                   | 49                |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital           | 26 038            | 26 023            |
| Reprises sur provisions et transferts de charges           |                   | 440 000           |
| <b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>                              | <b>26 038</b>     | <b>466 072</b>    |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion          | 74 267            | 39 007            |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital          |                   | 14 851            |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions |                   |                   |
| <b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>                             | <b>74 267</b>     | <b>53 858</b>     |
| <b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>                               | <b>(48 229)</b>   | <b>412 213</b>    |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise   |                   |                   |
| Impôts sur les bénéfices                                   | 697 220           | 672 102           |
| <b>TOTAL DES PRODUITS</b>                                  | <b>30 066 295</b> | <b>7 957 471</b>  |
| <b>TOTAL DES CHARGES</b>                                   | <b>28 884 499</b> | <b>6 728 076</b>  |
| <b>BENEFICE OU PERTE</b>                                   | <b>1 181 796</b>  | <b>1 229 395</b>  |




AU 31 DECEMBRE 2012

|  | Fonctionnement     | Mandats           | Concessions         | Opérations propres | Retraitement comptes réciproques/ Mandats et liaisons financières | Total              |
|-----------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-------------------|---------------------|--------------------|-------------------------------------------------------------------|--------------------|
| Capital souscrit non appelé                                                       |                    |                   |                     |                    |                                                                   |                    |
| <b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>                                              |                    |                   |                     |                    |                                                                   |                    |
| Frais d'établissement                                                             |                    |                   |                     |                    |                                                                   |                    |
| Frais de recherche et de développement                                            |                    |                   |                     |                    |                                                                   |                    |
| Concessions, brevets et droits similaires                                         |                    |                   |                     |                    |                                                                   |                    |
| Fonds commercial                                                                  |                    |                   |                     |                    |                                                                   |                    |
| Autres immobilisations incorporelles                                              | 3 905              |                   |                     |                    |                                                                   | 3 905              |
| Avances et acomptes sur immo. Incorporelles                                       |                    |                   |                     |                    |                                                                   |                    |
| <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>                                                |                    |                   |                     |                    |                                                                   |                    |
| Terrains                                                                          |                    |                   |                     | 563 535            |                                                                   | 563 535            |
| Constructions                                                                     |                    |                   |                     | 11 034 097         |                                                                   | 11 034 097         |
| Installations techniques, matériel, outillage                                     |                    |                   |                     |                    |                                                                   |                    |
| Autres immobilisations corporelles                                                | 133 042            |                   |                     |                    |                                                                   | 133 042            |
| Immobilisations en cours                                                          |                    |                   |                     |                    |                                                                   |                    |
| Avances et acomptes                                                               |                    |                   |                     |                    |                                                                   |                    |
| <b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>                                                |                    |                   |                     |                    |                                                                   |                    |
| Autres participations                                                             | 55 000             |                   |                     |                    |                                                                   | 55 000             |
| Créances rattachées à des participations                                          | 2 748 900          |                   |                     |                    |                                                                   | 2 748 900          |
| Titres de participations                                                          | 118 636            |                   |                     |                    |                                                                   | 118 636            |
| Prêts                                                                             |                    |                   |                     |                    |                                                                   |                    |
| Autres immobilisations financières                                                |                    |                   |                     |                    |                                                                   |                    |
| <b>ACTIF IMMOBILISE</b>                                                           | <b>3 059 483</b>   |                   |                     | <b>11 597 632</b>  |                                                                   | <b>14 657 115</b>  |
| <b>STOCK ET EN COURS</b>                                                          |                    |                   |                     |                    |                                                                   |                    |
| En cours de production de biens                                                   |                    |                   | 994 398             | 20 204 497         |                                                                   | 21 198 894         |
| Avances et acomptes versés sur commandes                                          | 5 713              | 4 162 067         | 95 716              | 333 345            |                                                                   | 4 596 841          |
| <b>CREANCES</b>                                                                   |                    |                   |                     |                    |                                                                   |                    |
| Créances clients et comptes rattachés                                             | 2 206 807          | 433 978           | 638 851             | 150 335            |                                                                   | 3 429 971          |
| Mandants                                                                          |                    | 762 924           |                     |                    |                                                                   | 762 924            |
| Autres créances                                                                   | 20 571             | 178 953           | 70 729              | 119 679            |                                                                   | 389 932            |
| <b>DIVERS</b>                                                                     |                    |                   |                     |                    |                                                                   |                    |
| Valeurs mobilières de placement                                                   | 56 577 118         |                   |                     |                    |                                                                   | 56 577 118         |
| Disponibilités                                                                    | 17 825 591         |                   |                     |                    |                                                                   | 17 825 591         |
| Charges constatées d'avance                                                       | 303 811            | 377 077           |                     |                    | -377 079                                                          | 303 809            |
| <b>ACTIF CIRCULANT</b>                                                            | <b>76 939 611</b>  | <b>5 914 998</b>  | <b>1 799 693,44</b> | <b>20 807 856</b>  | <b>-377 079</b>                                                   | <b>105 085 079</b> |
| Primes de remboursement des obligations                                           |                    |                   |                     |                    |                                                                   |                    |
| Comptes de liaison                                                                | 20 187 395         | 83 256 727        | 2 432 268,59        | 2 322 309          | -108 198 699                                                      |                    |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                                              | <b>100 186 488</b> | <b>89 171 725</b> | <b>4 231 962</b>    | <b>34 727 798</b>  | <b>-108 575 778</b>                                               | <b>119 742 195</b> |



|  | Fonctionnement     | Mandats           | Concessions      | Opérations propres | Retraitement comptes réciproques/ Mandats et liaisons financières | Total              |
|-----------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-------------------|------------------|--------------------|-------------------------------------------------------------------|--------------------|
| <b>CAPITAUX PROPRES</b>                                                           |                    |                   |                  |                    |                                                                   |                    |
| Capital social                                                                    | 3 945 518          |                   |                  |                    |                                                                   | 3 945 518          |
| Réserve légale                                                                    | 338 455            |                   |                  |                    |                                                                   | 338 455            |
| Report à nouveau                                                                  | 4 356 105          |                   |                  | 1 755 925          |                                                                   | 6 112 029          |
| <b>Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)</b>                                 | <b>1 235 243</b>   |                   |                  | <b>-53 447</b>     |                                                                   | <b>1 181 796</b>   |
| Subventions d'investissement                                                      |                    |                   |                  | 1 079 738          |                                                                   | 1 079 738          |
| Provisions réglementées                                                           |                    |                   |                  |                    |                                                                   |                    |
| <b>CAPITAUX PROPRES</b>                                                           | <b>9 875 321</b>   |                   |                  | <b>2 782 215</b>   |                                                                   | <b>12 657 536</b>  |
| Provisions pour risques                                                           | 619 150            |                   |                  |                    |                                                                   | 619 150            |
| Provisions pour charges                                                           |                    |                   | 513 707          |                    |                                                                   | 513 707            |
| <b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>                                         | <b>619 150</b>     |                   | <b>513 707</b>   |                    |                                                                   | <b>1 132 857</b>   |
| <b>DETTES FINANCIERES</b>                                                         |                    |                   |                  |                    |                                                                   |                    |
| Emprunts obligataires convertibles                                                |                    |                   |                  |                    |                                                                   |                    |
| <b>Autres emprunts obligataires</b>                                               |                    |                   |                  |                    |                                                                   |                    |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit                            |                    |                   |                  | 10 816 497         |                                                                   | 10 816 497         |
| Emprunts et dettes financières divers                                             |                    |                   | 12 683           |                    |                                                                   | 12 683             |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours                                  | 48 737             |                   |                  |                    |                                                                   | 48 737             |
| <b>DETTES D'EXPLOITATION</b>                                                      |                    |                   |                  |                    |                                                                   |                    |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés                                          | 101 935            |                   | 154 025          | 13 642 243         |                                                                   | 13 898 202         |
| Mandants                                                                          |                    | 72 749 877        |                  |                    |                                                                   | 72 749 877         |
| Dettes fournisseurs de l'activité en mandats                                      |                    | 1 089 325         |                  |                    |                                                                   | 1 089 325          |
| Dettes sur rémunération (activité en mandats)                                     |                    | 1 989 011         |                  |                    |                                                                   | 1 989 011          |
| Dettes fiscales et sociales                                                       | 975 846            |                   | 104 697          | 633 260            |                                                                   | 1 713 803          |
| <b>DETTES DIVERSES</b>                                                            |                    |                   |                  |                    |                                                                   |                    |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés                                   | 17 461             |                   |                  |                    |                                                                   | 17 461             |
| Autres dettes                                                                     | 159 656            | 11 874            | 350              | -2 175             |                                                                   | 169 705            |
| <b>COMPTES DE REGULARISATION</b>                                                  |                    |                   |                  |                    |                                                                   |                    |
| Produits constatés d'avance                                                       | 377 079            |                   | 3 446 500        |                    | -377 079                                                          | 3 446 500          |
| <b>DETTES</b>                                                                     | <b>1 680 713</b>   | <b>75 840 088</b> | <b>3 718 255</b> | <b>25 089 825</b>  | <b>-377 079</b>                                                   | <b>105 951 802</b> |
| Comptes de liaison                                                                | 88 011 304         | 13 331 637        |                  | 6 855 757          | -108 198 699                                                      |                    |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                                              | <b>100 186 488</b> | <b>89 171 725</b> | <b>4 231 962</b> | <b>34 727 798</b>  | <b>-108 575 778</b>                                               | <b>119 742 195</b> |

|  | Fonctionnement   | Mandats | Concessions      | Opérations propres | Total             |
|-----------------------------------------------------------------------------------|------------------|---------|------------------|--------------------|-------------------|
| <b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>                                                    |                  |         |                  |                    |                   |
| Ventes de terrains                                                                |                  |         | 3 059 814        | 225 000            | 3 284 814         |
| Prestations de services                                                           | 3 432 305        |         | 2 436 064        | 591 320            | 6 459 689         |
| <b>MONTANT DU CHIFFRE D'AFFAIRES</b>                                              | <b>3 432 305</b> |         | <b>5 495 878</b> | <b>816 320</b>     | <b>9 744 503</b>  |
| Production stockée                                                                | 181 595          |         | -1 232 287       | 19 061 006         | 18 010 314        |
| Production immobilisée                                                            |                  |         |                  |                    |                   |
| Subventions d'exploitation                                                        |                  |         |                  |                    |                   |
| Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges                   | 187 993          |         | 399 036          | 327                | 587 356           |
| Autres produits                                                                   | 100              |         |                  |                    | 100               |
| <b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>                                                    | <b>3 801 993</b> |         | <b>4 662 627</b> | <b>19 877 653</b>  | <b>28 342 273</b> |
| Achats de marchandises                                                            |                  |         |                  | 440 000            | 440 000           |
| Variation de stock (marchandises)                                                 |                  |         |                  | -220 000           | -220 000          |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements                         |                  |         | 4 264 081        | 19 061 106         | 23 325 188        |
| Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements.)             |                  |         |                  | 7 769              | 7 769             |
| Autres achats et charges externes                                                 | 684 464          |         |                  |                    | 684 464           |
| Impôts, taxes et versements assimilés                                             | 132 062          |         |                  | 4 487              | 136 549           |
| Salaires et traitements                                                           | 1 602 704        |         |                  |                    | 1 602 704         |
| Charges sociales                                                                  | 861 045          |         |                  |                    | 861 045           |
| <b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>                                                   |                  |         |                  |                    |                   |
| Sur immobilisations: dotations aux amortissements                                 | 37 331           |         |                  | 266 256            | 303 587           |
| Sur immobilisations: dotations aux provisions                                     |                  |         |                  |                    |                   |
| Sur actif circulant : dotations aux provisions                                    |                  |         |                  |                    |                   |
| Pour risques et charges : dotations aux provisions                                | 111 941          |         | 398 546          |                    | 510 487           |
| Autres charges                                                                    | 801              |         |                  | 0                  | 801               |
| <b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>                                                     | <b>3 430 348</b> |         | <b>4 662 627</b> | <b>19 559 619</b>  | <b>27 652 594</b> |
| <b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>                                                    | <b>371 644</b>   |         |                  | <b>318 035</b>     | <b>689 679</b>    |
| <b>PRODUITS FINANCIERS</b>                                                        |                  |         |                  |                    |                   |
| Autres intérêts et produits assimilés                                             | 1 695 809        |         |                  | 2 175              | 1 697 984         |
| <b>PRODUITS FINANCIERS</b>                                                        | <b>1 695 809</b> |         |                  | <b>2 175</b>       | <b>1 697 984</b>  |
| Dotations financières aux amortissements et provisions                            |                  |         |                  |                    |                   |
| Intérêts et charges assimilés                                                     | 63 723           |         |                  | 396 694            | 460 418           |
| <b>CHARGES FINANCIERES</b>                                                        | <b>63 723</b>    |         |                  | <b>396 694</b>     | <b>460 418</b>    |
| <b>RESULTAT FINANCIER</b>                                                         | <b>1 632 086</b> |         |                  | <b>-394 519</b>    | <b>1 237 566</b>  |
| <b>RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>                                              | <b>2 003 730</b> |         |                  | <b>-76 485</b>     | <b>1 927 246</b>  |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion                                  |                  |         |                  |                    |                   |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital                                  |                  |         |                  | 26 038             | 26 038            |
| Reprise sur provisions et transfert de charges                                    |                  |         |                  |                    |                   |
| <b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>                                                     |                  |         |                  | <b>26 038</b>      | <b>26 038</b>     |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion                                 | 71 517           |         |                  | 3 000              | 74 517            |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital                                 | -250             |         |                  |                    | -250              |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions                        |                  |         |                  |                    |                   |
| <b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>                                                    | <b>71 267</b>    |         |                  | <b>3 000</b>       | <b>74 267</b>     |
| <b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>                                                      | <b>-71 267</b>   |         |                  | <b>23 038</b>      | <b>-48 229</b>    |
| Impôts sur les bénéfices                                                          | 697 220          |         |                  |                    | 697 220           |
| <b>TOTAL DES PRODUITS</b>                                                         | <b>5 497 802</b> |         | <b>4 662 627</b> | <b>19 905 866</b>  | <b>30 066 295</b> |
| <b>TOTAL DES CHARGES</b>                                                          | <b>4 262 559</b> |         | <b>4 662 627</b> | <b>19 959 313</b>  | <b>28 884 499</b> |
| <b>BENEFICE OU PERTE</b>                                                          | <b>1 235 243</b> |         |                  | <b>-53 447</b>     | <b>1 181 796</b>  |



## **Règles et méthodes comptables**

(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 - articles 7, 21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

### **ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT**

Le bilan de l'exercice clos le 31/12/2012 dont le total est de 119 742 195 € et le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un résultat de 1 181 796 € ont été établis selon les dispositions du guide comptable professionnel des Sociétés d'Economie Mixte Locales Immobilières (activités de construction et d'aménagement) conformément à l'avis du Conseil National de la Comptabilité.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2012 au 31/12/2012.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels. La totalité des pages de ce document est de 21.

#### **1 - PRÉSENTATION COMPTABLE DES OPÉRATIONS**

La comptabilité des différentes opérations est tenue individuellement, cette comptabilité sectorielle étant reliée à la société par un compte de liaison.

#### **2 - PRINCIPES GÉNÉRAUX**

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect des principes de prudence, de régularité et d'image fidèle, conformément aux hypothèses de base suivante :

- a) – Continuité de l'exploitation
- b) – Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- c) – Indépendance des exercices.
- d) – Conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits est la méthode des coûts historiques.

La loi comptable du 30 avril 1983 et son décret d'application 83.1020 du 29 novembre 1983 s'appliquent de droit aux Sociétés d'Economie Mixte régies par la loi du 7 juillet 1983.

#### **Options prises dans le cadre de l'application des nouvelles règles comptables :**

Les nouvelles règles comptables relatives à la définition, la comptabilisation, et à l'évaluation des actifs (CRC, règlement 04-06), n'ont pas trouvé à s'appliquer dans les comptes de l'exercice arrêtés au 31 décembre 2012.

L'entité a identifié des immobilisations décomposables.

L'entité n'a pas formulé d'option sur les points suivants au titre desquels elle n'était pas concernée pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 :

- les frais de constitution, de transformation, et de premier établissement
- les frais d'augmentation de capital, de fusion et de scission
- les droits de mutation, honoraires, commissions ou frais d'actes sur immobilisations incorporelles et corporelles
- les droits de mutation, honoraires, commissions ou frais d'actes sur titres de participation et titres de placement immobilisés
- les coûts de développement
- les composants de 2<sup>ème</sup> catégorie et les provisions pour grosses révisions

### 3 - DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

- 3.1 - Caractéristiques des conventions passées entre la Société et les Collectivités Territoriales

#### L'activité de la société est réalisée au travers de trois cadres juridiques :

- Réalisation d'opérations en propre : à ce titre la société est amenée à appréhender intégralement selon la méthode dite de l'avancement, les pertes et profits pouvant résulter de cette activité. Dans l'hypothèse où le résultat prévisionnel d'une opération, cumulé à fin d'affaire et retraité des résultats déjà appréhendés, des dotations prévisionnelles aux provisions pour grosses réparations et après prise en considération de la valeur résiduelle à fin d'opération de l'ensemble immobilier, amène à constater un résultat à terminaison déficitaire, une provision pour pertes à terminaison est comptabilisée en provisions pour risques et charges.
- Réalisation d'opérations en tant que mandataire de collectivités : le traitement comptable de ces opérations obéit aux règles ordinaires en la matière.
- Opérations d'aménagement concédées : compte tenu des nouvelles dispositions en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000, un résultat intermédiaire est déterminé en cours de réalisation en fonction du stade d'avancement de chaque opération. La comptabilisation, chez le concessionnaire, des opérations d'aménagement concédées, diffère suivant qu'elles sont réalisées aux risques et profits du concédant ou du concessionnaire.

Afin de respecter les principes comptables spécifiques, chaque opération de mandat, de concession et patrimoniale fait l'objet d'une situation établie en fin d'exercice et donne le cumul des mouvements intervenus depuis son ouverture, même si celle-ci est antérieure au début de l'exercice.

- 3.2 – Immobilisations

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

L'entité a identifié une immobilisation décomposable. Elle concerne une construction de 234 logements pour étudiants gérés par le CROUS. Les composants de cette construction sont amortis tant sur le plan comptable qu'au plan fiscal suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'usage de la profession.

|                                              |        |
|----------------------------------------------|--------|
| -Structure du bâtiment et ouvrages assimilés | 60 ans |
| -Menuiseries extérieures                     | 30 ans |
| -Chauffages collectifs                       | 30 ans |
| -Etanchéité                                  | 18 ans |
| -Electricité                                 | 30 ans |
| -Plomberie et sanitaire                      | 30 ans |
| -Ascenseur                                   | 18 ans |

Les frais de financement de cette construction sont comptabilisés jusqu'au 29 juillet 2010, date d'achèvement des travaux, dans le coût de chaque composant de la construction proportionnellement pour un montant de 154 132,51€

Tant sur le plan comptable qu'au plan fiscal, les amortissements sont calculés, sans considération de la valeur résiduelle, suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'usage en l'absence de décomposition :

|                                               |        |
|-----------------------------------------------|--------|
| - Logiciel                                    | 1 ans  |
| - Matériel de bureau et matériel informatique | 3 ans  |
| - Mobilier de bureau                          | 10 ans |

- 3.3 – Participations, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée du montant de la différence.

- 3.4 – Valeurs d'exploitation

Les règles d'évaluation des valeurs d'exploitation résultent des dispositions du Plan Comptable Général.

- 3.5 – Postes Clients

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les clients et comptes rattachés soit 3 429 971 euros représentent :

- les appels de fonds auprès des collectivités sur les opérations en mandat : 433 978 €
- Clients : 2 206 807 €
- Clients sur opération en concession : 638 851
- Autres clients sur opérations propres : 150 335 €

- 3.6 – Transfert de charges vers les opérations.

Le poste transfert de charges dans le compte de résultat Fonctionnement comprend les remboursements forfaitaires des frais de fonctionnement de la société sur les concessions d'aménagement. Cette imputation est calculée en pourcentage des recettes et dépenses de chaque opération.

Au titre de l'exercice 2012, les transferts de charges s'élèvent à :

\* sur les dépenses et les cessions      160 214 Euros.

#### **4 – MÉTHODE COMPTABLE APPLIQUÉE SUR LES OPÉRATIONS EN CONCESSION D'AMÉNAGEMENT URBAIN**

Un changement de méthode réglementaire est intervenu sur l'année 2000 quant à la comptabilisation des opérations en concession d'aménagement.

Les comptes des opérations d'aménagement sont établis et présentés en fonction de l'avis du CNC (Conseil National de la Comptabilité) n° 99.05 du 18/3/99, adapté en fonction des données suivantes :

- Conventions de concession conclues antérieurement à la loi n° 2005-809 : ces conventions mettant le risque à la charge du seul concédant, le résultat de l'opération n'a pas d'incidence sur les résultats de la SEML

Le résultat intermédiaire provisoire déterminé en cours de concession est neutralisé.

- Conventions de concession conclues à compter du 20 Juillet 2005 et conformément à la loi n° 2005-809 : les opérations engagées sont réalisées aux risques du concessionnaire

Dès que la société en a connaissance, la totalité de la perte globale probable résultant d'un contrat de concession d'aménagement, travaux modifiables et non déterminables exclus, est constatée sous la forme d'une provision pour risques de pertes à terminaison.

A la clôture de l'exercice, une seule opération est réalisée aux risques du concessionnaire :

ZAC « Centre ville de Mérignac »

Conformément à l'avis n° 99.05 du CNC, la méthode comptable est la suivante:



- la comptabilisation des charges engagées au compte de stocks 38 intitulé « en-cours de concession d'aménagement » en cours d'année,
- l'inscription de ces mouvements au compte de charges concerné par le crédit du compte de variation d'en-cours de concession,
- la comptabilisation des recettes réalisées en compte de produits de l'exercice,
- la détermination du coût de revient cumulé des éléments cédés, en rapportant le montant des produits réalisés depuis le début de l'opération hors participation reçue ou à recevoir de la Collectivité Territoriale concédante, au montant global des produits prévus par le compte rendu financier hors participation reçue ou à recevoir de la Collectivité Territoriale concédante,
- la détermination du résultat intermédiaire provisoire de la concession, calculé globalement depuis l'origine de l'opération, correspondant à la différence entre le montant des cessions augmenté le cas échéant des participations reçues de la Collectivité Territoriale concédante et le coût de revient estimé des éléments cédés.

Les comptes annuels sont présentés sur la base des CRAC arrêtés au 31 décembre 2012 non encore approuvés par la Collectivité.

L'annexe est désormais complétée d'un tableau de détermination du résultat intermédiaire et des engagements des concédants. Il est présenté, convention par convention, un état des réalisations au niveau des charges, des produits et une estimation des prévisions tant en coûts à engager qu'en participation à recevoir.

a) ZAC du Centre Ville à Talence

|     | Annexe aux comptes annuels, opération d'aménagement urbain Z.A.C. DU CENTRE VILLE à TALENCE                                                                                                         | 2012       | 2011       |
|-----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|
| (a) | Montant des coûts engagés                                                                                                                                                                           | 6 198 303  | 6 198 303  |
| (b) | Evaluation des coûts de revient des cessions                                                                                                                                                        | 6 198 304  | 6 198 304  |
| (c) | Provision pour charges prévisionnelles (b-a)                                                                                                                                                        | 1          | 1          |
| (d) | Montant des produits comptabilisés hors participation                                                                                                                                               | 2 940 106  | 2 940 106  |
| (e) | Montant des participations comptabilisées                                                                                                                                                           | 3 298 516  | 3 298 516  |
| (f) | Montant des régularisations comptables liées à la neutralisation du résultat intermédiaire pour les opérations neutralisation du résultat intermédiaire aux risques et profits du concédant (b-d-e) | -40 318    | -40 318    |
|     | Participation à recevoir                                                                                                                                                                            |            |            |
|     | Montant du résultat de l'opération prévisionnel à terminaison                                                                                                                                       | -3 258 198 | -3 258 198 |

## b) ZAC Cœur de Bastide à Bordeaux

| Annexe aux comptes annuels, opération d'aménagement urbain Z.A.C. CŒUR DE BASTIDE |                                                                                                                                                                                                     | 2012        | 2011        |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| (a)                                                                               | Montant des coûts engagés                                                                                                                                                                           | 35 089 715  | 34 932 618  |
| (b)                                                                               | Evaluation des coûts de revient des cessions                                                                                                                                                        | 35 488 261  | 34 725 328  |
| (c)                                                                               | Provision pour charges prévisionnelles (b-a)                                                                                                                                                        | 398 546     |             |
| (d)                                                                               | Montant des produits comptabilisés hors participation                                                                                                                                               | 24 998 537  | 24 463 442  |
| (e)                                                                               | Montant des participations comptabilisées                                                                                                                                                           | 10 841 033  | 10 841 033  |
| (f)                                                                               | Montant des régularisations comptables liées à la neutralisation du résultat intermédiaire pour les opérations neutralisation du résultat intermédiaire aux risques et profits du concédant (b-d-e) | -351 309    | -579 147    |
|                                                                                   | Participation à recevoir                                                                                                                                                                            |             |             |
|                                                                                   | Montant du résultat de l'opération prévisionnel à terminaison                                                                                                                                       | -10 549 865 | -10 549 866 |

## c) ZAC du Centre Ville de Saint Médard-en-Jalles

| Annexe aux comptes annuels, opération d'aménagement urbain Z.A.C. CŒUR DE JALLES |                                                                                                                                                                                                     | 2012       | 2011       |
|----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|
| (a)                                                                              | Montant des coûts engagés                                                                                                                                                                           | 9 567 533  | 9 567 533  |
| (b)                                                                              | Evaluation des coûts de revient des cessions                                                                                                                                                        | 9 567 534  | 9 567 534  |
| (c)                                                                              | Provision pour charges prévisionnelles (b-a)                                                                                                                                                        | 1          | 1          |
| (d)                                                                              | Montant des produits comptabilisés hors participation                                                                                                                                               | 3 327 342  | 3 327 342  |
| (e)                                                                              | Montant des participations comptabilisées                                                                                                                                                           | 6 283 495  | 6 283 495  |
| (f)                                                                              | Montant des régularisations comptables liées à la neutralisation du résultat intermédiaire pour les opérations neutralisation du résultat intermédiaire aux risques et profits du concédant (b-d-e) | -43 303    | -43 303    |
|                                                                                  | Participation à recevoir                                                                                                                                                                            |            |            |
|                                                                                  | Montant du résultat de l'opération prévisionnel à terminaison                                                                                                                                       | -6 240 191 | -6 240 191 |

## d) ZAC « Quai Chaigneau Bichon »

| Annexe aux comptes annuels, opération d'aménagement urbain Z.A.C. QUAI CHAIGNEAU BICHON |                                                                                                                                                                                                     | 2012      | 2011      |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|
| (a)                                                                                     | Montant des coûts engagés                                                                                                                                                                           | 1 365 738 | 1 312 763 |
| (b)                                                                                     | Evaluation des coûts de revient des cessions                                                                                                                                                        | 1 480 899 | 1 484 517 |
| (c)                                                                                     | Provision pour charges prévisionnelles (b-a)                                                                                                                                                        | 115 161   | 171 754   |
| (d)                                                                                     | Montant des produits comptabilisés hors participation                                                                                                                                               | 1 335 123 | 1 334 630 |
| (e)                                                                                     | Montant des participations comptabilisées                                                                                                                                                           | 188 626   | 188 626   |
| (f)                                                                                     | Montant des régularisations comptables liées à la neutralisation du résultat intermédiaire pour les opérations neutralisation du résultat intermédiaire aux risques et profits du concédant (b-d-e) | -42 850   | -38 739   |
|                                                                                         | Participation à recevoir                                                                                                                                                                            |           |           |
|                                                                                         | Montant du résultat de l'opération prévisionnel à terminaison                                                                                                                                       | -188 625  | -188 625  |



## e) ZAC « Centre ville de Mérignac »

| Annexe aux comptes annuels, opération d'aménagement urbain ZAC Centre ville de Mérignac |                                                                                                                                                                                                     | 2012       | 2011       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|
| (a)                                                                                     | Montant des coûts engagés                                                                                                                                                                           | 6 723 539  | 2 979 639  |
| (b)                                                                                     | Evaluation des coûts de revient des cessions                                                                                                                                                        | 5 729 153  | 992 101    |
| (c)                                                                                     | Provision pour charges prévisionnelles (b-a)                                                                                                                                                        |            |            |
| (d)                                                                                     | Montant des produits comptabilisés hors participation                                                                                                                                               | 3 084 381  | 508 091    |
| (e)                                                                                     | Montant des participations comptabilisées                                                                                                                                                           | 5 613 493  | 4 613 493  |
| (f)                                                                                     | Montant des régularisations comptables liées à la neutralisation du résultat intermédiaire pour les opérations neutralisation du résultat intermédiaire aux risques et profits du concédant (b-d-e) | -2 968 720 | -4 129 482 |
|                                                                                         | Participation à recevoir                                                                                                                                                                            |            |            |
|                                                                                         | Montant du résultat de l'opération prévisionnel à terminaison                                                                                                                                       | -6 556 483 | -6 556 483 |

Le résultat prévisionnel à terminaison de la ZAC « Centre ville de Mérignac » est couvert par l'engagement de la collectivité dont la participation totale est fixée à 6 556 K€.

## 5-COMPLEMENT D'INFORMATION RELATIF AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

## IMMOBILISATIONS

| Rubriques                                                        | Début d'exercice  | Acquisit., apports | Cession       | Fin d'exercice    |
|------------------------------------------------------------------|-------------------|--------------------|---------------|-------------------|
| FRAIS D'ETABLISSEMENT, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT          |                   |                    |               |                   |
| AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES                    | 77 774            | 5 179              |               | 82 953            |
| Terrains                                                         | 534 156           | 29 378             |               | 563 534           |
| Constructions sur sol propre                                     | 11 710 941        | (34 433)           |               | 11 676 508        |
| Constructions sur sol d'autrui                                   |                   |                    |               |                   |
| Constructions installations générales, agencements, aménagements |                   |                    |               |                   |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels      |                   |                    |               |                   |
| Installations générales, agencements, aménagements               |                   | 12 436             |               | 12 436            |
| Matériel de transport                                            |                   |                    |               |                   |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier                       | 184 196           | 67 155             | 9 434         | 241 917           |
| Emballages récupérables et divers                                |                   |                    |               |                   |
| Immobilisations corporelles en cours                             |                   |                    |               |                   |
| Avances et acomptes                                              |                   |                    |               |                   |
| <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>                               | <b>12 429 294</b> | <b>74 535</b>      | <b>9 434</b>  | <b>12 494 395</b> |
| Participations évaluées par mise en équivalence                  |                   |                    |               |                   |
| Autres participations                                            | 2 802 357         | 53 900             | 52 357        | 2 803 900         |
| Autres titres immobilisés                                        | 118 636           |                    |               | 118 636           |
| Prêts et autres immobilisations financières                      | 8 726             |                    | 8 726         |                   |
| <b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>                               | <b>2 929 719</b>  | <b>53 900</b>      | <b>61 083</b> | <b>2 922 536</b>  |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                             | <b>15 436 787</b> | <b>133 614</b>     | <b>70 517</b> | <b>15 499 884</b> |



## A) TITRES DE PARTICIPATION

En l'absence de liquidité réelle, les titres de participation restent comptabilisés selon la méthode du coût historique, excluant la plus-value réalisée (314 089 €) suite à la fusion-absorption du 11 février 2005 de la société Bordeaux Parc Auto par la Société des Grands Garages Parkings de Bordeaux, cet échange de titres ne correspondant pas à une opération commerciale.

La SCI BMA Cursol a été constituée par acte notarié le 25 février 2010 et a acquis un terrain 38 rue de Cursol à la société BMA le même jour pour un montant 2 449 648 €. La participation de BMA dans la SCI BMA-Cursol est de 55%. L'objet social de cette filiale est la construction et la gestion d'un patrimoine en cours de construction situé 38 rue de Cursol à Bordeaux. L'avance financière accordée par BMA à cette filiale est de 2 695 000 € au 31 décembre 2012 dans le cadre d'un pacte d'associés.

## 52 - ETAT DES AMORTISSEMENTS.

L'amortissement économique a été pratiqué sous la forme linéaire. Il n'a été pratiqué ni amortissement dérogatoire, ni amortissement exceptionnel.

| <i>Rubriques</i>                                                    | <i>Début d'exercice</i> | <i>Dotations</i> | <i>Reprises</i> | <i>fin d'exercice</i> |
|---------------------------------------------------------------------|-------------------------|------------------|-----------------|-----------------------|
| FRAIS ETABLISST, RECHERCHE, DEVELOPMT<br>AUTRES IMMO. INCORPORELLES | 75 946                  | 3 102            |                 | 79 048                |
| Terrains                                                            |                         |                  |                 |                       |
| Constructions sur sol propre                                        | 376 155                 | 266 256          |                 | 642 411               |
| Constructions sur sol d'autrui                                      |                         |                  |                 |                       |
| Constructions inst. générales, agencements                          |                         |                  |                 |                       |
| Installations techniques, matériel et outillage                     |                         |                  |                 |                       |
| Installations générales, agencements                                |                         | 844              |                 | 844                   |
| Matériel de transport                                               |                         |                  |                 |                       |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier                          | 96 515                  | 33 385           | 9 434           | 120 467               |
| Emballages récupérables, divers                                     |                         |                  |                 |                       |
| <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>                                  | <b>472 670</b>          | <b>300 485</b>   | <b>9 434</b>    | <b>763 722</b>        |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                                | <b>548 616</b>          | <b>303 587</b>   | <b>9 434</b>    | <b>842 769</b>        |

## 53 – ETAT DES PROVISIONS

**PROVISIONS**

| <i>Rubriques</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | <i>Début d'exercice</i> | <i>Dotations</i> | <i>Reprises</i> | <i>Fin d'exercice</i> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|------------------|-----------------|-----------------------|
| Provisions gisements miniers, pétroliers<br>Provisions pour investissement<br>Provisions pour hausse des prix<br>Amortissements dérogatoires<br>Dont majorations exceptionnelles de 30 %<br>Implantations étrangères avant 01/01/92<br>Implantations étrangères après 01/01/92<br>Provisions pour prêts d'installation<br>Autres provisions réglementées                                                                                                                   |                         |                  |                 |                       |
| <b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                         |                  |                 |                       |
| Provisions pour litiges<br>Provisions pour garanties données aux clients<br>Provisions pour pertes sur marchés à terme<br>Provisions pour amendes et pénalités<br>Provisions pour pertes de change<br>Provisions pour pensions, obligations similaires<br>Provisions pour impôts<br>Provisions pour renouvellement immobilisations<br>Provisions pour grosses réparations<br>Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer<br>Autres provisions pour risques et charges | 678 963                 | 510 487          | 56 593          | 1 132 857             |
| <b>PROVISIONS RISQUES ET CHARGES</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | <b>678 963</b>          | <b>510 487</b>   | <b>56 593</b>   | <b>1 132 857</b>      |
| Provisions sur immobilisations incorporelles<br>Provisions sur immobilisations corporelles<br>Provisions sur titres mis en équivalence<br>Provisions sur titres de participation<br>Provisions sur autres immobilis. financières<br>Provisions sur stocks et en cours<br>Provisions sur comptes clients<br>Autres provisions pour dépréciation                                                                                                                             |                         |                  |                 |                       |
| <b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                         |                  |                 |                       |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | <b>678 963</b>          | <b>510 487</b>   | <b>56 593</b>   | <b>1 132 857</b>      |
| Dotations et reprises d'exploitation<br>Dotations et reprises financières<br>Dotations et reprises exceptionnelles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                         | 510 487          | 56 593          |                       |
| Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |                         |                  |                 |                       |

Une dotation de 111,94K€ de provision a été constatée sur l'exercice, afin de mettre à niveau le montant des engagements de l'entreprise avec le nouveau régime d'indemnité de fin de carrière mis en place par le Conseil d'Administration du 03 septembre 2007. Le montant total de l'engagement retraite porte la provision à 609 K€.

## 54 - ETAT DES CREANCES

| <i>ETAT DES CREANCES</i>                                                | <i>Montant brut</i> | <i>1 an au plus</i> | <i>plus d'un an</i> |
|-------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Créances rattachées à des participations                                | 2 748 900           | 53 900              | 2 695 000           |
| Prêts                                                                   |                     |                     |                     |
| Autres immobilisations financières                                      |                     |                     |                     |
| Clients douteux ou litigieux                                            |                     |                     |                     |
| Autres créances clients                                                 | 3 429 971           | 3 429 971           |                     |
| Créance représentative de titres prêtés                                 |                     |                     |                     |
| Personnel et comptes rattachés                                          | 1 319               | 1 319               |                     |
| Sécurité Sociale et autres organismes sociaux                           |                     |                     |                     |
| Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices                    |                     |                     |                     |
| Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée                 | 144 064             | 144 064             |                     |
| Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés |                     |                     |                     |
| Etat, autres collectivités : créances diverses                          |                     |                     |                     |
| Mandants débiteurs                                                      | 762 924             | 762 964             |                     |
| Débiteurs divers                                                        | 244 549             | 244 549             |                     |
| Charges constatées d'avance                                             | 303 809             | 303 809             |                     |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                                    | <b>7 635 536</b>    | <b>4 940 576</b>    | <b>2 695 000</b>    |
| Montant des prêts accordés en cours d'exercice                          |                     |                     |                     |
| Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice                  |                     |                     |                     |
| Prêts et avances consentis aux associés                                 |                     |                     |                     |

## 55- ETAT DES DETTES

| <i>ETAT DES DETTES</i>                          | <i>Montant brut</i> | <i>1 an au plus</i> | <i>plus d'1 an,-5 ans</i> | <i>plus de 5 ans</i> |
|-------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------------|----------------------|
| Emprunts obligataires convertibles              |                     |                     |                           |                      |
| Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine   |                     |                     |                           |                      |
| Emprunts et dettes à plus d'1 an à l'origine    | 10 816 497          | 273 581             | 718 508                   | 9 824 407            |
| Emprunts et dettes financières divers           | 12 683              | 12 683              |                           |                      |
| Fournisseurs et comptes rattachés               | 13 898 202          | 1 298 202           | 12 600 000                |                      |
| Personnel et comptes rattachés                  | 234 523             | 234 523             |                           |                      |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux   | 302 829             | 302 829             |                           |                      |
| Etat : impôt sur les bénéfices                  | 25 144              | 25 144              |                           |                      |
| Etat : taxe sur la valeur ajoutée               | 1 115 082           | 1 115 082           |                           |                      |
| Etat : autres impôts, taxes et assimilés        | 36 225              | 36 225              |                           |                      |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 17 461              | 17 461              |                           |                      |
| Mandants créditeurs                             | 72 749 877          | 72 749 877          |                           |                      |
| Dettes sur rémunérations (mandats)              | 1 989 011           | 1 989 011           |                           |                      |
| Fournisseurs d'activité mandats                 | 1 089 325           | 1 089 325           |                           |                      |
| Autres dettes                                   | 169 706             | 169 706             |                           |                      |
| Produits constatés d'avance                     | 3 446 500           | 3 446 500           |                           |                      |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                            | <b>105 903 065</b>  | <b>82 760 149</b>   | <b>13 318 508</b>         | <b>9 824 407</b>     |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice          |                     |                     |                           |                      |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice         | 186 302             |                     |                           |                      |
| Emprunts, dettes contractés auprès d'associés   |                     |                     |                           |                      |

## 56 - STOCKS ET EN-COURS

La Ventilation des stocks par nature d'opération est la suivante

| NATURE DE L'OPERATION     | VALEUR BRUTE | PROVISION POUR DEPRECIATION | VALEUR NETTE |
|---------------------------|--------------|-----------------------------|--------------|
| Opérations patrimoniales  | 20 204 496   | 0                           | 20 204 496   |
| Opérations de concessions | 994 398      |                             | 994 398      |
| TOTAL                     | 21 198 894   | 0                           | 21 198 894   |

## 57 - ETATS DES PRODUITS A RECEVOIR

| SOCIETE : B.M.A. PRODUIT A RECEVOIR AU 31/12/2012                       | Montant   |
|-------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Intérêts courus à recevoir sur créances rattachées à des participations | 53 900    |
| Clients factures à établir                                              | 2 091 393 |
| Divers produit à recevoir                                               | 4 018     |
| Intérêts courus à recevoir                                              | 1 447 809 |
| Intérêts courus à recevoir sur mandats                                  | 153 680   |
| TOTAL                                                                   | 3 750 800 |

## 58 - DISPONIBILITES

A la clôture de l'exercice, les disponibilités de la société sont positives de 72 954 899 Euros dont 56 577 117 Euros en fonds de placement. La part affectée à la trésorerie de l'ensemble des opérations en mandats et en aménagement urbain s'élève à 72 357 358 Euros.

## 59- ETAT DES CHARGES A PAYER

| SOCIETE : B.M.A. CHARGES A PAYER AU 31/12/2012     | Montant   |
|----------------------------------------------------|-----------|
| Intérêts courus sur emprunts                       | 79 630    |
| Fournisseurs factures non parvenues                | 483 041   |
| Dettes des opérations sur rémunérations à facturer | 1 784 318 |
| Charges à payer sur congés payés et rémunération   | 231 760   |
| Charges à payer sur organismes sociaux             | 138 735   |
| Intérêts courus à payer sur opérations             | 153 680   |
| Frais de déplacements à payer aux personnels       | 2 763     |
| TOTAL                                              | 2 873 927 |

## 60 - CAPITAL SOCIAL

Le capital s'élève à 3 945 517,77 Euros et est représenté par 258 809 actions de 15,24 Euros.  
Il se répartit de la manière suivante :

| ACTIONNAIRES  |                      | MONTANT   | %       |
|---------------|----------------------|-----------|---------|
| COLLECTIVITES | CUB                  | 1 693 038 | 42,91%  |
|               | VILLE BORDEAUX       | 542 398   | 13,75%  |
|               | AUTRES COLLECTIVITES | 231 723   | 5,87%   |
| AUTRES        | CDC                  | 620 117   | 15,72%  |
|               | AUTRES               | 858 242   | 21,75%  |
| TOTAL         |                      | 3 945 518 | 100,00% |

## 61 – REPARTITION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

| <i>Répartition</i>                                        | <i>Résultat avant impôt</i> | <i>Impôt dû</i> | <i>Résultat net après impôt</i> |
|-----------------------------------------------------------|-----------------------------|-----------------|---------------------------------|
| Résultat courant                                          | 1 927 246                   | 713 295         | 1 213 951                       |
| Résultat exceptionnel à court terme                       | (48 229)                    | (16 075)        | (32 154)                        |
| Résultat exceptionnel à long terme                        |                             |                 |                                 |
| Participations des salariés aux fruits de l'expansion     |                             |                 |                                 |
| Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs |                             |                 |                                 |
| <b>RESULTAT COMPTABLE</b>                                 | <b>1 879 017</b>            | <b>697 220</b>  | <b>1 181 796</b>                |

## 62 – VENTILATION DU CHIFFRE D’AFFAIRES

| <i>Rubriques</i>                    | <i>Chiffre d'affaires<br/>France</i> | <i>Chiffre d'affaires<br/>Export</i> | <i>Total<br/>31/12/2012</i> | <i>Total<br/>31/12/2011</i> |
|-------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| Participation des collectivités     | 2 384 490                            |                                      | 2 384 490                   | 480 131                     |
| Cessions de terrains                | 3 284 814                            |                                      | 3 284 814                   | 473 074                     |
| Produits d'activités annexes        | 62 768                               |                                      | 62 768                      | 110 453                     |
| Locations logements étudiants       | 591 320                              |                                      | 591 320                     | 596 795                     |
| Rémunérations (m. ouvrage déléguée) | 3 359 813                            |                                      | 3 359 813                   | 2 550 014                   |
| Etudes (maîtrise ouvrage déléguée)  | 61 298                               |                                      | 61 298                      | 52 893                      |
| <b>TOTAL</b>                        | <b>9 744 503</b>                     |                                      | <b>9 744 503</b>            | <b>4 263 360</b>            |

## 63 – EFFECTIF MOYEN

| <i>Effectifs</i> | <i>Personnel salarié</i> |
|------------------|--------------------------|
| Cadres           | 23                       |
| Employés         | 5                        |
| <b>TOTAL</b>     | <b>28</b>                |

## 64 – SITUATION FISCALE DIFFEREE ET LATENTE

| <i>Rubriques</i>                                                                                                                                                                                                                                                                               | <i>Montant</i>               |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| <b>IMPOT DU SUR :</b><br>Provisions réglementaires :<br>Provisions pour hausse de prix<br>Provisions pour fluctuation des cours<br>Provisions pour investissements<br>Amortissements dérogatoires<br>Subventions d'investissement                                                              | Néant                        |
| <b>TOTAL ACCROISSEMENTS</b>                                                                                                                                                                                                                                                                    |                              |
| <b>IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :</b><br>Charges non déductibles temporairement ( à déduire l'année suivante) :<br>Plus sur plus-values latente sur OPCVM<br>Provision non déductible sur la participation d'effort construction<br>Provision non déductible sur contribution sociale additionnelle | <br>10 635<br>2 354<br>1 580 |
| <b>TOTAL ALLEGEMENTS</b>                                                                                                                                                                                                                                                                       | <b>14 570</b>                |
| <b>SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE</b>                                                                                                                                                                                                                                                        | <b>(14 570)</b>              |

|                                                                                         |                  |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| <b>IMPOT DU SUR :</b><br>Plus-values différées                                          |                  |
| <b>CREDIT A IMPUTER SUR :</b><br>Provision non déductible sur indemnité fin de carrière | 203 000          |
| <b>SITUATION FISCALE LATENTE NETTE</b>                                                  | <b>(203 000)</b> |

## 6 -ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

## 61 – ENGAGEMENTS FINANCIERS RECUS

Garantie sur prêt PLS accordée par la Communauté Urbaine de Bordeaux pour un montant de 6 213 244 € (construction logements étudiants – Îlot D2 ZAC Cœur de Bastide).

Garantie sur prêt PHARE accordée par la Communauté Urbaine de Bordeaux pour un montant de 4 957 897 € (construction logements étudiants – Îlot D2 ZAC Cœur de Bastide).

## 62 – ENGAGEMENTS DONNES

Garantie hypothécaire au bénéfice de la Communauté Urbaine de Bordeaux de l'immeuble de logements étudiants – Îlot D2 ZAC Cœur de Bastide.

Garantie donnée par une sureté réelle sur l'opération Santé Navale : inscription en privilège du vendeur pour montant de 12 600 000 € jusqu'au 30 juin 2018.

## 63 - REMUNERATION DES DIRIGEANTS SOCIAUX

La rémunération des organes de direction n'est pas fournie car cela conduirait indirectement à communiquer une rémunération individuelle.

## 64 - EFFECTIF MOYEN

Vingt huit personnes y compris le Directeur Général de la Société.

## 7 - LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

| Dénomination sociale                                                                                                                                                                    | Capital              | Q.P<br>Détenue | Val. brute des<br>titres | Prêts, avances<br>et cautions | Chiffre<br>d'affaires |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------|--------------------------|-------------------------------|-----------------------|
| Siège social                                                                                                                                                                            | Capitaux<br>Propres  |                | Val. nette des<br>titres |                               | Résultat              |
| <b>Filiales à + plus de 50%</b><br>Comptes arrêtés au 31 décembre 2012<br>SCI BMA-CURSOL<br>38, rue de Coursol 33000 Bordeaux                                                           | 100 000<br>37 540    | 55%            | 55 000<br>55 000         | 2 695 000                     | 596 739<br>25 495     |
| <b>Participations (10% à 50%)</b><br>Comptes arrêtés au 31 décembre 2012<br>Société des Grands Garages Parking<br>de Bordeaux<br>Place de la Ferme de Richemont<br>33075 Bordeaux cedex | 520 136<br>3 024 859 | 27,35%         | 118 635<br>118 635       | Néant                         | 2 339 159<br>39 546   |



COMMISSARIAT  
AUX COMPTES  
AUDIT  
CONSEIL

**BORDEAUX METROPOLE AMENAGEMENT**

38 rue de Cursol  
CS 80010  
33001 BORDEAUX CEDEX

Philippe Lassus  
Michel Delbast  
Geneviève Labit

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Assemblée Générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2012**

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés, ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de Commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

## **CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

En application de l'article L. 225-40 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

### **1. Avenant au bail avec la SCI « BMA-CURSOL »**

*Personnes concernées* : Monsieur Pascal GERASIMO, Directeur Général et représentant permanent de BMA, Gérante de la SCI  
La Caisse des Dépôts et Consignations, Administrateur de BMA et associé indéfiniment responsable de la SCI

#### *Nature et objet :*

Signature le 12 décembre 2012 d'un avenant n° 1 au bail signé le 22 décembre 2011 avec la SCI BMA CURSOL pour une augmentation de la surface louée de 75,80 m<sup>2</sup>. Les conditions du bail sont les suivantes :

- 185 € H.T./m<sup>2</sup> pour un tiers des locaux situés au 4<sup>e</sup> étage ;
- 175 € H.T./m<sup>2</sup> pour les deux tiers des locaux situés aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étage, la décôte de 10 € s'expliquant par les hauteurs sous-plafond plus réduites ;
- La prise en charge par le preneur du coût des aménagements nécessaires évalué à environ 600 € H.T./m<sup>2</sup>.

#### *Modalités :*

Le loyer et les charges locatives enregistrées en charges sur l'exercice 2012 s'élèvent à 130 538 € H.T.

Un complément de pas de porte considéré comme un supplément de loyer a été facturé par la SCI BMA CURSOL, suite à l'aménagement de l'extension, pour un montant de 6 140 € H.T. sur 2012. Il correspond à la participation au coût des aménagements intérieurs réalisés par la SCI BMA CURSOL, portant le montant total du pas de porte à 338 371 €.



## CONVENTIONS DÉJÀ APPROUVÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

En application de l'article R. 225-30 du Code de Commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

### **1. Opération immobilière de la rue de Cursol cédée à la SCI « BMA-CURSOL »**

#### Nature et objet :

- Avances en compte-courant pour un montant maximal de 4 900 000 €, réparties au prorata du capital détenu par chacun des associés ;
- Gestion administrative, technique et financière de la SCI par BMA.

#### Modalités :

- Au 31 décembre 2012, les avances en compte-courant réalisées par BMA représentent 2 695 000 €, rémunérées au taux de 2 %, soit 53 900 € de produits financiers ;
- BMA a facturé 30 000 € H.T. à la SCI BMA CURSOL au titre de la gérance intégrant la mise en place de l'exploitation, la gestion de l'immeuble et la gestion locative.

Fait au Bouscat,  
Le 27 mai 2013

SCP Cabinet LASSUS et Associés  
Le Gérant

  
Philippe LASSUS



CABINET LASSUS & ASSOCIÉS  
B.P. 36  
82, Avenue  
de Tivoli  
33491  
LE BOUSCAT CEDEX  
Tél. 05 55 02 08 18  
COMMISSAIRES AUX COMPTES

**D-2013/503**

**Société 'Gestion électronique de régulation en temps réel pour l'urbanisme, les déplacements et les transports' (GERTRUDE). Rapport de gestion et financier de l'exercice 2012. Information**

Monsieur Michel DUCHENE, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

La SAEM GERTRUDE a pour objet la régulation des feux de circulation.

La Ville de Bordeaux détient 7% du capital de cette société. L'actionnaire majoritaire est la Communauté Urbaine de Bordeaux (« CUB ») qui possède 51% des actions.

**RESULTAT DE L'ACTIVITE EN 2012**

La société GERTRUDE présente un chiffre d'affaires de 3.415.101 euros sur l'exercice 2012, en baisse de 10,60% par rapport à 2011 liée à la forte baisse des activités sous-traitées et de négoce. Les variations du volume de ces activités peuvent entraîner une très grande fluctuation du CA de l'entreprise. Toutefois, leur influence sur la Marge Brute Totale et sur la rentabilité de l'entreprise reste faible dans la mesure où ces activités ne portent qu'une faible valeur ajoutée.

Depuis 2010, le CA de l'entreprise est devenu structurellement plus instable compte-tenu de :

- la réduction de la proportion des activités récurrentes produites pour le compte de la CUB (-27,58% depuis 2011) et des activités liées à la maintenance des sites (-14,17% depuis 2011) ;
- la forte représentativité de certains contrats structurants sur la marge ;
- d'éventuels retards dans l'activité liés la participation à de gros projets comme une ligne de tramway.

Toutefois, l'activité « métier » d'ingénierie, d'étude, de développement, d'installation et de maintenance du système GERTRUDE a été fortement revalorisée depuis 2011. C'est sur cette activité « métier » à forte valeur ajoutée que la société entend concentrer ses efforts à l'avenir.

Enfin, notons une réduction d'activité en France (-20,16%) partiellement compensée par un accroissement du chiffre d'affaires à l'international (+ 11,02%).

Au global, les produits d'exploitation ressortent à 3.485.757 euros, en baisse de 9,72% par rapport à l'exercice précédent.

Parallèlement, les charges d'exploitation ont diminué de 17,43%. Cette réduction des coûts de production est la conséquence de la réduction des postes « achats pour revente », « sous-traitance », de frais généraux, et des « provisions pour créances douteuses » ainsi que la continuité du plan global de contrôle et de réduction des coûts, lancé au deuxième semestre de l'année 2010.

Ces opérations conjuguées conduisent à un résultat d'exploitation de 507.342 euros, en progression de 99,94% par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat financier de l'exercice est déficitaire à hauteur de 43.083 euros : ce dernier tient compte de la provision de la totalité des sommes versées à la filiale GERTRUDE Algérie EURL.

Combiné de ces éléments, le résultat net de l'exercice présente un bénéfice de 244.802 euros, en hausse de 87,19% par rapport à l'exercice précédent.

**EVOLUTIONS ET PERSPECTIVES EN 2013**

Les prévisions pour 2013 font état d'un exercice positif dont les principales données sont les suivantes :

- Chiffre d'affaires : 4.298.802 euros.
- Résultat d'exploitation : 549.262 euros.
- Résultat net : 300.416 euros.

Pour 2013, la continuité de l'amélioration de la situation financière reste une priorité de l'entreprise. L'analyse détaillée des projets à exécuter en 2013 met en évidence quelques thèmes essentiels qui différencient l'exercice 2013 de celui de 2012 et devront faire l'objet de vigilance et d'un contrôle strict notamment sur le niveau de trésorerie. En effet :

- l'augmentation du chiffre d'affaires et de la marge brute totale est susceptible de provoquer des pics de charge. L'entreprise a pour objectif de produire ses activités en faisant le moins possible appel à des ressources externes,
- contrairement à 2012, l'exercice 2013 intègre une plus grande proportion de prestations dites « clés en main », comprenant des acquisitions de matériels destinés à être revendus et comprenant des prestations d'installations des équipements devant pour l'essentiel être sous-traitées. Le montant cumulé des opérations sous-traitées et les acquisitions de matériels destinés à être revendus est estimé à environ 850 000 euros HT.

Pour votre complète information, vous trouverez ci-après les comptes annuels ainsi que le rapport de gestion de la société. Je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir en prendre acte.

**Annexe : principaux éléments du compte de résultat de GERTRUDE (exercices 2011 et 2012)**

| En milliers d'euros       | 31/12/2012       | 31/12/2011     | Δ 12/11       |
|---------------------------|------------------|----------------|---------------|
| <b>Chiffre d'affaires</b> | <b>3.415.101</b> | 3.820.120      | <b>-10,6%</b> |
| Produits d'exploitation   | 3.485.757        | 3.860.880      | -9,72%        |
| Charges d'exploitation    | 2.978.414        | 3.607.130      | -17,43%       |
| Résultat d'exploitation   | 507.342          | 253.750        | 99,94%        |
| <b>Résultat financier</b> | <b>-43.083</b>   | <b>-81.070</b> | <b>46,86%</b> |
| <b>Résultat net</b>       | <b>244.802</b>   | <b>130.779</b> | <b>87,19%</b> |

## INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL

**M. DUCHENE.** -

Si vous en êtes d'accord, Monsieur le Maire, on peut regrouper les deux délibérations 502 et 503 qui sont des rapports d'activité et de bilan et des rapports financiers de BMA et de la société GERTRUDE qui ne me semblent pas poser de problèmes.

Je peux répondre aux questions de mes collègues.

**M. LE MAIRE.** -

Pas de problèmes ?

(Aucun)



2013

Exercice 2012

Rapport de Gestion

Société GERTRUDE SAEM  
Exercice 2012

Rédacteur : Conseil d'Administration de GERTRUDE SAEM





## GERTRUDE

Société Anonyme d'Economie Mixte  
au capital de 594 551,17 €uros

Siège social  
9 rue de Ségur - 33000 BORDEAUX

RCS BORDEAUX n° 321 523 086

### RAPPORT DE GESTION DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012

Rapport de Gestion présenté à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 27 Juin 2013

#### CONTENU DU PRESENT RAPPORT DE GESTION

|      |                                                                                  |    |
|------|----------------------------------------------------------------------------------|----|
| 1    | SYNTHESE DES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012.....         | 5  |
| 2    | RAPPEL DES PRINCIPAUX OBJECTIFS DE L'EXERCICE 2012.....                          | 5  |
| 3    | SITUATION SYNTHETIQUE DE LA SOCIETE AU 31 DECEMBRE 2012.....                     | 6  |
| 4    | ANALYSE DE L'EVOLUTION DU BILAN .....                                            | 7  |
| 4.1  | EVOLUTIONS REMARQUABLES AU DETAIL DU PASSIF : FOURNISSEURS .....                 | 7  |
| 4.2  | EVOLUTIONS REMARQUABLES AU DETAIL DU PASSIF : DETTES FISCALES ET SOCIALES .....  | 7  |
| 4.3  | EVOLUTIONS REMARQUABLES AU DETAIL DU PASSIF : EMPRUNTS ET AUTRES DETTES .....    | 8  |
| 4.4  | EVOLUTIONS REMARQUABLES AU DETAIL DE L'ACTIF : DISPONIBILITES .....              | 8  |
| 4.5  | EVOLUTIONS REMARQUABLES AU DETAIL DE L'ACTIF : STOCKS DE PRODUITS .....          | 9  |
| 4.6  | EVOLUTIONS REMARQUABLES AU DETAIL DE L'ACTIF : CREANCES .....                    | 9  |
| 4.7  | REMARQUE RELATIVE AUX INVESTISSEMENTS.....                                       | 9  |
| 5    | RATIOS DU BILAN ET SOLVABILITE .....                                             | 10 |
| 5.1  | ANALYSE DES DONNEES.....                                                         | 10 |
| 5.2  | SOUTIEN DES PARTENAIRES FINANCIERS .....                                         | 11 |
| 6    | EVOLUTION DES FONDS PROPRES DE L'ENTREPRISE .....                                | 12 |
| 7    | SYNTHESE DES ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2012.....            | 13 |
| 8    | FOCUS SUR LA REMUNERATION DES SALAIRES PENDANT L'EXERCICE 2012 .....             | 13 |
| 9    | SYNTHESE DE L'EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES.....                               | 15 |
| 10   | ANALYSE DU RATIO « MARGE BRUTE / EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL » .....             | 17 |
| 11   | EVOLUTION DE LA TRESORERIE AU COURS DE L'EXERCICE 2012 .....                     | 19 |
| 12   | ANALYSE DETAILLEE DES ACTIVITES AU COURS DE L'EXERCICE 2012.....                 | 22 |
| 12.1 | FOCUS SUR LA STABILITE DU CHIFFRE D'AFFAIRES .....                               | 22 |
| 12.2 | DETAILS DES ACTIVITES DE L'ENTREPRISE AU COURS DE L'ANNEE 2012 : PAR TYPE .....  | 23 |
| 12.3 | DETAILS DES ACTIVITES DE L'ENTREPRISE AU COURS DE L'ANNEE 2012 : PAR CLIENT..... | 24 |
| 13   | ACTIONS PRINCIPALES MENEES AU COURS DE L'EXERCICE 2012.....                      | 27 |
| 13.1 | CONTINUTE DU PLAN D'ECONOMIE ET DE REDUCTION DES COUTS.....                      | 27 |
| 13.2 | POLITIQUE SALARIALE MENEES EN 2012 .....                                         | 28 |
| 13.3 | CERTIFICATION ISO 9001.....                                                      | 29 |
| 13.4 | ETAT D'ESPRIT DES SALAIRES ET MODELE ECONOMIQUE DE L'ENTREPRISE.....             | 30 |
| 13.5 | ACTIVITES COMMERCIALES DE L'ANNEE 2012 .....                                     | 31 |
| 13.6 | ACTIVITES DE DEVELOPPEMENT DURANT L'ANNEE 2012.....                              | 31 |
| 14   | SYNTHESE DES ACTIONS MENEES AU COURS DE L'ANNEE 2012.....                        | 32 |



|                                                                                                 |           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>15 INFORMATIONS RELATIVES AUX ECHEANCES DES DETTES FOURNISSEURS .....</b>                    | <b>34</b> |
| <b>15.1 INFORMATIONS GENERALES .....</b>                                                        | <b>34</b> |
| <b>15.2 INFORMATIONS RELATIVES AUX FOURNISSEURS ACTIONNAIRES DE GERTRUDE SAEM .....</b>         | <b>34</b> |
| <b>16 CREANCES CLIENTS : RISQUES ET OPPORTUNITES.....</b>                                       | <b>35</b> |
| <b>16.1 MORELIA.....</b>                                                                        | <b>35</b> |
| <b>16.2 LISBONNE.....</b>                                                                       | <b>35</b> |
| <b>16.3 CARRIS : SOCIETE GESTIONNAIRE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE LISBONNE .....</b>            | <b>35</b> |
| <b>16.4 FORT DE FRANCE .....</b>                                                                | <b>35</b> |
| <b>16.5 MONTERREY .....</b>                                                                     | <b>36</b> |
| <b>17 ACQUISITION DE VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT.....</b>                                   | <b>36</b> |
| <b>18 VIE SOCIALE AU SEIN DE L'ENTREPRISE.....</b>                                              | <b>36</b> |
| <b>18.1 GENERALITES SUR LE MODELE ECONOMIQUE ET SOCIAL DE L'ENTREPRISE .....</b>                | <b>36</b> |
| <b>18.2 RAPPEL DES AVANTAGES SOCIAUX .....</b>                                                  | <b>37</b> |
| <b>18.3 MOUVEMENT DE PERSONNEL AU COURS DE L'ANNEE 2012.....</b>                                | <b>37</b> |
| <b>18.4 RAPPEL DES EVOLUTIONS SALARIALES POUR L'ANNEE 2012.....</b>                             | <b>37</b> |
| <b>19 EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE.....</b>           | <b>38</b> |
| <b>19.1 EVOLUTION DE LA TRESORERIE DEPUIS LE DEBUT DE L'ANNEE 2013 .....</b>                    | <b>38</b> |
| <b>19.2 EVOLUTIONS SALARIALES SURVENUES AU DEBUT DE L'EXERCICE 2013.....</b>                    | <b>39</b> |
| <b>19.3 EVOLUTIONS DES ENREGISTREMENTS COMMERCIAUX DEPUIS LE DEBUT DE L'EXERCICE 2013 .....</b> | <b>39</b> |
| <b>20 PROPOSITION D'AFFECTION DES RESULTATS.....</b>                                            | <b>40</b> |
| <b>21 RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUES .....</b>                                                | <b>40</b> |
| <b>22 DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT.....</b>                                             | <b>40</b> |
| <b>23 CONVENTIONS REGLEMENTEES .....</b>                                                        | <b>40</b> |
| <b>24 CONVENTIONS COURANTES.....</b>                                                            | <b>40</b> |
| <b>25 INFORMATIONS CONCERNANT LES MANDATAIRES SOCIAUX.....</b>                                  | <b>40</b> |
| <b>26 EXAMEN DES MANDATS DES DIRIGEANTS ET DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....</b>                | <b>41</b> |
| <b>26.1 MANDATS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....</b>                                           | <b>41</b> |
| <b>26.2 MANDATS DES ADMINISTRATEURS ET REPRESENTANTS.....</b>                                   | <b>41</b> |
| <b>27 MODIFICATION DES STATUTS DE L'ENTREPRISE AU COURS DE L'EXERCICE 2012 .....</b>            | <b>42</b> |
| <b>28 TABLEAU DES RESULTATS FINANCIERS SUR LES 5 DERNIERS EXERCICES.....</b>                    | <b>42</b> |
| <b>29 PRISES DE CONTROLE ET DE PARTICIPATIONS DANS LE CAPITAL SOCIAL DE SOCIETES.....</b>       | <b>42</b> |
| <b>30 ACTIVITES ET RESULTATS DES FILIALES ET DES SOCIETES CONTROLEES .....</b>                  | <b>43</b> |
| <b>30.1 GERTRUDE AMERICA LATINA .....</b>                                                       | <b>43</b> |
| <b>30.2 CONSORTIUM SEMEX / GERTRUDE.....</b>                                                    | <b>43</b> |
| <b>30.3 GERTRUDE ALGERIE EURL .....</b>                                                         | <b>43</b> |
| <b>31 SITUATION DE LA FILIALE GERTRUDE ALGERIE EURL .....</b>                                   | <b>44</b> |
| <b>31.1 SYNTHESE DE L'EXERCICE 2012 DE LA FILIALE CLOS LE 31 DECEMBRE.....</b>                  | <b>44</b> |
| <b>31.2 COMPOSITION DU CARNET DE COMMANDE DE LA FILIALE AU SOIR DU 31 DECEMBRE 2012 .....</b>   | <b>45</b> |
| <b>32 EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR .....</b>                                   | <b>46</b> |
| <b>32.1 COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL POUR L'EXERCICE 2013 .....</b>                          | <b>46</b> |
| <b>32.2 ANALYSE DETAILLEE DU RESULTAT PREVISIONNEL POUR L'EXERCICE 2013 .....</b>               | <b>47</b> |
| <b>32.3 PREVISIONNEL DE TRESORERIE POUR L'EXERCICE 2013 .....</b>                               | <b>47</b> |
| <b>32.4 PREVISIONNEL DES DISPONIBILITES REELLES A LA FIN DE L'EXERCICE 2013 .....</b>           | <b>48</b> |
| <b>32.5 CARNET DE COMMANDE POUR LES ANNEES 2013 ET 2014 .....</b>                               | <b>48</b> |
| <b>33 ACTIONS PRIORITAIRES POUR L'EXERCICE 2013.....</b>                                        | <b>49</b> |
| <b>34 RAPPEL DES AXES STRUCTURANTS DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRISE .....</b>                   | <b>50</b> |
| <b>34.1 ORGANISATION DES RESSOURCES ET DES RESPONSABILITES .....</b>                            | <b>50</b> |
| <b>34.2 ORGANISATION DE L'ACTION COMMERCIALE .....</b>                                          | <b>50</b> |
| <b>34.3 DEVELOPPEMENT TECHNIQUE DE L'ENTREPRISE .....</b>                                       | <b>51</b> |
| <b>35 POINTS DE VIGILANCE EN 2013 ET 2014 .....</b>                                             | <b>52</b> |

**ANNEXES DU PRESENT RAPPORT DE GESTION**

**ANNEXE 01 : Tableau des Résultats de l'Entreprise des Cinq Derniers Exercices**

**ANNEXE 02 : Liste des Conventions Passées avec une Collectivité Territoriales Actionnaires de l'Entreprise**

**ANNEXE 03 : Mandats et Fonctions**

**ANNEXE 04 : Informations Relatives à l'échéance des Dettes Fournisseurs**

**ANNEXE 05 : Projet de Rapport de Gestion pour l'exercice 2012 de la filiale GERTRUDE Algérie EURL**

**ANNEXE 06 : Détail des comptes et du bilan de la société au soir de la clôture de l'exercice 2012**

## 1 Synthèse des Comptes Annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2012

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2012 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur. Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2012 figurent en annexe.

Par ailleurs, conformément au Code de Commerce – Article R. 225-102 – Décret n° 67-236 du 23-03-1967, les résultats et autres éléments caractéristiques de la société au cours des cinq dernières années sont également fournis en annexe.

Le résultat de l'exercice 2012 présente un bénéfice net de 244 802,17 € et représente le 2<sup>ème</sup> meilleur résultat de l'entreprise depuis l'année 1996.

## 2 Rappel des Principaux Objectifs de l'exercice 2012

Compte tenu des difficultés rencontrées au cours des années 2009 et 2010, et du redressement financier de l'entreprise enregistré en 2011, plusieurs objectifs principaux constituaient le programme d'action de l'exercice 2012.

Ces principaux objectifs et les résultats obtenus sont présentés dans le tableau ci-après.

| Objectifs Exercice 2012                                                                                          | Valeur<br>Significative<br>Fin 2010 | Valeur<br>Significative<br>Fin 2011 | Résultats Obtenus                                                                                                                            | Valeur<br>Significative<br>Fin 2012 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|
| Poursuivre la revalorisation de la trésorerie de l'entreprise                                                    | -6 962 €                            | 359 094 €                           | Forte progression<br>Aucun découvert bancaire enregistré en cours d'exercice                                                                 | 1 063 591 €                         |
| Relancer des placements bancaires sécurisés                                                                      | 0 €                                 | 0 €                                 | Ouverture d'un Compte à Terme au cours du 2 <sup>ème</sup> semestre                                                                          | 100 244 €                           |
| Réduire le recours aux cessions de créances, soit les encours OSEO                                               | 351 998 €                           | 150 531 €                           | Objectif largement atteint<br>Dernière cession en avril 2012                                                                                 | 0 €                                 |
| Réduire les charges liées aux « intérêts d'emprunt » code 661100 dont agios bancaires                            | 16 041 €                            | 16 642 €                            | Objectif largement atteint<br>Coût pour l'année 2012                                                                                         | 4 379 €                             |
| Résorber les dettes fournisseurs<br>Les données présentées représentent la <u>balance des tiers fournisseurs</u> | 727 491 €                           | 192 650 €                           | Les dettes fournisseurs de « long terme » ont toutes été soldées en juillet 2012<br>Depuis les factures fournisseurs sont réglées à échéance | 79 444 €                            |

| Objectifs Exercice 2012                                                                                                                        | Valeur<br>Significative<br>Fin 2010 | Valeur<br>Significative<br>Fin 2011 | Résultats Obtenus                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Valeur<br>Significative<br>Fin 2012                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Provisionner la totalité des risques clients pour ne pas laisser d'arriérés non traités susceptibles d'impacter les exercices futurs.          | NC                                  | NC                                  | <p>Le bénéfice net de l'exercice 2012, intègre de nouvelles provisions pour risques. Ces provisions sont maximales.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Clients douteux</li> <li>- Pénalités en Pologne (intégrées dans le budget du projet et le calcul des travaux en cours)</li> <li>- Factures de sous-traitants non parvenues (Pologne)</li> <li>- Estimation de pertes sur le marché de Casablanca</li> <li>- Apport en trésorerie consenti à notre filiale algérienne n'ayant pas encore fait l'objet d'un abandon de créance</li> <li>- Congés payés non pris</li> </ul> | <p><b>268 108 €</b></p> <p><b>290 000 €</b></p> <p><b>13 750 €</b></p> <p><b>12 988 €</b></p> <p><b>50 750 €</b></p> <p><b>400 628 €</b></p> |
| Enregistrer un deuxième exercice comptable réellement positif sans recours à un carry back.                                                    | 102 508 €<br>Carry Back             | 130 779 €                           | Résultat net 2012                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <b>244 802 €</b>                                                                                                                             |
| Réactiver la confiance des salariés dans l'entreprise en renouant avec le versement d'un intéressement aux bénéficiaires, modéré mais positif. | 0 €<br>Pas d'accord                 | 8 795 €                             | Intéressement des salariés aux bénéficiaires                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | <b>20 321 €</b>                                                                                                                              |

### 3 Situation synthétique de la société au 31 décembre 2012

Afin de vous permettre d'analyser cette situation, nous vous proposons de mesurer, par rapport à l'exercice précédent, l'évolution des grands postes de son bilan.

| Bilans                        | 2012               | 2011             | 2010             | Evolution (2012-2011) |
|-------------------------------|--------------------|------------------|------------------|-----------------------|
| Total de l'actif immobilisé   | 30 899 €           | 27 129 €         | 21 507 €         | 13,90%                |
| Total de l'actif circulant    | 2 945 123 €        | 2 293 396 €      | 2 957 412 €      | 28,42%                |
| <b>Capitaux propres</b>       | <b>1 237 294 €</b> | <b>992 492 €</b> | <b>861 713 €</b> | 24,67%                |
| Dettes au 31 décembre         | 1 723 839 €        | 1 325 742 €      | 2 115 313 €      | 30,03%                |
| Provisions pour risques       | 12 988 €           | 4 554 €          | 7 298 €          | 185,22%               |
| Total du bilan au 31 décembre | 2 976 023 €        | 2 325 079 €      | 2 986 217 €      | 28,00%                |

Cette présentation synthétique du bilan montre une augmentation des fonds propres de l'entreprise, du total du bilan ainsi que des dettes dont l'essentiel de l'augmentation est lié à la forte progression des produits constatés d'avance.

#### 4 Analyse de l'évolution du bilan

Le bilan présente une augmentation de 28 %.

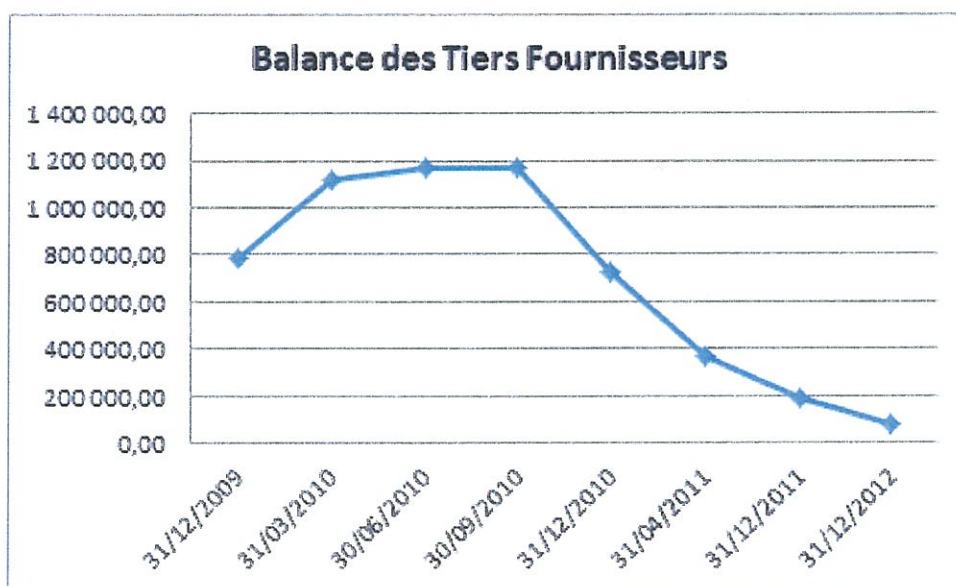
| Bilans                        | 2012        | 2011        | 2010        | Evolution (2012-2011) |
|-------------------------------|-------------|-------------|-------------|-----------------------|
| Total du bilan au 31 décembre | 2 976 023 € | 2 325 079 € | 2 986 217 € | 28,00%                |

##### 4.1 Evolutions remarquables au détail du PASSIF : Fournisseurs

| PASSIF       | 2012     | 2011      | 2010      | Evolution (2012-2011) |
|--------------|----------|-----------|-----------|-----------------------|
| Fournisseurs | 79 444 € | 192 650 € | 727 491 € | -58,76%               |

L'une des principales actions menées au cours de l'exercice 2012 a consisté à solder les dettes fournisseurs contractées en 2010 et 2011. Le solde complet de ces anciennes dettes a été obtenu en juillet 2012.

L'évolution du poste fournisseurs au cours des trois dernières années est présentée ci-dessous.



##### 4.2 Evolutions remarquables au détail du PASSIF : Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales sont stables.

| PASSIF                      | 2012      | 2011      | 2010      | Evolution (2012-2011) |
|-----------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------------------|
| Dettes fiscales et sociales | 801 379 € | 812 399 € | 991 721 € | -1,36%                |

Une part importante de ces dettes fiscales et sociales correspond aux arriérés de congés payés non pris, pour un total de **400 628 €**.

La croissance du cumul des arriérés de congés payés non pris n'est pas éradiquée.

Cette croissance est cependant freinée et sera stoppée au cours de l'exercice 2013.

Le cumul des arriérés de congés payés non pris sera réduit à partir de l'exercice 2014 en fonction de processus qui restent à définir et à mettre en œuvre.



#### 4.3 Evolutions remarquables au détail du PASSIF : Emprunts et autres dettes

| PASSIF                      | 2012      | 2011      | 2010      | Evolution (2012-2011) |
|-----------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------------------|
| Découverts bancaires        |           |           | 193 843 € | 0,00%                 |
| Autres dettes               | 87 423 €  | 247 370 € | 69 876 €  | -64,66%               |
| Produits constatés d'avance | 703 607 € | 37 128 €  | NC        | 1795,08%              |

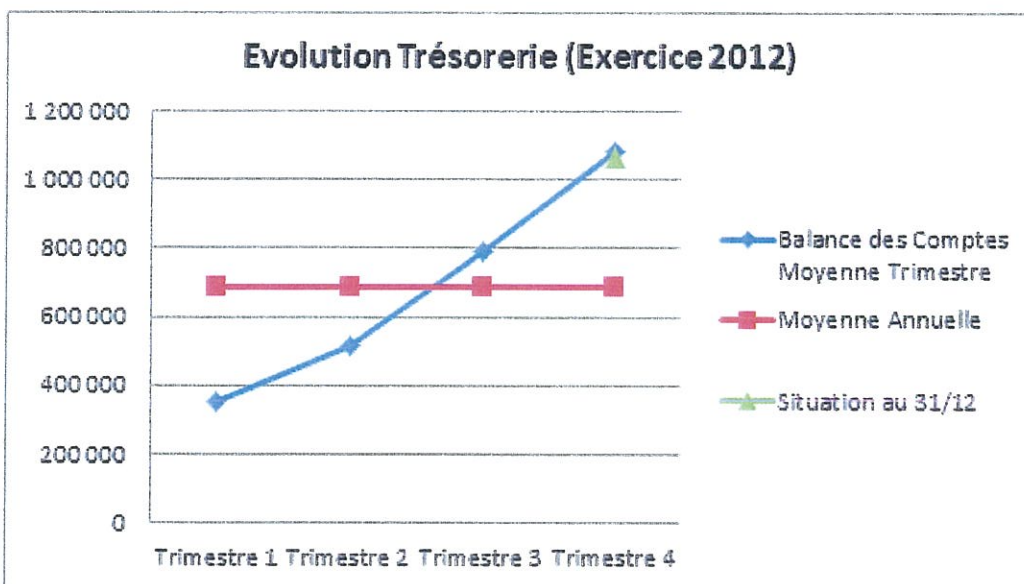
Les thèmes suivants constituent les principales origines des données ci-dessus.

- Aucun découvert bancaire n'a été enregistré au cours de l'année 2012
- La réduction du poste « Autres dettes » provient de ce que les cessions de créances auprès d'un organisme bancaire, OSEO et LCL, n'ont plus été nécessaires à partir du mois de mai 2012
- L'augmentation des « Produits constatés d'avance » provient majoritairement des conditions favorables dans lesquelles les jalons de facturations ont été négociés avec plusieurs clients importants. Cette forte augmentation des « Produits constatés d'avance » est partiellement à l'origine de la forte augmentation des disponibilités de trésorerie de l'entreprise

#### 4.4 Evolutions remarquables au détail de l'ACTIF : Disponibilités

| ACTIF                           | 2012        | 2011      | 2010      | Evolution (2012-2011) |
|---------------------------------|-------------|-----------|-----------|-----------------------|
| Disponibilités                  | 1 063 591 € | 363 186 € | 188 973 € | 192,85%               |
| Valeurs mobilières de placement | 100 244 €   | 0 €       | 0 €       | Non Significatif      |

Compte tenu des difficultés rencontrées en 2010, l'effort majeur sur l'exercice 2011 a porté sur le maintien et la croissance de la trésorerie de l'entreprise. Cet effort a été maintenu au cours de l'année 2012. Malgré le remboursement du solde des dettes fournisseurs antérieures, cet effort s'est traduit par une remontée progressive de la trésorerie, pour dépasser 1 000 000 € à la fin de l'exercice. Le schéma ci-dessous synthétise l'évolution des disponibilités de l'entreprise au cours de l'année 2012.



La trésorerie affiche ainsi un solde positif de **1 063 591 €** au soir du 31 décembre 2012 pour un objectif fixé au début de l'exercice à 729 000 €.

#### 4.5 Evolutions remarquables au détail de l'ACTIF : Stocks de produits

| ACTIF          | 2012     | 2011      | 2010      | Evolution (2012-2011) |
|----------------|----------|-----------|-----------|-----------------------|
| Stock produits | 81 539 € | 296 254 € | 403 121 € | -72,48%               |

Une partie du stock constaté à la clôture de l'exercice 2011 a été revendue au cours de l'année 2012, pour environ 210 000 €. Il est important de noter que l'ensemble de ce stock concerne du matériel destiné à la revente et que les contrats correspondants sont tous déjà signés.

#### 4.6 Evolutions remarquables au détail de l'ACTIF : Créances

| ACTIF (CREANCES)              | 2012        | 2011      | 2010 | Evolution (2012-2011) |
|-------------------------------|-------------|-----------|------|-----------------------|
| Clients                       | 1 145 080 € | 933 741 € | NC   | 22,63%                |
| Clients douteux et litigieux  | 1 626 €     | 102 560 € | NC   | -98,41%               |
| Clients Factures à établir    | 400 394 €   | 324 298 € | NC   | 23,46%                |
| Créances fiscales et sociales | 27 211 €    | 166 740 € | NC   | -83,68%               |

Le tableau ci-dessus est complété des 2 remarques suivantes.

- Les postes « clients douteux et litigieux » est fortement réduit car la quasi-totalité de ces créances sont provisionnées.
- Le poste « créances fiscales et sociales » est fortement diminué car les bénéfices générés et l'impôt société correspondant réduisent le crédit d'impôt dont l'entreprise disposait.

#### 4.7 Remarque relative aux investissements

Au cours de l'année 2012, le renouvellement du parc informatique de l'entreprise a pu être mis en œuvre pour un montant d'environ 48 000 €.

Cet investissement a été réalisé sous la forme d'un crédit-bail avec option de rachat en fin de contrat pour un montant négligeable.



## 5 Ratios du bilan et Solvabilité

### 5.1 Analyse des données

Le tableau ci-dessous présente, sur les 6 derniers exercices, des ratios de l'analyse de la situation financière de l'entreprise, de sa rentabilité et de sa capacité d'investissement.

| Ratios      | Références Bilan                       | 2007             | 2008             | 2009             | 2010 (*)         | 2011             | 2012             |
|-------------|----------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
|             | Actif immobilisé                       | 53 969           | 22 028           | 13 692           | 21 507           | 27 129           | 30 900           |
|             | Stock et en-cours                      | 78 842           | 47 100           | 763 482          | 403 121          | 296 254          | 94 253           |
|             | Créances client                        | 2 728 329        | 2 441 113        | 1 718 090        | 2 323 868        | 1 360 600        | 1 547 102        |
|             | Autres créances                        | 398 487          | 324 613          | 336 207          | 386 165          | 236 041          | 106 089          |
|             | Disponibilités                         | 797 419          | 252 308          | 160 096          | 188 973          | 363 186          | 1 063 591        |
|             | Valeurs mobilières de placement        | 0                | 0                | 0                | 0                | 0                | 100 244          |
|             | Charges constatées d'avances           | 3 290            | 4 048            | 10 830           | 7 283            | 37 315           | 33 844           |
|             | Actif circulant                        | 4 006 366        | 3 069 182        | 2 988 706        | 3 309 410        | 2 293 396        | 2 945 124        |
|             | Ecart de conservation actif            | 21 649           | 13 123           | 17 485           | 7 298            | 4 554            | 0                |
|             | <b>Total Bilan Actif</b>               | <b>4 081 984</b> | <b>3 104 334</b> | <b>3 019 883</b> | <b>3 338 215</b> | <b>2 325 079</b> | <b>2 976 023</b> |
|             | Fonds propres                          | 1 154 380        | 1 144 386        | 759 205          | 861 713          | 992 492          | 1 237 295        |
|             | Provisions                             | 462 953          | 386 427          | 16 738           | 7 298            | 4 554            | 12 988           |
|             | Découvert bancaire                     | 0                | 7 202            | 170 094          | 193 843          | 0                | 0                |
|             | Dettes groupe à associés               | 0                | 0                | 4 231            | 4 231            | 4 231            | 4 231            |
|             | Fournisseurs                           | 302 416          | 185 516          | 790 673          | 727 491          | 192 650          | 79 445           |
|             | Fournisseurs factures NP               | 0                | 0                | 209 804          | 85 657           | 31 964           | 47 754           |
|             | Dettes fiscales et sociales            | 1 317 940        | 970 946          | 938 130          | 991 721          | 812 399          | 801 380          |
|             | Créances cédées                        | 0                | 0                | 0                | 351 998          | 150 531          | 0                |
|             | Autres dettes dont fiscales            | 661 788          | 147 961          | 81 611           | 69 876           | 96 840           | 87 423           |
|             | Produits constatés d'avance            | 182 508          | 252 489          | 49 351           | 42 493           | 37 128           | 703 607          |
|             | Dettes                                 | 2 464 652        | 1 564 112        | 2 243 894        | 2 467 310        | 1 325 742        | 1 723 840        |
|             | Ecart de conservation passif           | 0                | 9 408            | 46               | 1 893            | 2 291            | 1 901            |
|             | <b>Total Bilan Passif</b>              | <b>4 081 984</b> | <b>3 104 334</b> | <b>3 019 883</b> | <b>3 338 215</b> | <b>2 325 079</b> | <b>2 976 023</b> |
|             | <b>Références Exploitation</b>         | <b>2007</b>      | <b>2008</b>      | <b>2009</b>      | <b>2010</b>      | <b>2011</b>      | <b>2012</b>      |
|             | Chiffre d'affaires                     | 4 934 039        | 3 880 142        | 4 248 788        | 4 522 884        | 3 820 120        | 3 415 101        |
|             | Marge Brute Totale                     | 4 554 421        | 3 474 391        | 3 473 831        | 3 119 966        | 3 246 003        | 3 096 422        |
|             | Bénéfices nets                         | 356 737          | -9 994           | -385 181         | 102 508          | 130 779          | 244 802          |
|             | <b>Etats de Gestion</b>                | <b>2007</b>      | <b>2008</b>      | <b>2009</b>      | <b>2010</b>      | <b>2011</b>      | <b>2012</b>      |
|             | Capacité d'autofinancement (CAF)       | 260 748          | -48 142          | -737 880         | 249 289          | 186 041          | 281 007          |
|             | Créances clients provisionnées         | 72 810           | 72 530           | 61 945           | 85 799           | 282 220          | 268 109          |
|             | Besoin fonds de roulement (BFR)        | 838 755          | 1 336 209        | 838 424          | 942 405          | 893 181          | 327 887          |
|             | Trésorerie Nette (T)                   | 797 419          | 245 106          | -9 998           | -356 869         | 212 656          | 1 163 835        |
| Autonomie   | Fonds propres / Total Passif           | <b>0,28</b>      | <b>0,37</b>      | <b>0,25</b>      | <b>0,26</b>      | <b>0,43</b>      | <b>0,42</b>      |
| Endettement | Fonds propres / Dettes                 | <b>0,47</b>      | <b>0,73</b>      | <b>0,34</b>      | <b>0,35</b>      | <b>0,75</b>      | <b>0,72</b>      |
| Rentabilité | Bénéfices Nets / Chiffre d'affaires    | <b>0,07</b>      | <b>0,00</b>      | <b>-0,09</b>     | <b>0,02</b>      | <b>0,03</b>      | <b>0,07</b>      |
|             | Bénéfices Nets / Marge Brute Totale    | <b>0,08</b>      | <b>0,00</b>      | <b>-0,11</b>     | <b>0,03</b>      | <b>0,04</b>      | <b>0,08</b>      |
|             | Capacité d'autofinancement / CA        | <b>0,05</b>      | <b>-0,01</b>     | <b>-0,17</b>     | <b>0,06</b>      | <b>0,05</b>      | <b>0,08</b>      |
| Solvabilité | (Créances client + Dispo+VMP) / Dettes | <b>1,59</b>      | <b>1,93</b>      | <b>0,99</b>      | <b>1,18</b>      | <b>1,51</b>      | <b>1,65</b>      |
| Liquidité   | (Créances client + Dispo) / Dettes     | <b>1,43</b>      | <b>1,72</b>      | <b>0,84</b>      | <b>1,02</b>      | <b>1,30</b>      | <b>1,51</b>      |

(\*) Afin de pouvoir comparer les différents ratios, le bilan 2010 est retraité en comptabilisant les créances cédées suivant la même méthode que celle utilisée dès l'exercice 2011.



L'ensemble de ces ratios et critères affichent un comportement positif et confirme, pour l'entreprise, sa sortie de la zone de danger pour entrer dans une zone de prudence. (BFR, T, CAF)

Les informations les plus significatives sont les suivantes.

- Evolution de la Trésorerie nette
- Evolution du ratio de Rentabilité
- Evolution du ratio d'Autonomie
- Evolution du ratio de Solvabilité

## 5.2 Soutien des partenaires financiers

Principalement basé sur la situation de l'entreprise consolidée au soir du 31 décembre 2011, et ce malgré une nette amélioration de la situation financière entre la clôture 2010 et la clôture 2011, le niveau de confiance et de soutien bancaire accordé à l'entreprise est resté stable après avoir accusé un léger repli sur le plan financier pur (facilités de caisse) ainsi que sur les possibilités de cautions et de garanties bancaires au cours de l'année 2011.

- Mis en œuvre dès 2009 par Monsieur Montech, le contrat de « cession de créances » conclu avec OSEO et LCL a été reconduit en août 2012, pour une durée de 12 mois et pour un montant maximal de 600 000 €. Des cessions de créances ont été réalisées jusqu'au mois d'avril 2012.
- La banque LCL nous maintient une facilité de caisse de 50 000 € et maintient une ligne de cautions bancaires pour faire face à nos obligations de mise en place de garanties liées à l'exécution de nos gros contrats, uniquement pour le marché Français.
- La banque CIC a progressivement réduit notre facilité de caisse pour atteindre 75 000 €. En revanche le CIC maintient une ligne de cautions bancaires pour le marché Français et International, d'un maximum de 650 000 €.
- Au mois de novembre 2012, étant dans l'obligation de mettre en place une nouvelle caution bancaire d'environ 260 000 € pour pouvoir signer le nouveau contrat avec Monterrey (Ligne de transport en commun en site propre) nous avons mené une négociation avec le CIC pour étudier les conditions d'une augmentation de nos lignes de crédit supportant ce nouveau besoin. Le CIC a accepté d'accroître notre ligne de crédit, imposant en contrepartie le nantissement du compte à terme ouvert avec 100 000 €.
- Notre dernière cotation auprès de la **Banque de France**, datant du 31 mai 2012, est de **G 4**, correspondant à « Acceptable », après avoir été de **G 5**, correspondant à « Faible », au cours de l'année 2010.

Compte tenu des résultats obtenus en 2012 et du redressement financier effectif de l'entreprise, une démarche de revalorisation de la société sera effectuée auprès des partenaires financiers au cours du 2<sup>ème</sup> semestre de l'année 2013.

L'objectif de cette démarche sera d'accroître le soutien des banques de façon stable, en particulier sur le thème de la mise en place de cautions et de garanties bancaires destinées à nos contrats majeurs.

## 6 Evolution des Fonds Propres de l'entreprise

L'exercice 2009 a conduit à une dégradation des fonds propres de l'entreprise, pour atteindre 759 204 €, soit tout juste 27,6 % de plus que son capital social. Au cours des trois derniers exercices, revaloriser les fonds propres apparaissait donc comme une nécessité.

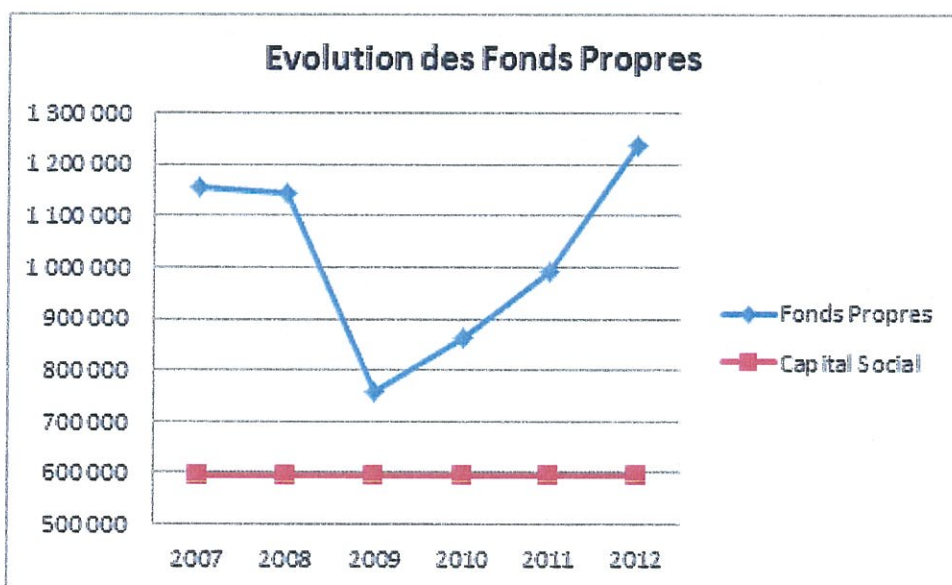
Dans ce cadre, l'objectif d'évolution des fonds propres de l'entreprise au cours de l'exercice 2012 a été fixé, au début de l'année par une augmentation de **162 000 €**.

Cet objectif a été défini pour permettre de retrouver, à la fin de l'année 2012, le niveau de fonds propres enregistré au soir du 31 décembre 2007 avec 1 154 379 € niveau le plus élevé atteint par l'entreprise.

L'exercice 2012 se traduit finalement par une croissance des fonds propres de l'entreprise de **244 802 €** représentant une augmentation de **24,67 %** par rapport à la clôture 2011.

- Valeur des fonds propres au soir du 31 décembre 2011 : **992 492,40 €**
- Valeur des fonds propres au soir du 31 décembre 2012 : **1 237 294,57 €**

Le schéma ci-dessus illustre l'évolution de ces fonds propres au cours des 5 dernières années.



Les exercices 2010, 2011 et 2012 ont chacun généré un bénéfice net.

En 3 exercices, les fonds propres de l'entreprise ont ainsi pu être augmentés de **62,97 %**.

- Valeur des fonds propres au soir du 31 décembre 2009 : **759 204,98 €**
- Valeur des fonds propres au soir du 31 décembre 2012 : **1 237 294,57 € (+ 478 089,59 €)**

La valeur de **1 237 294,57 €** constitue le plus haut niveau de fonds propres de l'entreprise depuis sa création.

## 7 Synthèse des activités de la société au cours de l'exercice 2012

Afin de vous permettre d'analyser notre activité, nous vous proposons ci-après l'évolution des grands postes du compte de résultat par rapport à l'exercice précédent.

| Comptes de Résultats                | 2012             | 2011             | 2010             | Evolution<br>(2012-2011) |
|-------------------------------------|------------------|------------------|------------------|--------------------------|
| Chiffre d'affaires HT               | 3 415 101 €      | 3 820 120 €      | 4 522 884 €      | -10,60%                  |
| Total des produits d'exploitation   | 3 485 757 €      | 3 860 880 €      | 4 601 306 €      | -9,72%                   |
| Total des charges d'exploitation    | 2 978 414 €      | 3 607 130 €      | 4 576 407 €      | -17,43%                  |
| <b>Résultat d'exploitation</b>      | <b>507 342 €</b> | <b>253 750 €</b> | <b>24 899 €</b>  | <b>99,94%</b>            |
| Montant des traitements et salaires | 1 244 903 €      | 1 260 997 €      | 1 501 009 €      | -1,28%                   |
| Montant des charges sociales        | 593 157 €        | 625 769 €        | 748 685 €        | -4,89%                   |
| Résultat financier                  | -43 082 €        | -81 070 €        | -124 809 €       | 21,48%                   |
| Résultat courant avant impôts       | 464 529 €        | 172 680 €        | -99 910 €        | 136,77%                  |
| <b>Résultat net</b>                 | <b>244 802 €</b> | <b>130 779 €</b> | <b>102 508 €</b> | <b>87,19%</b>            |
| Intéressement des salariés          | 20 321 €         | 8 795 €          | 0 €              | 131,05%                  |
| Effectif moyen                      | 27,82            | 28,57            | 34               | -2,63%                   |

Compte tenu des éléments précisés dans le tableau ci-dessus, le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice net de 244 802,17 € en hausse de 87,19% par rapport à l'exercice précédent.

Après une diminution de 34 % à l'issue de l'exercice 2009 pour atteindre 759 204 €, puis des progressions positives en 2010 et 2011, les fonds propres de l'entreprise progressent à nouveau de 24,67 % pour atteindre la valeur de 1 237 294,57 €.

En dehors de la progression du résultat, net, courant et d'exploitation, notons que l'évolution la plus significative concerne la baisse des charges d'exploitation dans une proportion de -17,34 %. Cette réduction des coûts de production est principalement la conséquence des évolutions ci-dessous.

- Réduction du poste « achats pour revente »
- Réduction du poste « sous-traitance »
- Réduction des frais généraux
- Réduction des « provisions pour créances douteuses », bien qu'au soir du 31 décembre 2012, la quasi-totalité des créances douteuses soient provisionnées à 100%.

Notez que le résultat financier de - 43 082,77 € tient compte de la provision de la totalité des sommes versées à la filiale GERTRUDE Algérie EURL et maintenues en compte courant. La partie ayant fait l'objet d'un abandon de créance à caractère commercial est quant à elle, comptabilisée dans les charges exceptionnelles.

Enfin, la réduction du chiffre d'affaire de 10,60% est la résultante de la forte baisse des activités sous-traitées et de négoce, la marge brute totale ne subissant qu'une légère inflexion de 4,61 %.

## 8 Focus sur la rémunération des salariés pendant l'exercice 2012

Après des évolutions salariales très faibles, pratiquées en 2010 et en 2011, et n'ayant pas couvert la croissance des prix à la consommation des ménages, les prévisions d'activités faites au début de l'exercice 2012 ont permis de faire profiter les salariés d'une évolution significative de leur rémunération, compensant au moins partiellement les efforts des années précédentes.



En conséquence, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2012, les salaires mensuels ont été réévalués d'une moyenne de 1,59 %.  
Les salaires les plus hauts ont été réévalués de 0,85 %.

Les salaires les plus bas ont été réévalués de 3,50 %.

Cette opération rétablit un équilibre acceptable et compense favorablement la mesure décidée le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et mal ressentie par la majorité du personnel, consistant à réévaluer les cadres supérieurs de 1,50% et de geler les salaires du reste des salariés.

Mesuré sur 3 années, cet équilibre, finalement favorable aux salaires les plus bas, s'établit comme suit.

|                                   | 2009  | 2010  | 2011  | 2012  | Résultante | Ecart  |
|-----------------------------------|-------|-------|-------|-------|------------|--------|
| <b>Inflation Moyenne Annuelle</b> | 0,10% | 1,50% | 2,40% |       | 4,00%      |        |
| Indexation Cadres Supérieurs      |       | 1,50% | 0,00% | 0,85% | 2,35%      | -1,65% |
| Indexation Intermédiaires Hauts   |       | 0,00% | 0,85% | 1,80% | 2,65%      | -1,35% |
| Indexation Intermédiaires Bas     |       | 0,00% | 0,85% | 2,50% | 3,35%      | -0,65% |
| Indexation Bas salaires           |       | 0,00% | 0,85% | 3,50% | 4,35%      | 0,35%  |

- En trois années, les plus bas salaires ont ainsi été réévalués de 4,35 % (0,35% de plus que l'inflation)
- En trois années, les plus hauts salaires ont ainsi été réévalués de 2,35 % (1,65% de moins que l'inflation)

En plus de ces mesures, 6 collaborateurs ont profité de la continuité de leurs plans de carrière, actés antérieurement.

Enfin, compte tenu des bénéfices de l'exercice, estimés en fin d'année, un montant de 18 000 € charges incluses a été attribué en décembre 2012 pour permettre le versement de primes exceptionnelles. Ces dernières ont été attribuées comme suit.

- Affectation de 50 % de l'enveloppe à une récompense collective donnant lieu à une prime de 200 € brut, identique pour chaque collaborateur
- Affectation de 50 % de l'enveloppe à une récompense individuelle donnant lieu à une prime de 600 € brut pour les 10 collaborateurs ayant fait preuve de la meilleure implication au cours de l'année 2012.

Le Directeur Général Délégué est exclu de l'ensemble de ces mesures.

Malgré ces évolutions salariales et compte tenu des 3 départs et des 2 embauches opérées au cours de l'année 2012, la valeur de la masse salariale de l'année 2012 reste inférieure à celle de l'année 2011, comme le présente le tableau ci-dessous.

|                              | 2008             | 2009             | 2010             | 2011             | 2012             |
|------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Rémunération Brute           | 1 747 004        | 1 851 433        | 1 501 008        | 1 260 996        | 1 244 903        |
| Charges Sociales             | 846 924          | 903 469          | 748 685          | 625 769          | 595 157          |
| <b>Masse Salariale</b>       | <b>2 593 928</b> | <b>2 754 902</b> | <b>2 249 693</b> | <b>1 886 765</b> | <b>1 840 060</b> |
| Evolution par rapport à 2009 | -6,21%           |                  | -18,34%          | -31,51%          | -33,21%          |

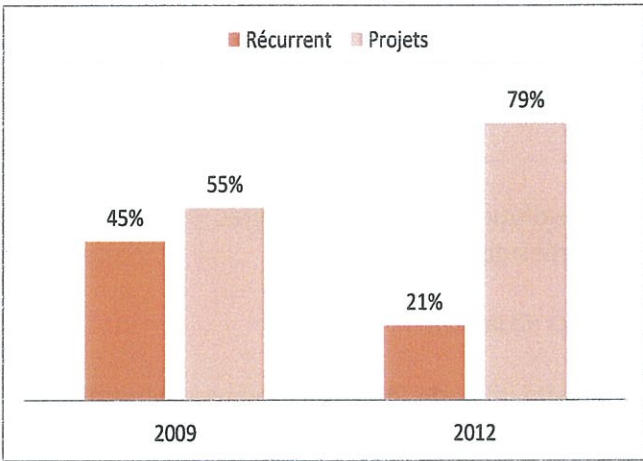
Enfin, conformément à l'accord d'intéressement des salariés aux bénéfices de l'entreprise et à son avenant signé en juin 2012, l'ensemble des salariés se partageront 20 321 €, au titre de l'exercice 2012.

Par rapport à l'exercice 2011, le montant de l'intéressement croît de 131,05 % passant de 8 795 € à 20 321 €.

## 9 Synthèse de l'évolution du chiffre d'affaires

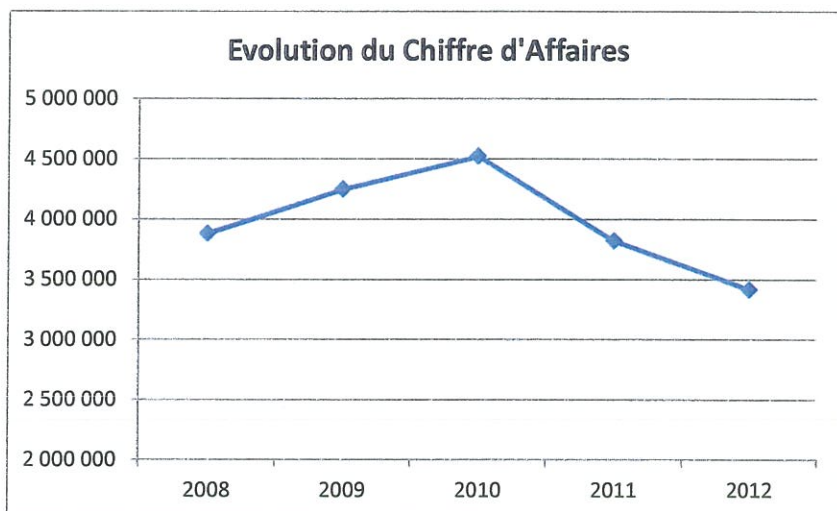
L'étude du chiffre d'affaires et de son évolution est un paramètre vital pour l'analyse des activités de l'entreprise pour l'exercice 2012 ainsi que pour les exercices futurs.

En effet, 5 notions majeures sont à l'origine des variations du chiffre d'affaires de l'entreprise et l'influencent au travers de conséquences différentes.

| Thème                                                                                                             | Date Significative | Influence Chiffre d'Affaires                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Valeur Associée                                                                                   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Arrêt du marché "Exploitation PC CUB"                                                                             | Mai 2010           | Réduction permanente du CA en comparaison à l'année 2009                                                                                                                                                                                                                                                                                  | 1 127 000 €                                                                                       |
| Réduction de la proportion des activités récurrentes                                                              | Mai 2010           |  <p>Le CA de l'entreprise devient structurellement plus instable.</p>                                                                                                                                                                                  | 79 % des activités doivent être obtenus par des contrats nouveaux et des Appels d'Offres à gagner |
| Variations très importantes du volume des activités sous-traitées et de négoce                                    | Permanent          | Ces variations peuvent entraîner une très grande fluctuation du CA de l'entreprise.<br>L'influence de ces variations sur la Marge Brute Totale et sur la rentabilité de l'entreprise reste cependant faible dans la mesure où les activités liées à la sous-traitance et au négoce ne portent qu'une faible valeur ajoutée.               | Fluctuation du CA<br>Stabilité de la Marge Brute                                                  |
| Chaque contrat "structurant" de l'entreprise représente une part importante du CA                                 | Permanent          | Certains contrats atteignent 30%, 40% ou encore près de 70% de la valeur de la Marge Brute nécessaire pour équilibrer un exercice entier.<br>En conséquence, le gain ou à l'inverse la perte d'un Appel d'Offres et d'un contrat important crée systématiquement une forte instabilité du CA de l'entreprise, à la hausse ou à la baisse. | NC                                                                                                |
| La participation de GERTRUDE à des gros projets comme une ligne de tramway peut induire des retards de l'activité | Permanent          | Lorsque l'activité de l'entreprise est dépendante de l'exécution d'un gros projet, les prestations à réaliser par GERTRUDE peuvent être retardées.<br>Le plus souvent il s'agit d'un retard <u>subi</u> par l'entreprise qui décale d'autant la génération du chiffre d'affaires correspondant.                                           | NC                                                                                                |

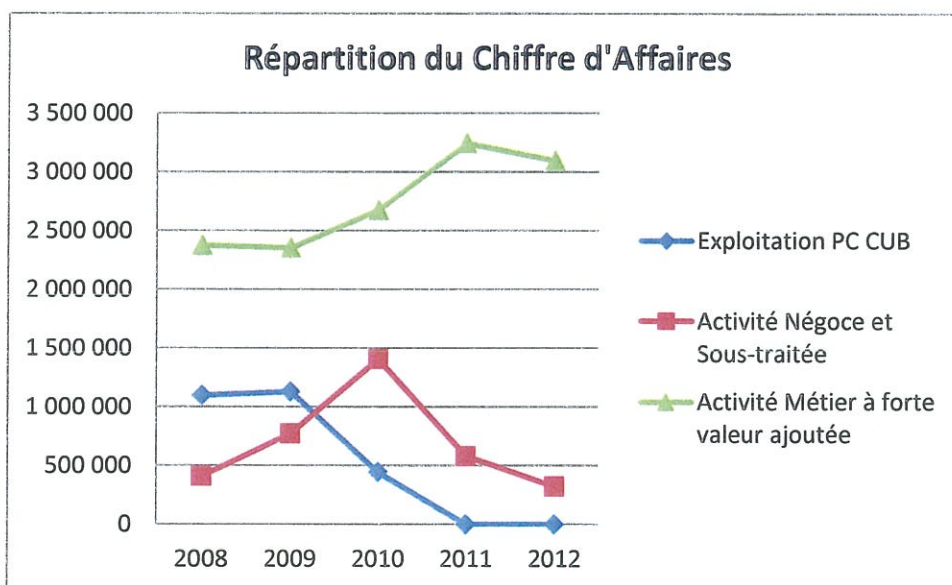


Pour l'année 2012, le chiffre d'affaires de l'entreprise poursuit une baisse sensible avec **-10,60 %** par rapport aux activités de l'année 2011, dont les origines sont décrites ci-avant.



Pour compléter l'analyse de l'évolution du chiffre d'affaires, il convient d'analyser sa nature et pour cela de séparer les activités en trois parties distinctes.

- Exploitation du poste central de la CUB
- Négoce et Sous-Traitance
- Activité « métier » d'ingénierie, d'étude, de développement, d'installation et de maintenance

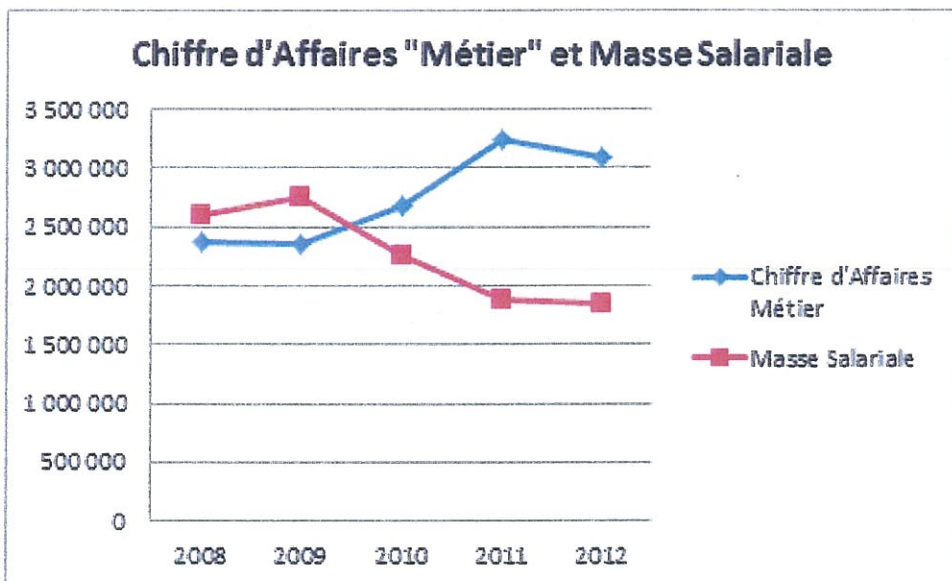


Ces chiffres démontrent les aspects suivants.

- L'arrêt du marché d'exploitation du poste central de la CUB, partiel en 2010 et total en 2011, crée une réduction brutale du chiffre d'affaire de plus de 1 100 000 € pour les exercices 2011 et 2012.
- La part de « Négoce et installation de matériel », ayant atteint ses plus fortes années en 2009 et 2010, est réduite en 2011 et en 2012.
- En revanche, les activités « Métier », basses en 2008, 2009 et 2010, sont fortement revalorisées au cours des exercices 2011 et 2012. Ces activités à forte valeur ajoutée conservent une part du chiffre d'affaires supérieure à 3 000 000 € pour l'exercice 2012.

C'est sur cette activité « Métier », à forte valeur ajoutée, que l'entreprise doit concentrer ses efforts, même si occasionnellement, des bénéfices potentiels tirés d'une activité de négoce peuvent représenter une réelle opportunité, à condition bien entendu d'en maîtriser les flux de trésorerie.

Enfin, afin de compléter cette analyse du chiffre d'affaires, il est intéressant de comparer l'évolution de la masse salariale de l'entreprise et le volume de son chiffre d'affaires « Métiers ».



Ces chiffres illustrent clairement les raisons des conditions de clôture des exercices passés et présents.

- 2008, 2009, 2010, de fortement négatif à juste équilibré
- 2011, 2012 bénéficiaires

La maîtrise de la masse salariale, la réduction des coûts de fonctionnement et la valorisation des activités « Métier » correspondent aux engagements d'efforts suivis au cours de l'année 2012 et pris pour les exercices à venir.

## 10 Analyse du ratio « Marge Brute / Effectif Moyen du Personnel »

Comme évoqué ci-dessus, la baisse du chiffre d'affaires par rapport aux années passées est la conséquence de l'arrêt du marché d'exploitation du poste central de la CUB et de la baisse des activités de négoce et d'installation d'équipements qui nécessitent de les acquérir et le plus souvent de faire appel à de la sous-traitance pour les installer.

Rappelons également que le chiffre d'affaires de l'entreprise est logiquement soumis à de fortes variations, fonctions de l'analyse décrite au paragraphe précédent.

Il est donc capital que la stratégie de l'entreprise et son contrôle financier conduisent à la situation suivante.

- Etre capable de supporter un exercice négatif sans mettre en péril l'entreprise
- Disposer des disponibilités suffisantes pour pouvoir faire face à une baisse d'activité ponctuelle sur une année



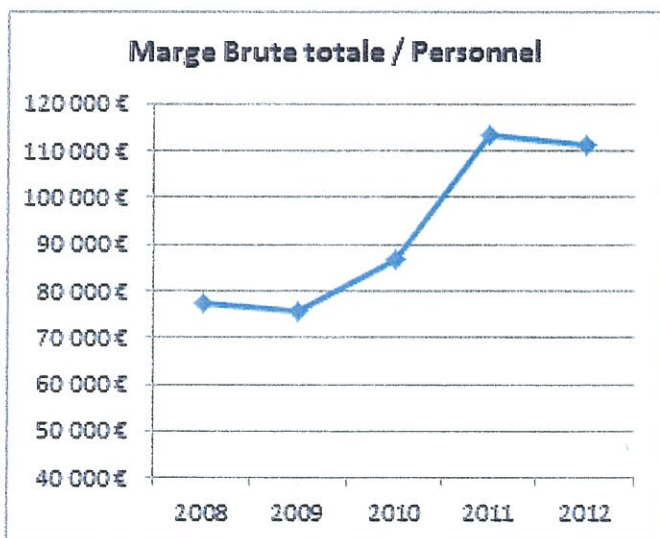
Afin de compléter l'analyse de l'évolution de l'activité de l'entreprise, nous avons réalisé une étude sur le comportement et les variations de la Marge Brute Totale produite par l'entreprise.

Ce paramètre, corrélé avec l'évolution des effectifs de l'entreprise constitue l'un des meilleurs indicateurs de mesure des activités.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de cette Marge Brute Totale au fil des derniers exercices. On y constate une réduction de la Marge Brute Totale, qu'il convient bien entendu de rapprocher de l'effectif moyen de l'entreprise, au cours de ces mêmes exercices.



Nous pouvons noter une forte réduction du nombre de salariés de l'entreprise et, en parallèle une baisse modérée de la marge brute totale. Ce constat peut être complété par l'analyse de la marge brute produite par unité de personne salariée de l'entreprise.



Nous pouvons ainsi constater un accroissement de ce critère, de façon sensible en 2010 et de façon très significative en 2011 et 2012.

L'aspect positif de cette évolution est qu'elle confirme le redressement financier de l'entreprise au cours des exercices 2011 et 2012.

En revanche, l'aspect négatif de celle-ci, ou tout du moins, le besoin de vigilance qui s'en dégage réside dans l'ampleur de cet accroissement, à savoir 50,47% entre 2009 et 2011, et 47,40% entre 2009 et 2012, laissant craindre une possible « surchauffe » du personnel.

Il s'agit là d'un point de contrôle important pour l'année 2013.

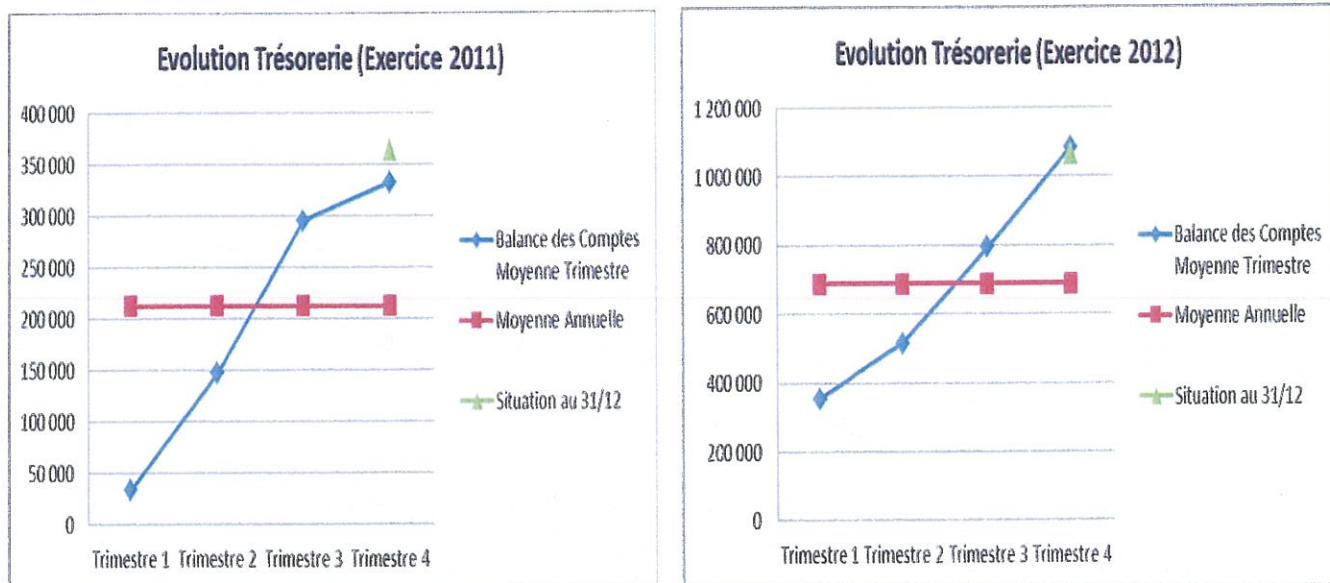
Pour l'avenir, dès l'exercice 2013, les seuils significatifs de marge brute totale sont établis comme suit.

- Le seuil minimum à atteindre par exercice est de 2 800 000 €
- L'objectif est fixé entre 3 000 000 € et 3 200 000 €



## 11 Evolution de la trésorerie au cours de l'exercice 2012

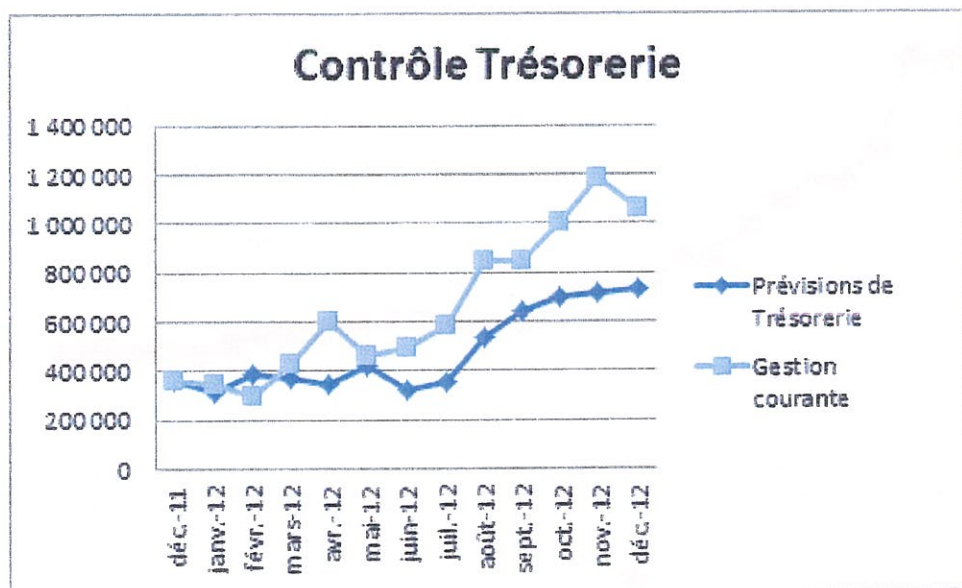
Le contrôle de la trésorerie fait partie des actions de contrôle permanentes menées au sein de l'entreprise. La nature de l'évolution de la trésorerie de l'entreprise au cours de l'exercice 2012 est similaire à celle obtenue au cours de l'année 2011.



Le contrôle de la trésorerie est effectué régulièrement au travers des démarches suivantes.

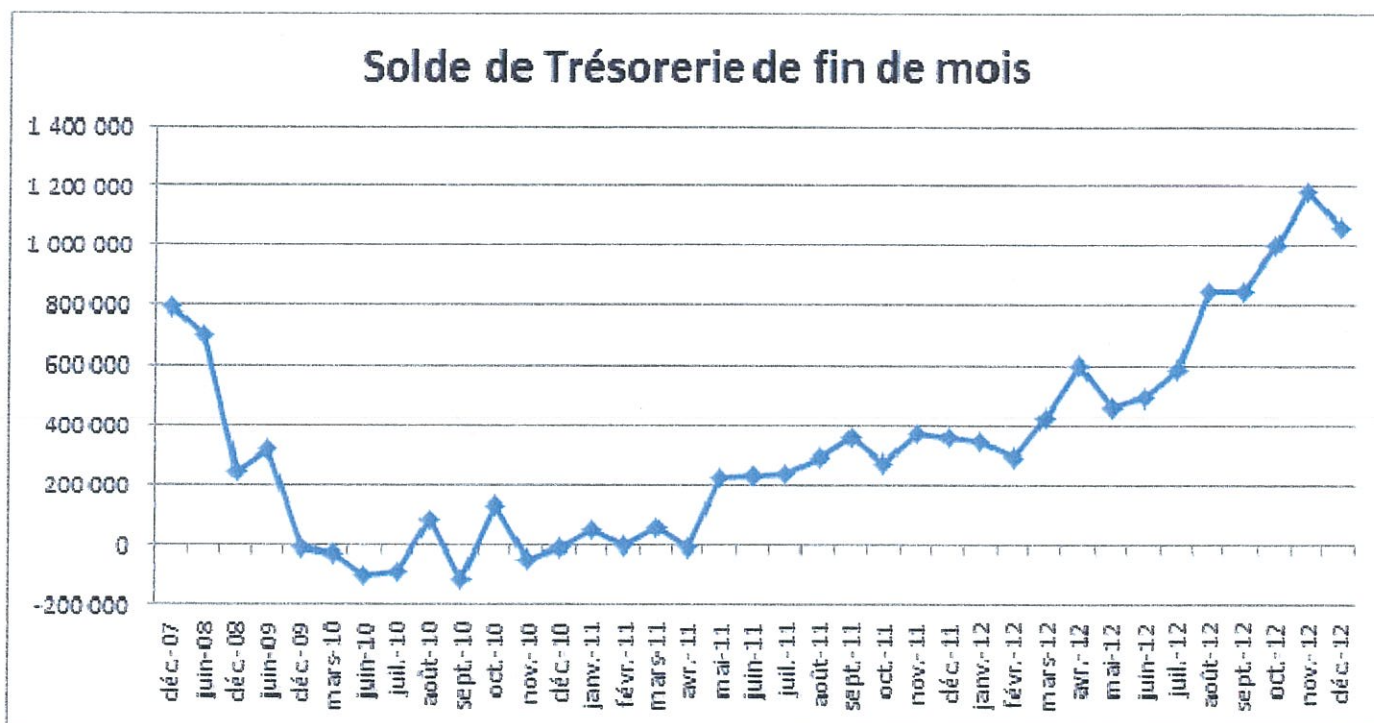
- Prévisionnel global annuel effectué en début d'exercice
- Prévisionnel détaillé effectué au début de chaque mois
- Contrôle de la trésorerie de fin de mois et mesure des éventuels écarts par rapport à la prévision
- Contrôle final annuel et synthèse

Le tableau ci-dessous présente les prévisions de trésorerie effectuées au début de l'année 2012 et le suivi progressif de cette même trésorerie réalisé chaque fin de mois.



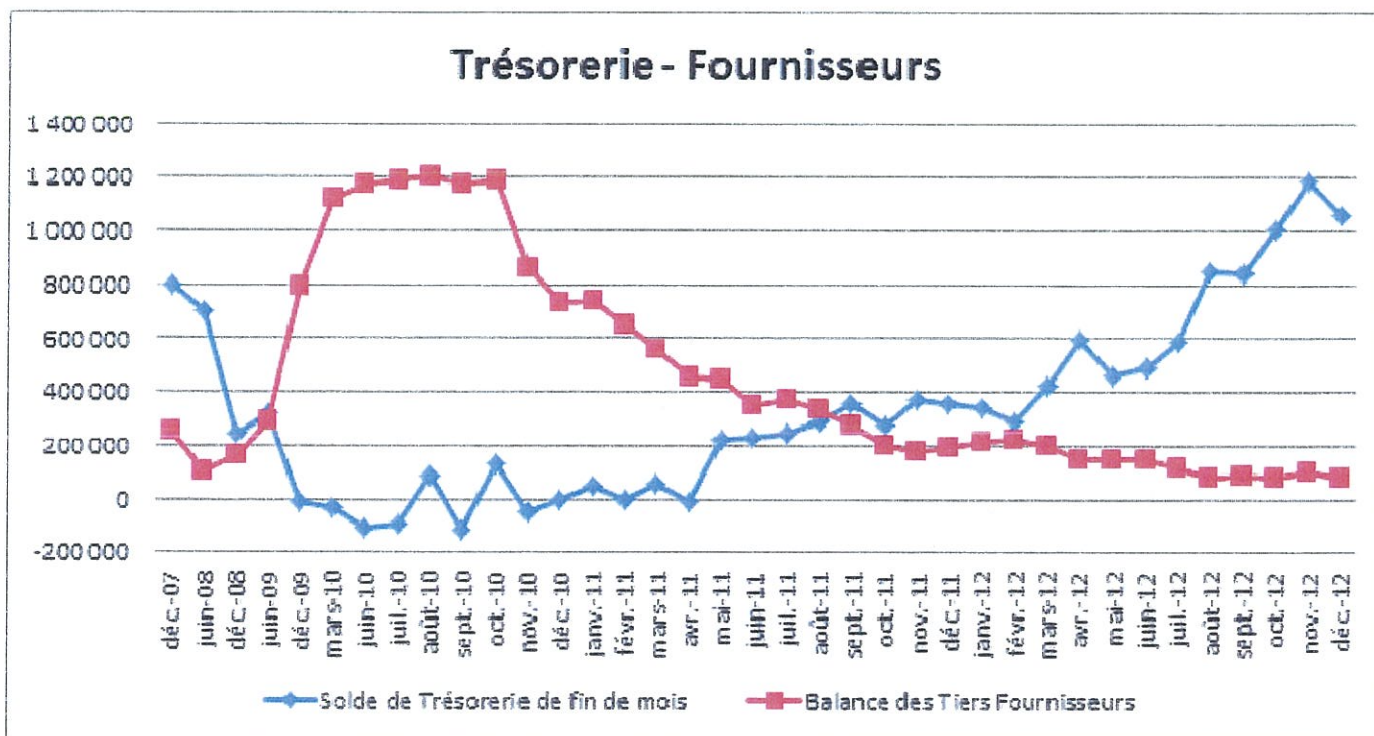
La progression obtenue entre la clôture 2011 et la clôture 2012 est de **700 405 €**.

Le comportement de la trésorerie de l'entreprise au cours de l'année 2012, consolide sa maîtrise et son redressement depuis plus de deux ans, comme l'illustre le graphique ci-dessous.



Le niveau de trésorerie obtenu permet de réduire fortement la pression financière subie par l'entreprise, d'autant plus, qu'en parallèle, les dettes contractées auprès de nos fournisseurs et prestataires ont été régulièrement honorées, pour finalement être soldées en juillet 2012.

Le graphique ci-dessous présente l'analyse combinée de la trésorerie et de la balance des tiers fournisseurs.





De plus, l'attention des actionnaires est également attirée sur le fait que la maîtrise de la trésorerie au cours de l'année 2012 a permis à l'entreprise d'acquérir des **valeurs mobilières de placement**, sur un support parfaitement sécurisé et pour un montant de 100 000 €, ce dernier étant revalorisé à **100 244 €** au soir du 31 décembre 2012.

Pour parfaire l'analyse de la situation de l'entreprise et de son évolution, nous présentons ci-dessous l'étude combinée de différents postes synthétisant les disponibilités réelles et durables, déduction faite des dettes connues.

| Comparaison des situations financières                             | déc.-07           | sept.-10            | déc.-12          |
|--------------------------------------------------------------------|-------------------|---------------------|------------------|
| Placement Compte à Terme                                           | 0 €               | 0 €                 | 100 244 €        |
| Trésorerie Fin de Mois                                             | 796 366 €         | -124 078 €          | 1 063 591 €      |
| Dettes pour congés payés non-pris                                  | -336 450 €        | -412 681 €          | -400 628 €       |
| Dettes pour intéressement à payer                                  | -256 200 €        | 0 €                 | -20 321 €        |
| Dettes d'Impôts restant à payer (Acompte et crédit d'impôt déduit) | -67 700 €         | 0 €                 | 0 €              |
| Balance des Tiers Fournisseurs                                     | -253 166 €        | -1 172 442 €        | -79 444 €        |
| Compte Courant GERTRUDE Algérie (Non provisionné)                  | 0 €               | -151 160 €          | 0 €              |
| Cession de Créances à OSEO (C'est un emprunt)                      | 0 €               | -320 839 €          | 0 €              |
| Anticipation Déduction TVA (Fournisseurs)                          | -30 230 €         | -192 579 €          | 0 €              |
| <b>Résultante</b>                                                  | <b>-147 380 €</b> | <b>-2 373 778 €</b> | <b>663 442 €</b> |

Ces valeurs montrent une amélioration de la situation financière très sensible depuis le mois de septembre 2010 qui constituait le point le plus bas de cette même analyse.

Ces valeurs montrent également que la situation consolidée à la clôture 2012 est de **820 500 €** supérieure à celle consolidée à la clôture de l'exercice 2007.

Malgré cette amélioration nette, le contrôle de la trésorerie et la génération de nouveaux bénéfices doivent rester prioritaires dans la mesure où le niveau de trésorerie obtenu à la clôture de l'exercice 2012 reste faible au regard des dépenses régulières de l'entreprise, même si ce dernier augmente fortement par rapport à sa valeur mesurée en décembre 2011.

|                                                                | 2011    | 2012        |
|----------------------------------------------------------------|---------|-------------|
| Solde de trésorerie au soir de 31 décembre                     | 363 186 | 1 063 591   |
| Moyenne mensuelle des dépenses durant l'exercice               | 383 855 | 293 837     |
| Ratio "Trésorerie fin décembre / Dépenses mensuelles"          | 0,95    | <b>3,62</b> |
| Moyenne mensuelle des dépenses prévues pour l'exercice suivant | 324 943 | 411 691     |
| Ratio "Trésorerie fin décembre / Dépenses mensuelles prévues"  | 1,12    | <b>2,58</b> |

Au cours de l'exercice 2013, compte tenu des prévisions et des objectifs, la trésorerie de l'entreprise devrait progresser positivement pour atteindre un objectif fixé à **1 319 000 €** au soir du 31 décembre 2013.

## 12 Analyse détaillée des activités au cours de l'exercice 2012

### 12.1 Focus sur la stabilité du chiffre d'affaires

Jusqu'en 2009, les conditions de stabilité du chiffre d'affaires de l'entreprise étaient principalement liées à la récurrence des contrats d'exploitation du Poste Central de la CUB et des contrats de maintenance des systèmes GERTRUDE installés dans les différents sites.

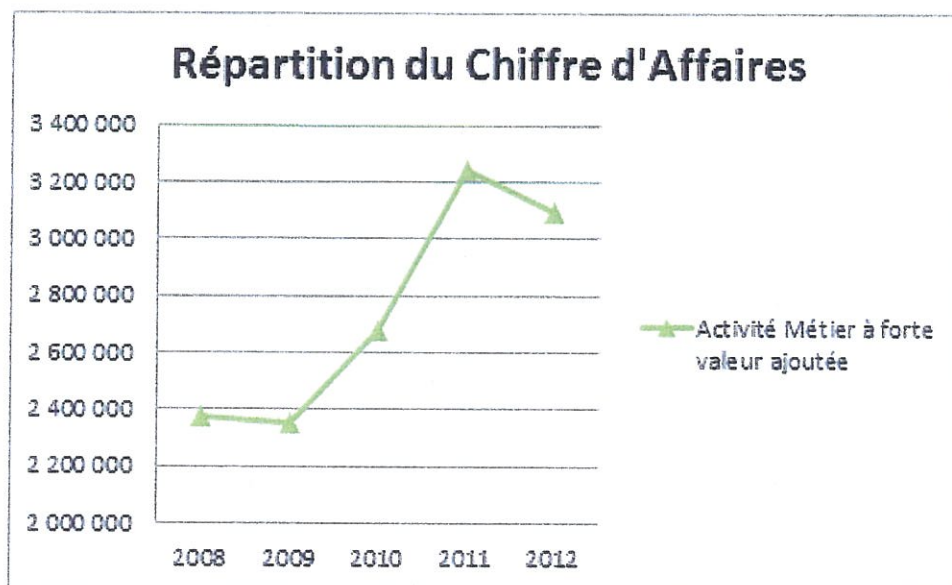
Depuis l'exercice 2010 cette stabilité est mise à mal par la réduction des activités produites pour le compte de LA CUB, et la réduction des activités liées à la maintenance des sites.

| Chiffre d'affaires              | 2012               | 2011               | 2010               | Evolution (12/11) |
|---------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-------------------|
| LA CUB                          | 483 627 €          | 667 816 €          | 993 293 €          | -27,58%           |
| Maintenance des sites           | 357 624 €          | 416 664 €          | 548 134 €          | -14,17%           |
| Activités de projets            | 2 573 850 €        | 2 735 639 €        | 2 981 457 €        | -5,91%            |
| <b>Total Chiffre d'affaires</b> | <b>3 415 101 €</b> | <b>3 820 119 €</b> | <b>4 522 884 €</b> | <b>-10,60%</b>    |

Les baisses d'activité enregistrées sur LA CUB et sur la Maintenance des sites équipés du système GERTRUDE constituent un point d'alerte.

A l'avenir les efforts doivent se porter bien entendu sur la signature de nouveaux contrats de type projets mais également sur la revalorisation des activités de maintenance, pour lesquels une partie significative des clients ont tendance à réduire ces frais de fonctionnement.

L'attention du lecteur est cependant attirée sur le fait que les activités à fortes valeurs ajoutées, dites « métier », à savoir les études et l'ingénierie de trafic, l'installation des systèmes GERTRUDE, leur maintenance et leurs évolutions sont, elles, en forte progression depuis 2 exercices.



## 12.2 Détails des activités de l'entreprise au cours de l'année 2012 : Par type

Au cours de l'année 2012, les activités de l'entreprise ont été réparties comme suit. La comparaison avec les données de l'exercice 2011 permet de mesurer les évolutions obtenues.

| Chiffre d'affaires              | 2012               | 2011               | 2010               | Evolution (12/11) |
|---------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-------------------|
| France                          | 2 115 599 €        | 2 649 805 €        | 3 819 557 €        | -20,16%           |
| DOM - TOM                       | 0 €                | -215 €             | 43 455 €           | -100,00%          |
| Mexique                         | 17 000 €           | 151 750 €          | 225 697 €          | -88,80%           |
| Portugal                        | 203 723 €          | 179 546 €          | 180 565 €          | 13,47%            |
| Algérie                         | 433 950 €          | 298 761 €          | 253 610 €          | 45,25%            |
| Maroc                           | 220 845 €          | 64 982 €           |                    | 239,86%           |
| Pologne                         | 423 984 €          | 475 489 €          |                    | -10,83%           |
| <b>Total Chiffre d'affaires</b> | <b>3 415 101 €</b> | <b>3 820 119 €</b> | <b>4 522 884 €</b> | <b>-10,60%</b>    |

La réduction d'activité la plus sensible concerne le marché Français, pour les raisons principales suivantes.

- Le marché du tramway de Reims approche de son terme après avoir connu la majorité de son activité en 2010. En 2012 le chiffre d'affaires généré sur ce projet représente une baisse d'environ 340 000 € par rapport à 2011
- Les activités générées avec LA CUB sont en baisse. En 2012 le chiffre d'affaires généré avec LA CUB représente une baisse d'environ 185 000 € pour rapport à 2011
- Les activités générées avec d'autres « clients Bordelais » tels que Vinexpo, Vinitech, RFF ou SNCF sont également en baisse. Ce phénomène est cyclique car l'activité est fonction des opérations et des salons programmés. En 2012 le chiffre d'affaires généré représente une baisse d'environ 230 000 € pour rapport à 2011
- La ville d'Aix en Provence, perdue à la fin de l'année 2011, au profit de SPIE, n'a logiquement généré aucune activité en 2012. Ceci représente une perte d'environ 70 000 € pour rapport à 2011
- Pour Le Mans Métropole, l'année 2012 est une année de transition et provoque une contraction des activités. Ceci représente une perte d'environ 95 000 € pour rapport à 2011

En revanche, deux villes dont les activités sont portées par des projets liés aux transports en commun, ont vu les chiffres d'affaires générés en forte croissance par rapport à 2011.

- Montpellier avec environ + 275 000 € de chiffre d'affaires par rapport à 2011
- Metz avec environ + 100 000 € de chiffre d'affaires par rapport à 2011

En parallèle, cette réduction globale de l'activité en France a également été partiellement compensée par un accroissement d'environ 130 000 € du chiffre d'affaires enregistré sur les projets à l'export.



### 12.3 Détails des activités de l'entreprise au cours de l'année 2012 : Par client

L'année 2012 est à nouveau marquée par de fortes variations de l'activité sur de nombreux clients. Rappelons que ces variations sont logiques et qu'elles sont le plus souvent la conséquence de l'exécution cyclique des grands projets que lancent les villes clientes de notre entreprise.

Le tableau ci-dessous présente la répartition des activités par clients.

| Chiffre d'affaires              | 2012               | 2011               | 2010               | Evolution (12/11) |
|---------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-------------------|
| LA CUB                          | 483 627 €          | 667 816 €          | 993 293 €          | -27,58%           |
| Divers Bordeaux                 | 78 497 €           | 309 556 €          | 149 751 €          | -74,64%           |
| Brive                           | 85 373 €           | 0 €                | 49 175 €           | NS                |
| Dunkerque                       | 117 334 €          | 117 935 €          | 90 855 €           | -0,51%            |
| Dax                             | 10 223 €           | 41 638 €           | 18 096 €           | -75,45%           |
| Nîmes                           | 12 655 €           | 34 881 €           | 25 710 €           | -63,72%           |
| Mont de Marsan                  | 23 714 €           | 42 676 €           | 46 536 €           | -44,43%           |
| Montpellier                     | 792 110 €          | 516 424 €          | 274 149 €          | 53,38%            |
| Metz                            | 264 459 €          | 165 560 €          | 230 634 €          | 59,74%            |
| Aix en Provence                 | 0 €                | 66 998 €           | 61 184 €           | -100,00%          |
| Reims marché Tram ALSTOM        | 30 425 €           | 369 890 €          | 1 708 596 €        | -91,77%           |
| Reims                           | 153 444 €          | 145 928 €          | 171 578 €          | 5,15%             |
| Le Mans                         | 46 920 €           | 138 780 €          |                    | -66,19%           |
| St Paul les Dax                 | 4 929 €            | 4 929 €            |                    | 0,00%             |
| St Vincent de Tyrosse           | 6 449 €            | 6 314 €            |                    | 2,14%             |
| Toulouse                        | 0 €                | 14 865 €           |                    | -100,00%          |
| Mimizan                         | 5 440 €            | 5 614 €            |                    | -3,11%            |
| Fort de France                  | 0 €                | -215 €             | 43 455 €           | -100,00%          |
| Monterrey                       | 17 000 €           | 151 750 €          | 225 697 €          | -88,80%           |
| Lisbonne                        | 150 838 €          | 121 341 €          | 127 680 €          | 24,31%            |
| Porto                           | 52 885 €           | 58 205 €           | 52 885 €           | -9,14%            |
| Casa                            | 220 845 €          | 64 982 €           |                    | 239,86%           |
| Wroclaw                         | 423 984 €          | 475 489 €          |                    | -10,83%           |
| Alger                           | 433 950 €          | 298 761 €          | 253 610 €          | 45,25%            |
| <b>Total Chiffre d'affaires</b> | <b>3 415 101 €</b> | <b>3 820 119 €</b> | <b>4 522 884 €</b> | <b>-10,60%</b>    |



Dans le tableau ci-dessous, nous présentons les informations majeures concernant chacun des clients, pour l'exercice 2012.

| Clients FRANCE    | Commentaires                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| LA CUB            | L'arrêt du marché d'exploitation du système central de LA CUB en mai 2010 continue à impacter à la baisse le chiffre d'affaire généré avec LA CUB. (1 127 000 € en 2009 et 0 € en 2012)<br>En parallèle, les activités liées à la nouvelles phase de déploiement du tramway et celles liées au programmes de priorisation des lignes de bus structurantes ont été réduites en 2012.          |
| Divers Bordeaux   | SNCF, RFF, les réseaux, VINEXPO et VINITECH génèrent une activité cyclique.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Brive             | Les activités sont relancées avec la ville de Brive et un projet de priorisation de leurs lignes de bus devrait permettre une stabilisation des activités durant 2 ans.                                                                                                                                                                                                                      |
| Dunkerque         | Activité principale de maintenance du système GERTRUDE et de commandes régulière pour des ajustements de la régulation des carrefours de des priorités bus.                                                                                                                                                                                                                                  |
| Dax               | Activité principale de maintenance du système GERTRUDE.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Nîmes             | Nouveau client enregistré en 2011.<br>Activités d'études associées à leur projet de TCSP.                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Mont de Marsan    | Activité principale de maintenance du système GERTRUDE et de commandes régulières pour des ajustements de la régulation des carrefours.                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Montpellier       | Activité régulière de maintenance du système GERTRUDE et de commandes régulières pour des ajustements de la régulation des carrefours.<br>La poursuite de la phase exécution de la 3ième ligne de tramway génère des activités soutenues pour plus de 600 000 €                                                                                                                              |
| Metz              | Activité régulière de maintenance du système GERTRUDE et de commandes régulières pour des ajustements de la régulation des carrefours.<br>La signature en mai 2012 d'un contrat important pour la réalisation de la priorité aux feux des bus METTIS du projet de BHNS, génère une relance importante de l'activité, dont le seuil maximal devrait être atteint au cours de l'exercice 2013. |
| Aix en Provence   | Aucune activité.<br>La ville a été gagnée par SPIE à la fin de l'année 2011.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| Reims marché Tram | Après avoir donné sa plus forte activité au cours de l'exercice 2010, ce contrat signé avec ALSTOM Transport est entré dans sa phase finale en 2011. Dès lors le chiffre d'affaire généré est régulièrement en baisse.<br>Le solde du marché sera prononcé en 2013.                                                                                                                          |
| Reims             | Depuis 3 exercices, la maintenance et des commandes d'ajustement de la régulation constituent une activité stable.<br>Nous prévoyons des commandes équivalentes au minimum pour l'exercice 2013.                                                                                                                                                                                             |
| Troyes            | Fortement attaquée par la concurrence sur cette ville, GERTRUDE a réussie à reprendre sa position sur cette ville en remportant l'appel d'offres lancé par l'agglomération Troyenne en 2012. Les activités sont attendues pour 2013 et 2014.                                                                                                                                                 |
| Le Mans           | Conclu en octobre 2010, ce nouveau contrat a vu la réalisation de sa phase 1 en 2011. Les prestations ayant donné une bonne satisfaction au client, la phase 2 conditionnelle du projet sera enclenchée en 2012.<br>Des démarches commerciales sont par ailleurs en cours pour faire accepter des concepts GERTRUDE pour la nouvelle phase de déploiement de leur TCSP.                      |
| Divers            | Au cours de l'année 2012, des bons de commandes modérés ont fait l'objet d'une production pour les villes de, Nîmes, Saint Vincent de Tyrosse, Mimizan.                                                                                                                                                                                                                                      |

| Clients EXPORT | Commentaires                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Fort de France | L'activité avec ce client est faible et en général peu fiable.<br>Cependant, le projet en cours de réalisation pour la création d'un axe de transports en commun en site propre devrait permettre une relance de l'activité à partir de l'année 2013                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| Monterrey      | Ayant pris fin en mai 2011, le contrat de plus de 12 années signé avec cette agglomération ne génère plus aucune activité.<br>Bien qu'un paiement d'environ 55 000 € ait été enregistré en 2012, ce dossier accuse encore un impayé de plus de 200 000 €. Cette créance devrait être recouverte au cours des années 2013 et 2014, mais par sécurité, la totalité de ces impayés sont provisionnés. Nous restons actifs sur ce dossier.<br>En parallèle, l'agglomération de Monterrey poursuit son développement et ce dernier a permis en 2012, la signature d'un nouveau contrat pour la priorisation d'un axe de transport en commun en site propre. Ce contrat sera exécuté en 2013 et 2014.                                                                                 |
| Morelia        | Aucune nouvelle activité.<br>Morelia reste redevable de plus de 200 000 Euros en attente de facturation, situation pour laquelle un procès, lancé par notre partenaire SEMEX S.A. est toujours en cours d'instruction.<br>Pas d'avancée concrète sur ce dossier.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Lisbonne       | L'activité provient principalement du contrat de maintenance et d'assistance technique.<br>En 2012, des opérations ponctuelles de mise à niveau de la régulation sont venues compléter le chiffre d'affaires.<br>Lisbonne est une ville où nous devons rester vigilants pour essayer de s'opposer aux attaques régulières de SIEMENS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| Porto          | Contrat de maintenance habituel exécuté en 2012. La relation commerciale avec cette ville est difficile, car instable. Elle fait l'objet de toute notre vigilance. Sur ce dossier également, la vigilance est de mise vis-à-vis de la concurrence.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| Alger          | L'année 2012 a permis d'accroître les activités liées à la 1 <sup>ère</sup> ligne de tramway.<br>Un nouveau contrat, sous forme d'un avenant au contrat initial a même été signé en mai 2012 pour un montant d'environ 520 000 €.<br>De nouvelles négociations commerciales sont en cours pour une nouvelle extension de contrat dont le montant devrait être d'environ 450 000 €.<br>Chacun de ces nouveaux contrats sont répartis entre activités pour GERTRUDE SAEM et activités pour GERTRUDE Algérie EURL. Ces évolutions conduisent à une amélioration des équilibres de la filiale.                                                                                                                                                                                      |
| Wroclaw        | Le marché est signé depuis de 30 décembre 2010.<br>Le chiffre d'affaires correspondant sera enregistré sur les exercices 2011, 2012, 2013 et 2014.<br>L'année 2012 a permis de dégager 423 000 € de chiffre d'affaires.<br>Ces fonds nous sont réglés par la société WASKO, partenaire de GERTRUDE pour ce contrat et pour nos prospections en Pologne.<br>Jusqu'à présent WASKO a respecté l'ensemble de ses engagements.<br>Il doit cependant être noté que le marché accuse un retard non négligeable, d'environ 12 mois, et que des risques de pénalités de retard menacent notre entreprise.<br>Par prudence et compte tenu des informations que nous avons avant la conclusion de ce contrat, des prévisions de pénalités sont incluses sans le budget initial du projet. |
| Casablanca     | Gagné en avril 2011, ce marché a connu l'essentiel de son exécution au cours de l'année 2012. Deux principales préoccupations persistent sur ce dossier.<br><ul style="list-style-type: none"> <li>- La facturation est complexe et en retard</li> <li>- Le solde du marché est un processus lent et chronophage</li> </ul> Le marché devrait être soldé en 2013.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

### 13 Actions principales menées au cours de l'exercice 2012

Compte tenu des raisons financières largement évoquées et subies en 2009 et 2010, l'année 2012 a été consacrée à poursuivre le redressement de l'entreprise engagé avec l'exercice 2011.

Dans ces conditions, 3 règles simples résument les priorités accordées au cours de cet exercice 2012.

- Maintenir un effort soutenu sur la production, synonyme de facturation et de redressement financier
- Maintenir les effets du plan de réduction des coûts lancé au cours du 2<sup>ème</sup> semestre 2010.
- Même insuffisantes dans l'absolu, conserver un minimum d'actions commerciales structurantes pour préparer les carnets de commandes des années 2013 et 2014.

Dans ce paragraphe, sont présentés les aspects majeurs de ces actions menées au cours de l'exercice.

#### 13.1 Continuité du plan d'économie et de réduction des coûts

Les conditions économiques de l'entreprise ne permettent pas de relâcher les efforts sur le contrôle des coûts et sur la réduction des postes sensibles ayant fortement augmenté en 2007, 2008 et 2009.

Le tableau ci-dessous présente les effets de ce plan sur les principales dépenses.  
L'année 2012 y est comparée à l'année 2009, retenue comme référence.

| Années                                 | 2009           | 2010            | 2011            | 2012            | Variation<br>2012-2009 |
|----------------------------------------|----------------|-----------------|-----------------|-----------------|------------------------|
| Achats non stockés et fournitures      | 23 551         | 13 820          | 18 650          | 11 781          | -49,98%                |
| Fournitures administratives            | 9 637          | 2 445           | 4 773           | 5 712           | -40,73%                |
| Location Véhicules                     | 68 111         | 46 555          | 35 085          | 25 702          | -62,26%                |
| Location Matériel de Bureau            | 51 125         | 47 588          | 18 579          | 13 972          | -72,67%                |
| Entretien et réparation                | 38 388         | 9 611           | 32 777          | 23 525          | -38,72%                |
| Honoraires                             | 135 102        | 87 507          | 89 807          | 74 391          | -44,94%                |
| Cadeaux à la clientèle                 | 3 953          | 5 660           | 2 587           | 1 216           | -69,24%                |
| Pourboires et dons                     | 5 045          | 1 589           | 445             | 0               | -100,00%               |
| Remboursement frais de déplacements    | 47 418         | 46 366          | 46 850          | 42 440          | -10,50%                |
| Avions et Location véhicules           | 160 034        | 105 203         | 145 178         | 124 183         | -22,40%                |
| Missions et réceptions                 | 51 528         | 19 870          | 27 839          | 20 029          | -61,13%                |
| Télécommunications                     | 44 640         | 37 719          | 37 664          | 38 263          | -14,29%                |
| Cotisations                            | 7 988          | 7 468           | 251             | 0               | -100,00%               |
| <b>Total</b>                           | <b>646 520</b> | <b>431 402</b>  | <b>460 484</b>  | <b>381 214</b>  | <b>-41,04%</b>         |
| <b>Impact Plan Réduction des Coûts</b> | <b>0</b>       | <b>-215 118</b> | <b>-186 036</b> | <b>-265 306</b> |                        |

En 2011, les dépenses listées apparaissent réduites de 41,04 % par rapport à 2009.



A ces réductions opérées principalement sur les frais de fonctionnement, il convient d'ajouter les effets liés à la réduction des forfaits de logistique de déplacement et des primes de dépaysement versées comme salaire supplémentaire au personnel amené à effectuer des missions, hors de son point d'attache.

Le tableau ci-dessous résume les informations suivantes.

- 2012-Nouveau Les coûts liés aux 2 postes précédents enregistrés en comptabilité
- 2012-Ancien Les coûts équivalents que nous aurions eu sans le plan de réduction des coûts

| Années                                 | 2012<br>Ancien | 2012<br>Nouveau | Variation<br>2012-2012 |
|----------------------------------------|----------------|-----------------|------------------------|
| Voyages et Déplacements                | 135 645        | 114 671         | -15,46%                |
| Salaire Supplémentaire Dépaysement     | 89 355         | 56 269          | -37,03%                |
| <b>Total</b>                           | <b>225 000</b> | <b>170 940</b>  | <b>-24,03%</b>         |
| <b>Impact Plan Réduction des Coûts</b> | <b>0</b>       | <b>-54 060</b>  |                        |

Globalement, pour l'année 2012, l'ensemble de ces mesures a conduit à une réduction des coûts estimée à près de **310 000 €**.

### 13.2 Politique salariale menée en 2012

Après une année 2011 placée sous le signe de la compression de la masse salariale, la politique menée en 2012 se voulait correspondre à une stabilisation de cette masse salariale, tout en permettant de reconnaître, de façon significative, les efforts consentis par une majorité du personnel de l'entreprise.

En effet, malgré la persistance de quelques risques financiers au début de l'exercice, les prévisions effectuées en janvier affichant un bénéfice probable de l'ordre de 200 000 € et un objectif minimal fixé à 162 000 €, des actions au bénéfice des salariés ont pu être menées au cours de l'année 2012.

- Indexation des salaires en janvier 2012, allant de 0,85 % pour les plus hauts salaires à 3,50% pour les salaires les plus bas.
- Cette indexation a permis de rétablir un équilibre économique et social sur la moyenne des traitements opérés au cours des 3 dernières années, à savoir 2010, 2011 et 2012, tel que présenté au paragraphe 7 du présent rapport de gestion.
- Continuité du plan de carrière accordé précédemment à 6 collaborateurs.
- Versement d'une enveloppe de prime exceptionnelle de 9 000 € charges incluses au mois de décembre, attribuée de façon collective, à raison de 200 € brut pour chaque salarié.
- Versement d'une enveloppe de prime exceptionnelle de 9 000 € charges incluses au mois de décembre, attribuée de façon individuelle, à raison de 600 € brut pour chacun des 10 salariés ayant fait preuve du meilleur engagement pour la bonne marche de l'entreprise.

Le Directeur Général Délégué est exclu de l'ensemble de ces mesures.

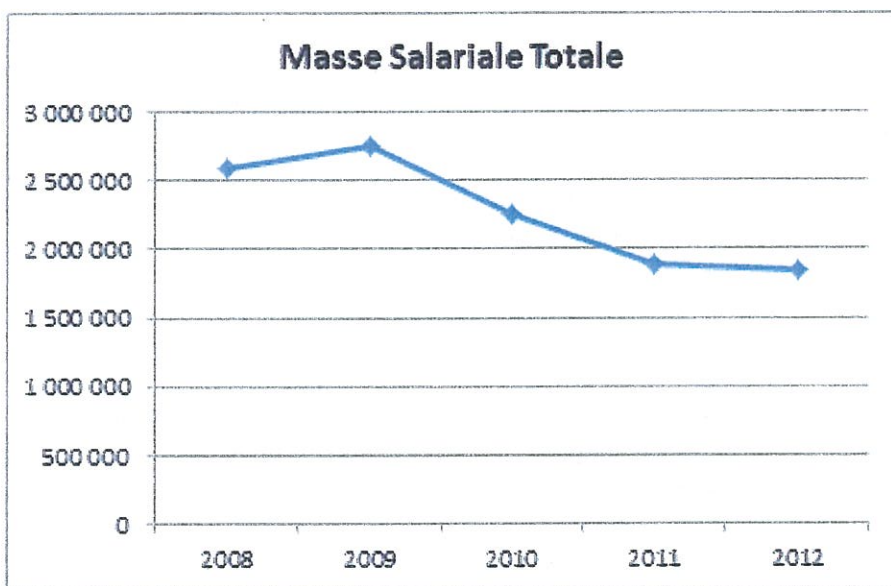
Enfin, conformément à l'accord d'intéressement des salariés aux bénéfices de l'entreprise et à son avenant signé en juin 2012, l'ensemble des salariés se partageront 20 321 €, au titre de l'exercice 2012.

Par rapport à l'exercice 2011, le montant de l'intéressement croît de 131,05 % passant de 8 795 € à 20 321 €.

En conséquence, tenant compte de l'intéressement aux bénéfices et des primes exceptionnelles versées en décembre, **38 321 €** ont été alloués pour récompenser le personnel de la bonne marche de l'entreprise au cours de l'année 2012.

Malgré ces évolutions salariales et compte tenu des 3 départs et de 2 embauches opérées au cours de l'année 2012, la valeur de la masse salariale de l'année 2012 reste inférieure à celle de l'année 2011 avec une différence de **48 705 €** charges incluses.

Ainsi après avoir fortement baissée au cours des 2 exercices précédents, la masse salariale de l'entreprise est entrée dans une phase de stabilisation et ne devrait plus baisser dès l'exercice 2013.



### 13.3 Certification ISO 9001

Gage d'une certaine qualité d'organisation, notre certification **ISO 9001** a été reconduite en novembre 2012, pour une année, par la société spécialisée MOODY.

Cette reconduction ne doit pas cacher les imperfections connues en termes d'organisation générale de l'entreprise, de répartition des rôles et des charges.

Compte tenu des obligations de redressement financier et d'exécution des nombreux contrats composant le carnet de commande de l'entreprise, nous n'avons pas considéré que la gestion de ces imperfections doive prendre un caractère prioritaire pour l'année 2012.

En revanche, les bases de la réorganisation générale de l'entreprise devront être élaborées en 2013 par le Directeur Général Délégué, pour être mises en œuvre entre 2013 et 2014.



### **13.4 Etat d'esprit des salariés et modèle économique de l'entreprise**

La fin de l'année 2010 et l'année 2011, se sont caractérisées par plusieurs points de risques.

- Inquiétude du personnel sur la survie immédiate de l'entreprise
- Rumeurs de démissions pour des horizons meilleurs
- Interrogations sur l'avenir de l'entreprise sans le contrat d'exploitation du Poste Central de la CUB
- Interrogations sur la nature de la nouvelle politique de management
- Maintien d'une volonté de réussite et d'une bonne implication dans le travail pour la majorité des salariés

L'année 2012 a finalement permis de répondre, au moins partiellement, à ces interrogations en rassurant les salariés sur les aspects financiers et sur la viabilité de l'entreprise. Ces réponses ont été amenées au travers de différentes actions.

- Contrôle des dépenses
- Amélioration régulière de la situation financière
- Mise en place d'une communication interne très régulière, présentant les actions de l'entreprise et insistant sur le redressement financier
- Améliorations modérées mais effectives des conditions salariales
- Amélioration des conditions du nouvel accord d'intéressement par voie d'avenant

Les Délégués du Personnel ont soutenu cette démarche en participant aux rencontres avec la Direction Générale avec un état d'esprit constructif tout en défendant les considérations sociales proposées au sein de l'entreprise.

Il reste cependant quelques points de risque.

- En conséquence à la réduction des activités récurrentes de l'entreprise, son modèle économique connaît quelques ajustements, dans la mesure où les activités dites de projets provoquent de plus grandes difficultés d'exécution et de plus grandes difficultés de rentabilité
- Compenser le manque à gagner lié à l'arrêt du marché d'exploitation de LA CUB reste une difficulté permanente et représente en conséquence un point de risque omniprésent
- Ces ajustements sont majoritairement correctement intégrés par une majorité du personnel, mais certains restent encore en léger décalage avec ces nouvelles obligations
- En parallèle, le personnel est soumis depuis le début du semestre 2011 à une surcharge d'activité que nous tentons de compenser le plus possible en interne de façon à ne pas engendrer de dépenses supplémentaires
- Un effort a cependant été fait un octobre et novembre 2012 au travers de l'embauche de 2 jeunes ingénieurs en contrat à durée déterminée
- Enfin, les conditions de travail restent difficiles et peu valorisantes dans la mesure où les locaux du siège de l'entreprise sont largement dégradés et inacceptables sur plusieurs points. Les engagements pris par la Communauté Urbaine de Bordeaux devraient permettre leur amélioration au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2013. Ces travaux de rénovation légère des sols et des murs seront accompagnés par l'entreprise en allouant un budget d'aménagement et de réorganisation des bureaux.

### **13.5 Activités commerciales de l'année 2012**

L'année 2012, comme l'année 2011, a consacré des actions commerciales importantes, dans le but d'accroître nos enregistrements commerciaux et de se donner les moyens d'atteindre les **objectifs de Marge Brute** fixés.

Les démarches les plus significatives sont les suivantes.

|                                                                              |             |
|------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| ▪ Février 2011, signature des lignes 3 et 4 du tramway de Montpellier        | 1 530 000 € |
| ▪ Mars 2011, signature de la maintenance du PC de la CUB                     | 74 000 €    |
| ▪ Avril 2011, signature du tramway de Casablanca                             | 380 000 €   |
| ▪ Juin 2011, signature de la liane 3 bus de la CUB                           | 150 000 €   |
| ▪ Septembre 2011, signature du projet bus de Dunkerque                       | 92 000 €    |
| ▪ Mai 2012, signature du projet de BHNS METTIS pour la ville de Metz         | 1 540 240 € |
| ▪ Mai 2012, signature de l'avenant numéro 2 pour le tramway d'Alger          | 517 000 €   |
| ▪ Juin 2012, signature des lianes bus 1 et 8 de la CUB                       | 140 000 €   |
| ▪ Aout 2012, signature d'un contrat d'ajustement de la régulation à Lisbonne | 87 000 €    |
| ▪ Novembre 2012, signature de tranche ferme la construction du PC de Troyes  | 354 000 €   |
| ▪ Décembre 2012, signature d'un contrat pour le BHNS de Monterrey            | 670 000 €   |

En parallèle à ces actions conclues par la signature de nouveaux contrats, d'autres démarches ont complété les actions commerciales de l'entreprise.

Les plus significatives sont listées ci-dessous.

- Offre à Casablanca pour un projet d'amélioration de la gestion des carrefours
- Offre pour une ville moyenne au Mexique
- Participation en Pologne à 3 appels d'offres dont deux ne sont pas encore jugés
- Démarche continue et structurée sur le Pologne
- Démarche continue et structurée sur le Maroc
- Négociation avec Alstom pour de nouvelles extensions d'activités sur Alger
- Démarches amont pour le projet de priorisation des bus à Brive
- Démarches préparatoires en Colombie
- Démarches préparatoires en Inde

Dès le début de l'exercice 2013 et ce, malgré la forte charge de production à honorer, l'entreprise doit poursuivre ses actions commerciales, clients et nouveaux prospects.

### **13.6 Activités de développement durant l'année 2012**

En parallèle des activités intenses de production et du maintien d'un niveau correct des actions commerciales, les activités de développement entreprises par la société ont été extrêmement réduites.

Notons cependant qu'au travers du projet déployé à Wroclaw (Pologne) et d'un bon de commande transmis par la Communauté Urbaine de Bordeaux, l'entreprise a pu développer des évolutions techniques sur trois thèmes destinés à être consolidés pour des activités futures.

La faiblesse de ces projets n'a pas permis de déclencher une démarche de Crédit Impôt Recherche dans la mesure où les sommes éventuellement en jeu restaient très faibles.

L'année 2013 devrait permettre une relance significative de ces démarches de développement.

## 14 Synthèse des actions menées au cours de l'année 2012

La gestion de l'année 2012 s'est fortement appuyée sur 5 composantes principales. Ces dernières sont synthétisées ci-dessous.

- Assurer une remise à niveau financière
- Finir d'honorer les dettes fournisseurs contractées au cours des exercices précédents
- Accroître le carnet de commande
- Assurer l'exécution de nos engagements contractuels
- Surveiller l'état d'esprit des équipes, les rassurer et maintenir leur implication
- Poursuivre l'évolution de la filiale Algérienne de GERTRUDE vers une situation d'équilibre

Le présent rapport de gestion détaille les résultats de ces actions et met globalement en évidence l'aboutissement positif de la grande majorité des objectifs fixés au début de l'exercice.

Malgré cela, nous considérons qu'il est également important de mettre en évidence les thèmes dont les améliorations nécessaires, attendues ou identifiées au cours de l'exercice, peuvent être jugées comme insuffisantes, constituant ainsi une partie du plan d'action de l'année 2013.

L'analyse de l'accomplissement de ces objectifs, de façon la plus factuelle possible, est proposée ci-dessous, sur la forme d'un schéma spécifiant les succès, les réussites partielles et les actions non abouties nécessitant de poursuivre les efforts associés.

| « Succès »                                                   | Réussites partielles                                                                                                                                                                       | Actions non abouties                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Améliorer l'outil de gestion prévisionnelle de la trésorerie | Renforcer la confiance de nos partenaires financiers<br><b>Le bilan fin 2012 doit permettre de nouvelles négociations</b>                                                                  | Le contrat de distribution « GEMEX » est un échec, aucune activité en plus de 3 ans.<br><b>GERTRUDE doit développer une véritable gamme de produits.</b>                                                                                                                                                                                        |
| Maintenir le plan d'économie lancé en été 2010               |                                                                                                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| Atteindre les objectifs de trésorerie fixés en début d'année | Renforcer la confiance à long terme des salariés<br><b>Organisation interne et stratégie d'entreprise à finaliser</b><br><b>Politique sociale formalisée et transmise en décembre 2012</b> | La maîtrise de la charge de travail des équipes n'est pas obtenue malgré 2 actions lancées<br><b>Le redressement financier génère une surcharge de travail</b><br><b>Le besoin de production intense reste présent</b><br><b>L'optimisation de l'organisation doit produire une meilleure répartition des tâches et de la charge de travail</b> |
| Solder les créances fournisseurs et prestataires             |                                                                                                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| Consolider le carnet de commande à courts et moyens termes   | Relance d'une communication externe d'entreprise                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| Rassurer les équipes sur la survie immédiate de l'entreprise | Quelques actions menées mais restant insuffisantes                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |



| « Succès »                                                                            | Réussites partielles                                                                                                     | Actions non abouties                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Maintien d'une communication interne régulière</p>                                 | <p>Relance d'une démarche de développement et d'innovation</p> <p>Quelques actions menées mais restant insuffisantes</p> | <p>La réduction des arriérés de congés cumulés a été impossible en 2011 ainsi qu'en 2012</p> <p>L'analyse globale des thèmes sociaux (Accord d'intéressement, RTT, Congés) devra permettre d'identifier des solutions et de négocier le solde des arriérés et un nouveau cadre équilibré</p> <p>Cette démarche peut être envisagée en 2013 ou plus vraisemblablement en 2014</p> |
| <p>Maintien à niveau des capitaux propres de la filiale algérienne</p>                |                                                                                                                          | <p>L'amélioration de nos locaux (Siège) a été impossible en 2011 et en 2012</p> <p>Un accord avec LA CUB a fixé en 2013 la modernisation de nos locaux</p> <p>A l'issue de cette remise en état l'entreprise affectera un budget à l'organisation des bureaux</p> <p>L'état de nos locaux (siège) constitue maintenant un réel problème d'image et de crédibilité</p>            |
| <p>Résultat net positif, malgré les provisions et le soutien apporté à la filiale</p> |                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

Pour l'année 2013, la continuité de l'amélioration de la situation financière de l'entreprise reste une priorité.

Cette démarche devra être obligatoirement accompagnée des deux évolutions suivantes.

- Relance plus sensible des activités de développement et d'innovation
- Amélioration rapide de nos locaux



## 15 Informations relatives aux échéances des dettes fournisseurs

(Article L 441-6-1 du Code de Commerce)

### 15.1 Informations générales

Au cours de l'année 2012, une grande partie de l'action financière a consisté à maîtriser la trésorerie de l'entreprise tout en soldant les dettes fournisseurs contractées au cours des exercices antérieurs, respectant en cela des engagements pris au travers de différents plans échelonnés de remboursement.

Les dernières dettes fournisseurs et prestataires contractées au cours des exercices antérieurs ont été soldées au mois de juin 2012.

Nous rappelons que la balance des tiers fournisseurs a affiché les dettes les plus élevées en septembre 2010, avec 1 172 442,06 € et se montait à 192 650,27 € au soir du 31 décembre 2011, comme le montre le tableau ci-dessous.

| Balance des Tiers - Fournisseurs | Soldes cumulés | % évolution |
|----------------------------------|----------------|-------------|
| 31/12/2009                       | 790 673,23     |             |
| 31/03/2010                       | 1 119 839,49   | 41,63%      |
| 30/06/2010                       | 1 172 232,94   | 4,68%       |
| 30/09/2010                       | 1 172 442,06   | 0,02%       |
| 31/12/2010                       | 727 490,83     | -37,95%     |
| 31/04/2011                       | 367 599,00     | -49,47%     |
| 31/12/2011                       | 192 650,27     | -47,59%     |
| 31/12/2012                       | 79 444,00      | -58,76%     |

Depuis le mois de juin 2012, les factures courantes des fournisseurs et prestataires ont toutes été réglées à l'échéance.

En conséquence, le délai de règlement moyen des fournisseurs a été considérablement réduit. Au cours des quatre derniers exercices, ce délai de règlement moyen a été évalué en fin d'exercice, comme suit.

- 130 jours au 31/12/2009
- 125 jours au 31/12/2010
- 118 jours au 31/12/2011
  
- **44 jours au 31/12/2012**

### 15.2 Informations relatives aux fournisseurs actionnaires de GERTRUDE SAEM

Au soir du 31 décembre 2012, aucun arriéré de dettes n'est comptabilisé vis-à-vis de LA CUB et de LACROIX TRAFIC, toutes deux, fournisseurs et actionnaires de GERTRUDE SAEM.

## **16 Créances Clients : Risques et Opportunités**

Malgré une nette amélioration de la situation financière de l'entreprise l'encaissement des créances clients garde toute notre vigilance. Pour la plupart des marchés les paiements sont effectués dans des délais de l'ordre de 45 jours à 60 jours.

Cependant, 6 clients sont à l'origine de retards de paiements chroniques, de risques ou d'opportunités pour l'entreprise.

### **16.1 Morelia**

La municipalité de Morelia, en 2007, a interrompu le processus d'acceptation des factures de SEMEX et GERTRUDE, à environ 80 % de la valeur totale du marché. Considérée comme une position non justifiée, SEMEX, leader sur le marché a entamé les démarches d'un procès en 2009, à l'encontre de la municipalité. La situation et les perspectives possibles sont résumées ci-dessous.

- Pas d'impayé pour Morelia dans la comptabilité de GERTRUDE, dans la mesure où les sommes restantes n'ont jamais été facturées
- La somme restant à facturer par GERTRUDE est d'environ 192 000,00 €
- Les informations recueillies font état d'une négociation possible avec la municipalité, bien qu'au cours de l'année 2012, aucun nouvel événement n'ait pu permettre de faire avancer ce dossier
- Conformément aux argumentations développées, la société accepterait de négocier le solde de ce dossier dès la possibilité d'une facturation à hauteur de 50 à 65 % du montant total en jeu
- Aucune avancée significative n'est enregistrée sur ce processus au cours de l'année 2012

### **16.2 Lisbonne**

De façon chronique, la municipalité de Lisbonne accuse régulièrement quelques retards de paiements. Malgré cela, aucune alerte particulière n'est à craindre, dans la mesure où la municipalité de Lisbonne est coutumière du fait, mais que jusque-là, elle a toujours réglé ses dettes. Aucune dette n'est comptabilisée au soir du 31 décembre 2012.

### **16.3 Carris : Société gestionnaire des transports en commun de Lisbonne**

- Un impayé de 22 705 € est enregistré dans les comptes de l'entreprise
- Cet impayé est très ancien et provisionné à 100%
- Grande probabilité de passer ce montant en perte

### **16.4 Fort de France**

L'entreprise a subi des retards de paiements importants depuis le début de l'année 2010. Les montants concernés s'élevaient à 145 583 €.

Le recouvrement du solde de cette créance a été constaté en avril 2012

## 16.5 Monterrey

Les créances clients concernant Monterrey proviennent du Consortium et de commandes directes traitées avec SEMEX, notre partenaire historique sur le Mexique.

Au cours de l'année 2012, 115 527,81 € ont été honorés par le Consortium et par SEMEX.

Egalement au cours de l'année 2012, des nouvelles factures ont été émises à l'attention de SEMEX et pour un total de 16 645,88 €.

Par soucis de sécurité et afin de ne pas risquer d'impact négatif sur les exercices à venir, la totalité de ce compte client a été provisionné, à l'exception de 2 petites écritures de quelques centaines d'Euros.

En conséquence le tableau ci-dessous, synthétise la situation de ces créances et les provisions associées, comptabilisées au soir du 31 décembre 2012.

| <b>Créances douteuses : Monterrey</b> | <b>Montant</b> | <b>Provisions</b> | <b>Risque Financier</b> |
|---------------------------------------|----------------|-------------------|-------------------------|
| Situation au 31 /12/ 2011             | 363 317,32 €   | 256 203,06 €      | 107 114,26 €            |
| Situation au 31 /12/ 2012             | 269 735,39 €   | 268 108,78 €      | 1 626,61 €              |

Après analyse du détail de ce compte client, nous considérons les deux conclusions suivantes.

- Sur les 269 735,39 € d'impayés 153 073,21 € sont susceptibles d'être payés à plus ou moins court terme
- Sur les 269 735,39 € d'impayés 116 662,18 € ont une forte probabilité de passer en perte, dans la mesure où pour l'essentiel, ces créances ont une antériorité supérieure à 8 ans.

## 17 Acquisition de valeurs mobilières de placement

Compte tenu de la bonne tenue de la trésorerie de l'entreprise et des prévisions de son évolution sur un horizon de 12 mois, l'entreprise a acquis en septembre 2012, des valeurs mobilières de placement pour un montant de 100 000 €.

Ces fonds sont placés sur un support parfaitement sécurisé correspondant à un placement monétaire. Compte tenu d'un taux de l'argent extrêmement bas, avec un indice EURIBOR 3 mois à environ 0,26%, le niveau de rentabilité de ce placement reste également faible.

Au soir du 31 décembre 2012, le placement a ainsi été revalorisé de 244 € pour atteindre 100 244 €.

## 18 Vie sociale au sein de l'entreprise

### 18.1 Généralités sur le modèle économique et social de l'entreprise

En conséquence des bons résultats de l'année et compte tenu de la nette amélioration de la situation financière de l'entreprise, l'année 2012 a permis de récompenser le personnel de ses efforts engagés depuis près de deux ans. Ainsi, tenant compte de l'intéressement aux bénéficiaires et des primes exceptionnelles versées en décembre, un montant global de **38 321 €** a été consacré à récompenser le personnel de la bonne marche de l'entreprise et son redressement.

Il est important de noter que ce niveau de récompense est très inférieur au niveau pratiqué, 4 ou 5 ans en arrière, avec par exemple, 256 200 € d'intéressement versés aux salariés au titre de l'exercice 2007.

Dans ce cadre, il est fondamental de garder en mémoire que l'arrêt du marché d'exploitation du Poste Central de LA CUB, engendrant une baisse de la part récurrente de l'activité de l'entreprise de 45 à 21 % et qu'en conséquence, le modèle économique et social de l'entreprise se doit d'être ajusté en fonction de ces nouvelles données, durables pour l'entreprise.

Tant que l'entreprise ne sera pas totalement organisée et stabilisée sur ses nouveaux équilibres, il conviendra de mener une politique sociale juste mais prudente.

### **18.2 Rappel des avantages sociaux**

- Temps de travail : 35 heures hebdomadaires organisées suivant 39 heures travaillées par semaine associées à 4 demi-journées de RTT par mois
- Horaires variables sans contrôle automatique
- Mutuelle familiale de groupe, de très bon niveau
- Chèques restaurant de 9 €, dont 5 € sont à la charge de l'Entreprise
- Chèques cadeaux de 40 € pour chaque collaborateur ainsi que pour chaque enfant de moins de 15 ans
- 13<sup>ième</sup> mois
- Prime annuelle de vacances de 800 à 950 Euros Bruts par collaborateur
- Primes de dépaysement accordées pour chaque journée passée en mission hors du point d'attache
- Prime dite « part variable », attribuée individuellement en fonction du comportement de l'année
- Accord d'intéressement des salariés aux bénéfices, en cours pour les années 2011, 2012 et 2013
- Intéressement de 20 321 € affecté au titre des bénéfices de l'exercice 2012

### **18.3 Mouvement de personnel au cours de l'année 2012**

- Sandra CHATENET a quitté l'entreprise en juin sur démission et pour travailler en Amérique Latine
- Claude CIBIEL a également quitté l'entreprise le 31 décembre pour profiter de sa retraite.
- Laurent LAFAYE, dessinateur, a vu son CDD transformé en CDI
- Pierre GARCIA, jeune ingénieur, a été embauché en CDD en octobre
- Mathieu GIRARD, jeune ingénieur, a été embauché en CDD en novembre

### **18.4 Rappel des évolutions salariales pour l'année 2012**

La masse salariale est restée maîtrisée en 2012 et inférieure à celle de 2011 d'environ 46 000 €.

- Indexation des salaires en janvier 2012, allant de 0,85 % pour les plus hauts salaires à 3,50% pour les salaires les plus bas.
- Cette indexation a permis de rétablir un équilibre économique et social sur la moyenne des traitements opérés au cours des 3 dernières années, à savoir 2010, 2011 et 2012, tel que présenté au paragraphe 7 du présent rapport de gestion.
- Continuité du plan de carrière accordé précédemment à 6 collaborateurs.
- Versement d'une enveloppe de prime exceptionnelle de 9 000 € charges incluses au mois de décembre, attribuée de façon collective, à raison de 200 € brut pour chaque salarié.
- Versement d'une enveloppe de prime exceptionnelle de 9 000 € charges incluses au mois de décembre, attribuée de façon individuelle, à raison de 600 € brut pour chacun des 10 salariés ayant fait preuve du meilleur engagement pour la bonne marche de l'entreprise.

Le Directeur Général Délégué est exclu de l'ensemble de ces mesures.



## 19 Evènements importants survenus depuis la date de clôture de l'exercice (Article L 232-1-II° du Code de Commerce)

Le présent rapport a été rédigé en mai 2013.

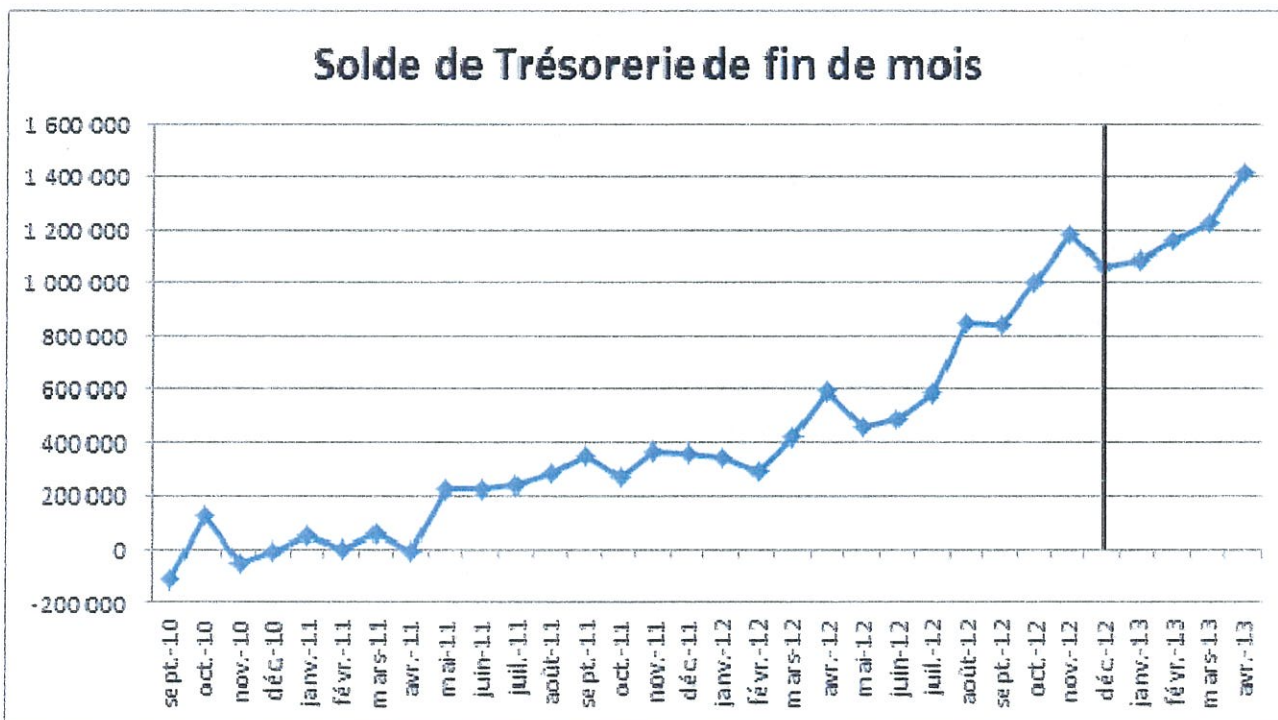
Depuis le début de l'année 2013, les efforts de l'entreprise restent concentrés sur les thèmes suivants.

- Contrôle et maîtrise de la trésorerie. L'amélioration de cette dernière a permis de disposer d'environ trois mois de dépenses d'avance, mais ce niveau reste insuffisant pour constituer une réelle sécurité pour l'entreprise
- Production et facturation des prestations de nos contrats
- Maintien de l'effort d'enregistrement commercial

### 19.1 Evolution de la trésorerie depuis le début de l'année 2013

La trésorerie de l'entreprise poursuit une amélioration régulière, atteignant même un pic au soir du 30 avril 2013 avec 1 419 587 € de disponibilités sur les comptes bancaires de l'entreprise.

Le graphique ci-après synthétise cette évolution.



Le comportement prévisionnel de la trésorerie de l'entreprise pour l'ensemble de l'année 2013 est décrit au paragraphe dédié aux perspectives d'avenir de la société.

### **19.2 Evolutions salariales survenues au début de l'exercice 2013**

Après un rééquilibrage opéré au début de l'année 2012, entre bas et hauts salaires, des progressions de rémunération moyennes enregistrées sur 3 exercices, l'indexation des salaires accordée au début de l'année 2013 a été effectuée en appliquant le même coefficient de revalorisation pour toutes les catégories de personnel.

Calculé sur la base de l'évolution de l'indice des prix à la consommation au cours des 12 derniers mois, la revalorisation a été fixée à 1,30%.

En plus de cette mesure collective, deux mesures complémentaires ont été mises en place.

- 6 collaborateurs ont profité de la continuité de leur plan de carrière acté au cours des exercices antérieurs
- 8 collaborateurs ont pu profiter d'une mesure incitative traduite par une revalorisation complémentaire de 1,00 % de leur rémunération

Conformément à la nouvelle politique salariale présentée et approuvée lors du Conseil d'Administration du 6 décembre dernier, chaque collaborateur s'est vu affecté 25% de la résultante globale annuelle de son évolution de rémunération individuelle sur sa part variable, les 75% restants étant alors affectés sur sa rémunération mensuelle brute.

Compte tenu des mouvements de personnel et des évolutions salariales synthétisées ci-dessus, la masse salariale de référence, c'est-à-dire sans les primes de déplacements et sans les éventuelles primes exceptionnelles accordées en cours d'année, est globalement revalorisée de **1,33%**.

Le Directeur Général Délégué est exclu de ces mesures.

### **19.3 Evolutions des enregistrements commerciaux depuis le début de l'exercice 2013**

Le maintien de l'activité commerciale reste bien entendu une priorité permanente.

Les évènements marquants correspondants sont les suivants.

- |                                                                              |           |
|------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| ▪ Février 2013, obtention de l'accord d'ALSTOM pour des extensions sur Alger | 260 000 € |
| ▪ Février 2013, signature d'un nouveau marché avec Le Mans Métropole         | 102 000 € |
| ▪ Mars 2013, affermissement de la tranche conditionnelle 1 du PC de Troyes   | 114 400 € |
| ▪ Avril 2013, signature d'une extension de contrat sur Lisbonne              | 55 000 €  |

Ces enregistrements complètent le carnet de commande des années 2013 et 2014, dont les volumes sont actualisés et détaillés dans le paragraphe présentant les perspectives d'avenir de l'entreprise.

En parallèle à ces actions conclues par la signature de nouveaux contrats, d'autres démarches ont complété les actions commerciales de l'entreprise. Les plus significatives sont listées ci-dessous.

- Démarche continue et structurée sur le Pologne
- Démarche continue et structurée sur le Maroc
- Négociation avec Alstom pour de nouvelles extensions d'activités sur Alger
- Démarches amont pour le projet de priorisation des bus à Brive
- Démarches préparatoires ciblées auprès de 2 nouvelles villes Françaises

## **20 Proposition d'affectation des résultats**

Compte tenu l'ensemble des informations communiquées dans le présent rapport de gestion et compte tenu du Compte de Résultat présenté pour l'exercice 2012, nous vous proposons d'affecter comme suit le résultat bénéficiaire net constaté à la fin de l'exercice 2012 s'élevant à + 244 802,17 €.

### Origine

|                                   |              |
|-----------------------------------|--------------|
| Résultat de l'exercice : bénéfice | 244 802,17 € |
|-----------------------------------|--------------|

### Affectation

|                  |              |
|------------------|--------------|
| Report à nouveau | 244 802,17 € |
|------------------|--------------|

|        |              |              |
|--------|--------------|--------------|
| TOTAUX | 244 802,17 € | 244 802,17 € |
|--------|--------------|--------------|

Nous vous précisons qu'à l'issue de cette affectation, le compte de report à nouveau se trouvera porté de 283 642,05 € à 528 444,22 €.

## **21 Rappel des dividendes distribués**

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des Impôts, nous vous rappelons qu'il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes, au titre des trois précédents exercices.

## **22 Dépenses non déductibles fiscalement**

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code Général des Impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge une somme de 3 171 € correspondant à des dépenses non déductibles fiscalement.

## **23 Conventions règlementées**

(Article L 225-38 du Code de Commerce)

Nous précisons qu'il n'a été passé dans le courant de l'exercice 2012 aucune convention donnant lieu à application de l'article L225-38 du Code de Commerce.

## **24 Conventions courantes**

(Article L 225-39 du Code de Commerce)

Les conventions passées avec des collectivités territoriales actionnaires concernent exclusivement la Communauté Urbaine de Bordeaux pour trois marchés publics de prestations ainsi que pour le bail de location des locaux du siège de l'entreprise. Conformément à l'article L.225-39 du Code de Commerce, nous vous communiquons en annexe la liste de ces conventions courantes.

## **25 Informations concernant les mandataires sociaux**

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1, al. 3 du Code de Commerce, nous vous communiquons en annexe du présent rapport de gestion, la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercées dans toutes sociétés par chacun des mandataires sociaux de la Société.

## **26 Examen des mandats des dirigeants et des commissaires aux comptes**

### **26.1 Mandats des Commissaires aux Comptes**

A l'issue de la clôture des comptes de l'exercice 2011, le mandat du commissaire aux comptes titulaire et de son suppléant sont venus à expiration.

A l'issue de cette même clôture des comptes de l'exercice 2011, l'Assemblée Générale a décidé de désigner, pour six exercices, soit jusqu'au jour de l'Assemblée Générale tenue de statuer sur les comptes de l'exercice 2017, comme Commissaire aux Comptes,

- Titulaire, la Société KPMG Audit Sud-Ouest, société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, dont le siège social est Rue Carmin, 31676 LABEGE CEDEX
- Suppléant, la Société KPMG Audit Sud-Est, société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, dont le siège social est 480 avenue du Prado, 13269 MARSEILLE CEDEX 8

A l'issue de cette décision de l'Assemblée Générale, les commissaires aux comptes, titulaire et suppléant, ont été nommés pour une durée de 6 ans.

A l'occasion de la présente clôture des comptes de l'exercice 2012 aucune évolution de ces mandats n'est nécessaire à être envisagée.

### **26.2 Mandats des Administrateurs et Représentants**

Le 7 juin 2012, réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, les Actionnaires de GERTRUDE SAEM ont approuvé la démission de la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes de son mandat d'administrateur.

Au cours de cette Assemblée Générale Extraordinaire, la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes et son représentant Monsieur Jean-François DELRIEU, ont été chaleureusement remerciés pour avoir soutenu l'entreprise dès sa création et pour avoir participé à son évolution au fil des années.

Ce retrait de la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes est intervenu dans le cadre de la redéfinition, par le Groupe Caisse d'Epargne, de sa stratégie de prise de participation et de réduction de ses mandats d'Administrateurs.

Cette décision, portant le nombre d'Administrateurs de la société GERTRUDE SAEM de 12 à 11 membres, a imposé une modification des statuts de l'entreprise, comme rappelé au chapitre suivant.



## **27 Modification des statuts de l'entreprise au cours de l'exercice 2012**

La démission de la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes de son mandat d'administrateur, ayant entraîné la réduction du nombre d'Administrateurs de la société GERTRUDE SAEM le portant de 12 à 11 membres, a imposé une modification des statuts de l'entreprise.

Le 7 juin 2012, réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, les Actionnaires de GERTRUDE SAEM ont approuvé la modification des statuts de l'entreprise, conséquente à la démission ci-avant rappelée.

Les nouveaux statuts de l'entreprise, dont l'article 15 – 1<sup>er</sup> alinéa a été modifié, précisent dorénavant que le Conseil d'Administration de la société GERTRUDE SAEM comporte 11 membres.

A cet effet, il est rappelé que la nouvelle composition du Conseil d'Administration de la société et les nouveaux statuts modifiés en conséquence, respectent le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier son article L 1524-5, modifié par Ordonnance n° 2009-1530 du 10 décembre 2009 – art 2, fixant les conditions et les droits des collectivités en termes de nombre de membres du Conseil d'Administration dans toute SEML où la collectivité est actionnaire.

## **28 Tableau des résultats financiers sur les 5 derniers exercices**

Joint en annexe au présent rapport de gestion, ce tableau vous permettra de mesurer l'évolution globale des activités de la Société sur les cinq derniers exercices, incluant l'exercice clos le 31 décembre 2012.

## **29 Prises de contrôle et de participations dans le capital social de sociétés**

Depuis juillet 2008, l'entreprise participe à 100 % au capital de la Société GERTRUDE Algérie EURL. Cette dernière est confrontée à des déséquilibres financiers chroniques, largement expliqués lors d'Assemblées Générales antérieures et principalement dues à un mauvais partage des activités entre GERTRUDE SAEM et GERTRUDE Algérie EURL lors de la signature en 2008 du contrat avec ALSTOM Transport pour la réalisation de la 1<sup>ière</sup> ligne de tramway de la ville d'Alger.

En conséquence, le maintien en activité de cette filiale impose une recapitalisation régulière de la part de sa Maison Mère pour compenser ses pertes « mécaniques ».

Pour procéder à ces recapitalisations, la démarche retenue s'est portée sur des décisions d'abandon de compte courant au profit de la filiale, réalisés en fonction de ses besoins et de la clôture de ses exercices.

Pour l'exercice 2012 un abandon de créances de 55 400 € a été consenti par GERTRUDE SAEM, pour un maximum de 87 000 € autorisé par décision du Conseil d'Administration en date du 6 décembre 2012. En conséquence la filiale clos un **exercice 2012 proche de l'équilibre** et maintient ses fonds propres à un niveau suffisant et légal.

Il est à noter que cet abandon de créance est consenti sous la forme d'un abandon à caractère commercial, cette condition permettant alors de maintenir la déductibilité fiscale du montant abandonné au profit de la filiale.

Le capital social de la filiale reste inchangé.

### **30 Activités et résultats des filiales et des sociétés contrôlées**

Le tableau des filiales et participations est annexé au bilan comptable.

Nous vous rappelons que les filiales et participations de notre Société sont les suivantes et présentons également ci-dessous le résumé de l'activité de ces sociétés.

#### **30.1 GERTRUDE AMERICA LATINA**

**Date de prise de participation : Novembre 2000**

**Siège social** Av. Florada 61, (Bustia 136), 17310 Lloret de Mar – GIRONA, ESPAÑA

**% détenu** 10 %

**Activités :** Agent exclusif pour la promotion et la vente du système Gertrude Temps Réel en Amérique Latine (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Equateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Salvador et Venezuela) ainsi qu'au Maroc depuis 2009.

##### **Informations**

Impliquée directement dans l'obtention de 5 contrats majeurs signés par notre entreprise, GERTRUDE AMERICA LATINA donne un niveau élevé de satisfaction dans les missions d'avant-vente qui lui sont confiées. Aucune modification n'est envisagée à court terme.

#### **30.2 CONSORTIUM SEMEX / GERTRUDE**

**Date de prise de participation : Juillet 1999**

**Siège social** Chapultepec 1836 Ote, Apdo postal 171, 64800 MONTERREY, Nuevo León, Mexique

**% détenu** 50 %

**Activités :** Réalisation de l'organisation du réseau de gestion du trafic urbain de l'Aire Métropolitaine de Monterrey et exploitation du système pendant 10 ans.

##### **Informations**

Le contrat d'installation et d'exploitation du système de gestion de trafic de l'Aire Métropolitaine de Monterrey est théoriquement clos depuis le 3 mai 2011. Compte tenu des difficultés rencontrées à clore définitivement ce contrat et à percevoir le règlement des dernières factures émises sur ce marché, le Consortium a été maintenu en activité durant le présent exercice. Au cours de l'année 2013, le maintien en activité du Consortium sera examiné à l'issue du solde des paiements dus par le client et en fonction des nouvelles activités commerciales à venir.

#### **30.3 GERTRUDE Algérie EURL**

**Date de prise de participation : Juillet 2008**

**Siège social** Val d'Hydra, Hydra, Alger.

**% détenu** 100 %

##### **Activités**

- Les études, la conception, la réalisation, la maintenance et l'exploitation de systèmes de gestion de l'espace public et des réseaux qu'il supporte ou renferme
- Les prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage et la réalisation d'opérations de maîtrise d'œuvre en ingénierie du trafic urbain et de gestion des déplacements urbains
- L'intégration de système de gestion du trafic et des déplacements urbains privés et collectifs.

A l'issue de l'exercice 2012, les capitaux propres de la filiale sont maintenus au niveau de **203 933,07 DA**.

La situation de cette filiale est présentée de façon synthétique dans le chapitre suivante et de façon détaillée dans le rapport de gestion de son exercice 2012, fourni en annexe du présent document.

## **31 Situation de la filiale GERTRUDE Algérie EURL**

### **31.1 Synthèse de l'exercice 2012 de la filiale clos le 31 décembre**

Les activités en Algérie de GERTRUDE SAEM et DE GERTRUDE Algérie EURL sont liées et concernent l'exécution d'un même contrat signé conjointement avec Alstom France et Alstom Algérie pour la prise en charge de la fourniture et installation de la signalisation lumineuse tricolore de la première ligne de tramway d'Alger.

L'année 2012 a permis d'augmenter les activités produites par GERTRUDE Algérie EURL. Compte tenu des années passées et en particulier des prestations sous-traitées localement et restant à honorer en 2012, cette augmentation de l'activité est, comme prévu, restée insuffisante pour assurer un équilibre de la filiale sans un apport de GERTRUDE SAEM en tant que Maison Mère et unique détentrice du capital de la filiale.

- A l'issue de l'exercice 2010, les capitaux propres de la filiale se montaient à - 13 329 084 DA, rendant strictement obligatoire le redressement immédiat de la situation
- A l'issue de l'exercice 2011, les capitaux propres de la filiale se sont trouvés revalorisés à 23 214,35 DA, principalement grâce à l'enregistrement de produits exceptionnels consécutifs à l'abandon de créance consenti par GERTRUDE SAEM au profit de sa filiale
- Au cours de l'exercice 2012, la filiale a pu facturer pour 7 750 046 de Dinars Algériens de prestations et services. Ce montant, correspondant approximativement à 75 000 €, représente plus du double de la somme des prestations facturées au cours des exercices 2008, 2009, 2010 et 2011.

Accompagné d'un abandon de créances de 55 400 € consenti par GERTRUDE SAEM, pour un maximum de 87 000 € autorisé par décision du Conseil d'Administration en date du 6 décembre 2012, la filiale clos un **exercice 2012 proche de l'équilibre** et maintient ses fonds propres au niveau de **203 933,07 DA**.

Il est à noter que, dans la mesure où l'exécution de part française du contrat unique signé avec Alstom pour le tramway d'Alger et l'exécution de la part Algérienne de ce même contrat sont liées, cet abandon de créance est consenti sous la forme d'un abandon à caractère commercial, cette condition permettant alors de maintenir la déductibilité fiscale du montant abandonné au profit de la filiale. Il en est ainsi de même pour la part des versements effectués en 2012, non abandonnés au titre de l'exercice 2012 et qui le seront au titre de l'exercice 2013.

Il est également à noter que la totalité des fonds versés à la filiale sont provisionnés à 100% et que le prochain abandon de créance, à venir en 2013 pour solder la totalité des versements effectués au profit de la filiale, n'impactera pas l'exercice de GERTRUDE SAEM.

Compte tenu des arriérés devant être soldés en 2012, en particulier pour les sous-traitants locaux, l'année 2012 est une année de transition.

Les années 2013 et 2014 devraient en effet voir la filiale s'équilibrer au travers de ses propres activités. Quoiqu'il en soit si de nouveaux transferts de fonds modérés s'avéraient nécessaires, ils seraient absorbés sans difficultés par GERTRUDE SAEM, dans la mesure où 40 000 € supplémentaires sont d'ores-et-déjà budgétisés dans les prévisions de GERTRUDE SAEM, par sécurité.

Pour une information plus détaillée, le rapport de gestion de la filiale pour l'année 2012, présentant ses comptes et bilans, est joint en annexe du présent rapport de gestion.

### 31.2 Composition du carnet de commande de la filiale au soir du 31 décembre 2012

L'année 2012 se caractérise également par la signature avec Alstom d'un avenant numéro 2, ce dernier, au travers d'une répartition mieux adaptée des activités entre GERTRUDE SAEM et sa filiale, portant le total des commandes enregistrées par la filiale de 123 000 € à 308 000 €.

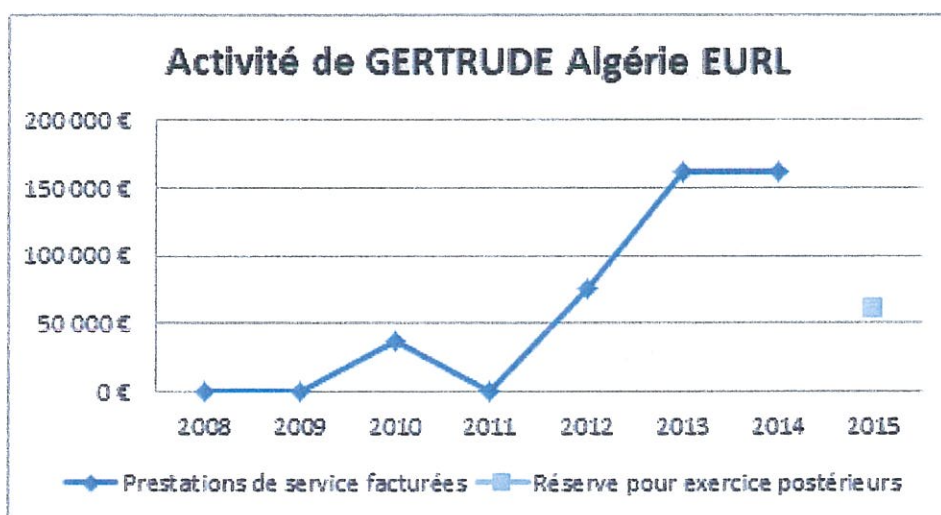
Il est important de noter que cette augmentation du carnet de commande de la filiale concerne exclusivement les nouvelles activités confiées à GERTRUDE dans le cadre de l'avenant 2, pour l'allongement de la ligne de tramway et dont l'essentiel des activités se déroulera en 2013. Renégocier les répartitions au sein de notre 1<sup>er</sup> contrat n'a pas été possible.

En conséquence, compte tenu de cet avenant et des nouvelles négociations en cours le carnet de commande de la filiale au soir du 31 décembre 2012 peut être synthétisé comme suit.

| Contrats                                       | Statut                     | Montants DA       | Equivalent €     |
|------------------------------------------------|----------------------------|-------------------|------------------|
| CA restant à facturer sur le contrat principal | Signé                      | 3 434 800         | 33 027 €         |
| CA restant à facturer sur l'avenant 1          | Signé                      | 0                 | 0 €              |
| CA restant à facturer sur l'avenant 2          | Signé                      | 16 042 490        | 154 255 €        |
| CA restant à facturer sur l'avenant 3          | Accordé signature en cours | 10 294 553        | 98 986 €         |
| CA restant à facturer sur BDC Divers           | Accordé signature en cours | 256 000           | 2 462 €          |
| CA restant à facturer sur l'avenant 4          | En négociation             | 10 000 000        | 96 154 €         |
| <b>Total</b>                                   |                            | <b>40 027 843</b> | <b>384 883 €</b> |

La composition de ce carnet de commande, pour des activités devant être réalisées entre 2013 et 2014, permet d'envisager une situation équilibrée de la filiale pour les années 2013 et 2014, sans que de nouveaux versements de fonds ne soient nécessaires.

En tenant compte des éléments présentés ci-dessus, l'évolution des activités produites par GERTRUDE Algérie EURL pourrait être synthétisée par le graphique suivant. Pour une lecture facilitée, les montants sont présentés en équivalent €.



Compte tenu de ces perspectives, la convention envisagée, à passer entre GERTRUDE SAEM et GERTRUDE Algérie EURL, n'a pas été passée au cours de l'exercice 2012.



## 32 Evolution prévisible et perspectives d'avenir

(Article L 232-1-II° du Code de Commerce)

### 32.1 Compte de Résultat prévisionnel pour l'exercice 2013

En fonction de l'état de notre carnet de commande et de l'analyse détaillée de chacun des projets à exécuter au cours de l'année 2013, un compte de résultat prévisionnel a été estimé pour l'exercice 2013. Ce dernier est caractérisé par la synthèse ci-dessous.

|                                               |                  |
|-----------------------------------------------|------------------|
| <b>Chiffre d'Affaires</b>                     | <b>4 298 802</b> |
| <b>Amortissements</b>                         | <b>8 500</b>     |
| <b>Consommation des stocks</b>                | <b>81 000</b>    |
| <b>Achats Matériel pour revente</b>           | <b>485 000</b>   |
| <b>Sous-Traitance</b>                         | <b>362 716</b>   |
| <b>Marge Brute Totale</b>                     | <b>3 361 586</b> |
| <b>Budget Charges y/c Salaires et Charges</b> | <b>2 667 811</b> |
| <b>Primes Fin année</b>                       | <b>10 000</b>    |
| <b>Intérimaires</b>                           | <b>15 000</b>    |
| <b>Provisions Commissions</b>                 | <b>81 550</b>    |
| <b>Provisions Congés Payés</b>                | <b>8 000</b>     |
| <b>Provisions Risques - Autres</b>            | <b>25 000</b>    |
| <b>REPRISES PROVISIONS</b>                    | <b>5 038</b>     |
| <b>Excédent Exploitation</b>                  | <b>559 262</b>   |
| <b>Transfert Charges et Divers +</b>          |                  |
| <b>Brevet - Charges - Intérêts - Amende</b>   | <b>10 000</b>    |
| <b>Résultat Exploitation</b>                  | <b>549 262</b>   |
| <b>Créance Algérie Année N-1</b>              | <b>0</b>         |
| <b>Créance Algérie Année Courante</b>         | <b>60 000</b>    |
| <b>Frais financiers</b>                       | <b>5 000</b>     |
| <b>Résultat Avant Int. et Impôts</b>          | <b>484 262</b>   |
| <b>Intéressement (8,25%)</b>                  | <b>39 952</b>    |
| <b>Résultat Fiscal</b>                        | <b>485 941</b>   |
| <b>Crédit Impôt Compétitivité</b>             | <b>18 070</b>    |
| <b>Crédit Impôt Recherche</b>                 | <b>0</b>         |
| <b>Impôt Société (33,33%)</b>                 | <b>143 894</b>   |
| <b>Résultat Net</b>                           | <b>300 416</b>   |

La présente estimation met en évidence les enseignements principaux suivants.

- Forte hausse prévisionnelle du chiffre d'affaires
- Hausse significative prévisionnelle de la Marge Brute Totale
- Hausse sensible du résultat net estimé avec un bénéfice dépassant 300 000 €

### 32.2 Analyse détaillée du résultat prévisionnel pour l'exercice 2013

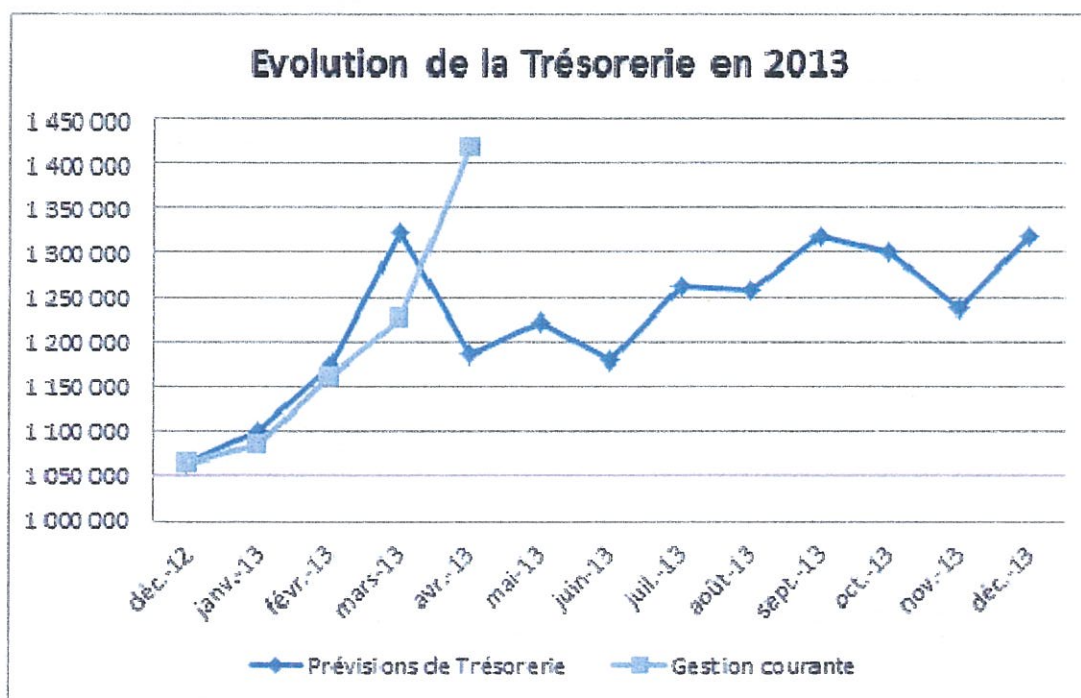
L'analyse détaillée des projets à exécuter au cours de l'année et du compte de résultat prévisionnel pour l'exercice 2013, met en évidence quelques thèmes essentiels qui différencient l'exercice 2013 de celui de l'année 2012 et devront faire l'objet de toute notre vigilance et d'un contrôle strict.

Ces thèmes sont principalement les suivants.

- L'augmentation du chiffre d'affaires et de la marge brute totale est susceptible de provoquer des pics de charge. Au travers d'un contrôle le plus rigoureux possible de l'organisation et de l'affectation des équipes, l'objectif reste de produire nos activités en utilisant au maximum nos moyens et nos ressources internes et en faisant appel, le moins possible, à des compléments de ressources externes
- Contrairement à l'année 2012, l'exercice 2013 intègre une plus grande proportion de prestations dites « clefs-en-mains », comprenant des acquisitions de matériels destinés à être revendus et comprenant également des prestations d'installation des équipements devant, pour l'essentiel, être sous-traitées
- Le montant cumulé, des opérations sous-traitées et les acquisitions de matériels destinés à être revendus, est estimé à environ 850 000 € H.T
- Ces dépenses seront couvertes par un chiffre d'affaires correspondant, mais l'engagement de ces dépenses et le paiement régulier des factures correspondantes nous impose à nouveau une extrême vigilance sur le niveau et le comportement de la trésorerie de l'entreprise

### 32.3 Prévisionnel de trésorerie pour l'exercice 2013

Compte tenu des éléments listés au chapitre précédent, la trésorerie doit être contrôlée de façon rigoureuse tout au long de l'exercice 2013. Le graphique ci-après détaille le prévisionnel de trésorerie établi au mois de janvier le contrôle de la situation réelle, mesurée chaque fin de mois, jusqu'à celui d'avril inclus.



- Le seuil de trésorerie estimé et fixé comme l'objectif pour la fin de l'année est de **1 319 560 €**
- Cette même trésorerie atteint **1 419 500 €** à la fin du mois d'avril et devrait baisser d'ici 2 à 3 mois



### 32.4 Prévisionnel des disponibilités réelles à la fin de l'exercice 2013

Pour parfaire l'analyse prévisionnelle de l'exercice 2013, nous présentons ci-dessous, en fonction des objectifs fixés pour l'année, l'étude combinée de différents postes synthétisant les disponibilités réelles et durables, déduction faite des dettes connues. Les prévisions pour le mois de décembre 2013 sont saisies dans la colonne saisie en bleu.

| Comparaison des situations financières                             | déc.-07           | sept.-10            | déc.-12          | déc.-13          |
|--------------------------------------------------------------------|-------------------|---------------------|------------------|------------------|
| Placement Compte à Terme                                           | 0 €               | 0 €                 | 100 244 €        | 101 200 €        |
| Trésorerie Fin de Mois                                             | 796 366 €         | -124 078 €          | 1 063 591 €      | 1 319 500 €      |
| Dettes pour congés payés non-pris                                  | -336 450 €        | -412 681 €          | -400 628 €       | -400 628 €       |
| Dettes pour intéressement à payer                                  | -256 200 €        | 0 €                 | -20 321 €        | -35 000 €        |
| Dettes d'Impôts restant à payer (Acompte et crédit d'impôt déduit) | -67 700 €         | 0 €                 | 0 €              | -17 000 €        |
| Balance des Tiers Fournisseurs                                     | -253 166 €        | -1 172 442 €        | -79 444 €        | -100 000 €       |
| Compte Courant GERTRUDE Algérie (Non provisionné)                  | 0 €               | -151 160 €          | 0 €              | 0 €              |
| Cession de Créances à OSEO (C'est un emprunt)                      | 0 €               | -320 839 €          | 0 €              | 0 €              |
| Anticipation Déduction TVA (Fournisseurs)                          | -30 230 €         | -192 579 €          | 0 €              | 0 €              |
| <b>Résultante</b>                                                  | <b>-147 380 €</b> | <b>-2 373 778 €</b> | <b>663 442 €</b> | <b>868 072 €</b> |

### 32.5 Carnet de commande pour les années 2013 et 2014

En utilisant une méthode constante afin que les résultats puissent être comparés d'une année sur l'autre, le portefeuille client ou encore carnet de commande est estimé sur un horizon glissant de 3 années et régulièrement remis à jour en fonction des enregistrements commerciaux et des clôtures d'exercices.

Ce carnet de commande est composé de tous les projets en cours ou projetés, répartis suivants 3 familles.

- Les contrats signés et planifiés en fonction des jalons connus d'exécution, affectés d'un coefficient de réussite de 100 %
- Les contrats sur le point d'être signés ou en cours de renouvellement, en général affectés d'un coefficient de réussite de 80 à 95 %
- Les contrats en projet ou en démarche commerciale, le plus souvent affectés d'un coefficient de réussite de 3 à 25 %

Au fil des années, cette méthode a montré un très fort taux de fiabilité et les budgets prévisionnels des exercices sont réalisés à partir des données issues de cette analyse.

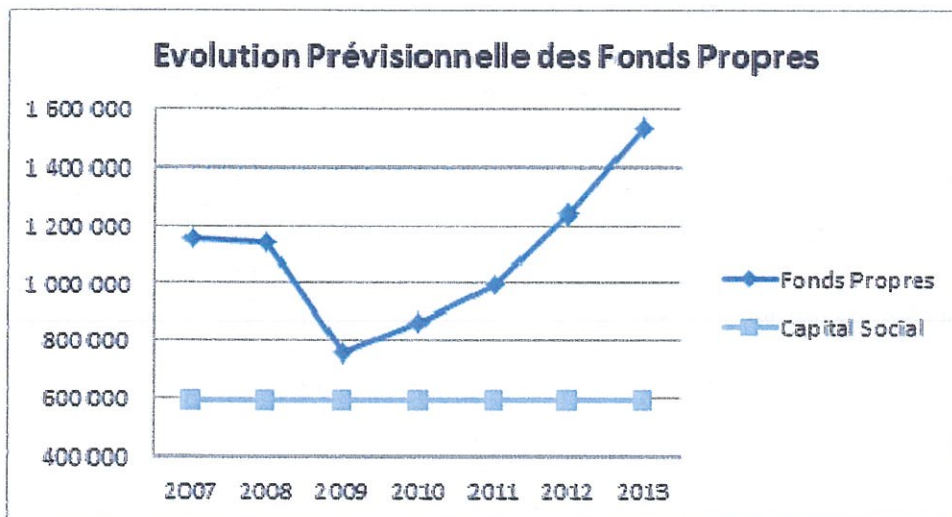
Pour les deux exercices à venir, 2013 et 2014, le carnet de commande peut ainsi être synthétisé sous la forme du tableau ci-dessous, dans lequel les pourcentages représentent les taux de « remplissage » de la marge brute, par rapport aux montants nécessaires pour assurer l'équilibre de l'entreprise et bénéfice net de l'ordre de 100 000 à 150 000 €. Ces valeurs montrent que l'année 2013 est d'ores-et-déjà comblée et que l'année 2014 est proche de l'être.

| Statut du Carnet de Commande                       | 2013    | 2014   |
|----------------------------------------------------|---------|--------|
| Contrats signés                                    | 117,18% | 61,57% |
| Contrats en cours de signature ou à renouvellement | 118,62% | 93,32% |

### 33 Actions prioritaires pour l'exercice 2013

Pour l'année 2013, les actions prioritaires sont listées ci-après.

- Réaliser les objectifs financiers fixés conduisant à une nouvelle augmentation des fonds propres



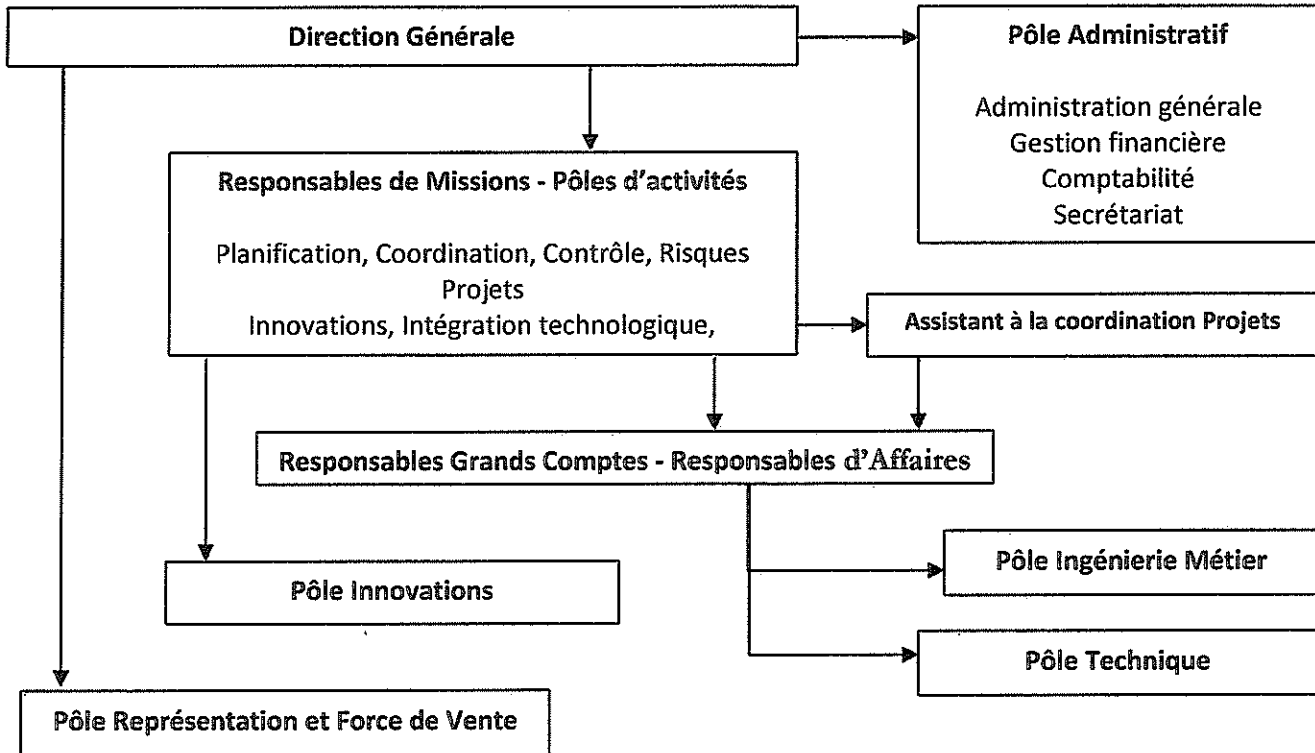
- Assurer l'exécution des projets en cours et le respect des engagements contractuels de l'entreprise
- Finaliser le remplissage du carnet de commande pour l'année 2014
- Surveiller qu'une compression des délais des marchés en cours en 2013 ne vienne pas trop concentrer les activités sur l'année 2013, au détriment de l'année 2014 et au risque de connaître de très forts pics de surcharge
- Contrôler régulièrement les niveaux de trésorerie pour permettre d'absorber les frais à engager dans l'année pour les acquisitions de matériels et les prestations sous-traitées prévues dans l'année
- Poursuivre les actions commerciales de fond, synonymes d'échéances à moyens termes pour assurer l'activité des exercices postérieurs à 2014
- Poursuivre la réorganisation interne des ressources de l'entreprise et l'amélioration de la définition des rôles et des responsabilités
- Poursuivre l'adaptation de l'entreprise à ses nouvelles données commerciales et socio-économiques
- Maintenir notre certification ISO 9001
- Accélérer la relance d'un processus de développement et d'innovation plus actif
- Mettre en œuvre les premières briques d'une relance active de notre communication externe et commerciale
- Réaliser une première étape de l'amélioration de nos locaux au siège de l'entreprise
- Mettre en place la nouvelle politique sociale au sein de l'entreprise et en mesurer les retombées, les avantages et les éventuels points d'amélioration nécessaires



## 34 Rappel des axes structurants de développement de l'entreprise

### 34.1 Organisation des ressources et des responsabilités

L'entreprise poursuit le déploiement et la mise en place progressive de l'organisation des ressources et des pôles d'activités, telles que synthétisées ci-dessous.



Compte tenu du très fort niveau de sollicitation du personnel nécessaire uniquement pour honorer l'exécution de nos contrats, la mise en place de cette organisation générale est faite de façon progressive et étape par étape.

### 34.2 Organisation de l'action commerciale

Même si les niveaux de production que l'entreprise doit honorer sont très élevés, l'entreprise poursuit son développement commercial suivant ses 3 axes prioritaires.

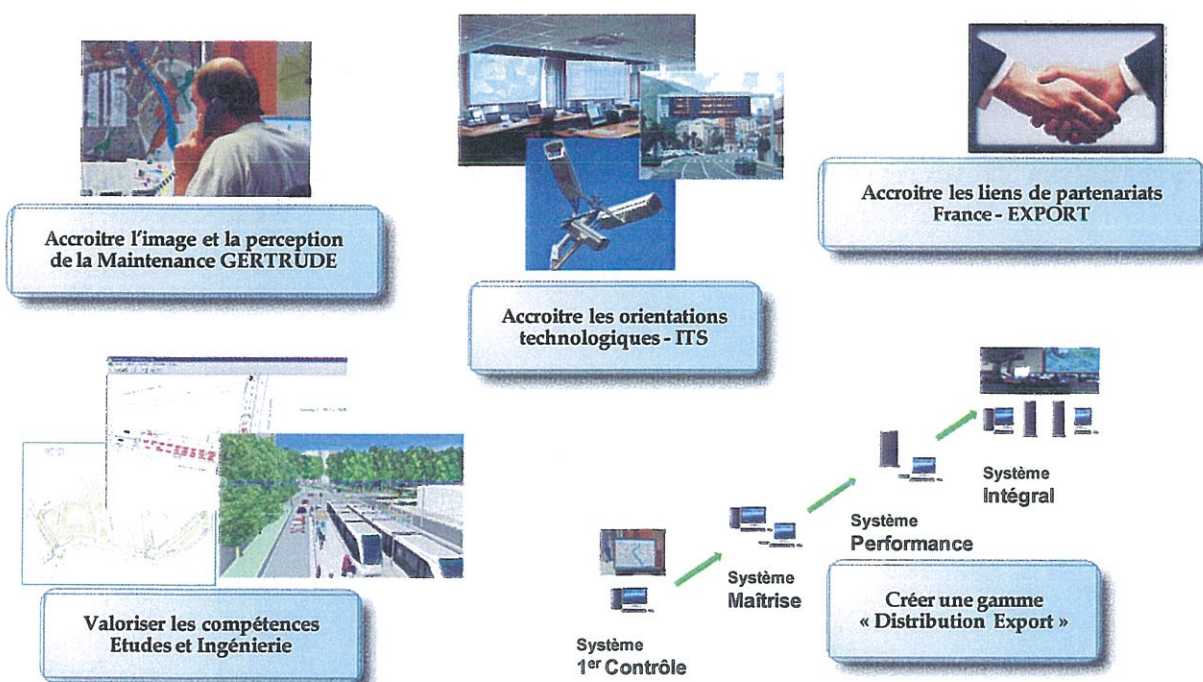
- Valorisation de notre 1<sup>er</sup> point fort (Portefeuille Client)
- Valorisation de notre 2<sup>ème</sup> point fort à l'export (Attraction des Partenaires)
- Amélioration de notre point faible (Nouveaux prospects sur le marché français)

L'animation de notre démarche commerciale par notre force commerciale est elle-même assurée au travers de 3 axes principaux

- Nos propres ressources internes pour la valorisation de notre portefeuille client et la recherche de nouveaux prospects en France.
- Des agents commerciaux commissionnés sur affaires. En plus du dernier contrat signé fin 2012 au Mexique, cette partie de notre organisation commerciale nous permet actuellement de nous positionner sur différents projets.
  - Un dossier au Mexique
  - Un dossier à venir en Colombie
  - Deux dossiers en Pologne
  - Contacts en Asie
- Nos partenaires, prêts à « refaire » des affaires avec nous. Cette partie de notre organisation nous permet actuellement de nous positionner sur différents projets.
  - Un dossier en Algérie
  - Un dossier en Pologne

### 34.3 Développement technique de l'entreprise

En fonction de ses moyens, l'entreprise poursuit également son développement technologique dans le but de pouvoir étendre la gamme de son offre autour des 5 pôles ci-dessous.



### **35 Points de vigilance en 2013 et 2014**

Au cours des années 2013 et 2014, 4 sujets principaux devront faire l'objet de toute notre vigilance.

- La complexification croissante des projets
  - ✓ Les exigences en termes de documentations, justifications, démonstrations, réceptions représentent des parts de plus en plus grandes du temps passé à l'exécution des contrats
  - ✓ Ce temps est en général difficile à estimer correctement et dans tous les cas difficile à totalement valoriser dans les offres
  - ✓ L'entreprise doit poursuivre ses évolutions sur les méthodes de travail
  
- La surcharge des équipes
  - ✓ Les niveaux de charge de travail sont extrêmement élevés et pas toujours très bien répartis
  - ✓ Il peut y avoir un processus d'usure
  - ✓ L'entreprise doit poursuivre l'amélioration de son organisation ainsi que la valorisation des efforts collectifs et individuels
  
- La pression de la concurrence
  - ✓ Certaines villes clientes de GERTRUDE sont des cibles connues pour certains de nos concurrents
  - ✓ Les niveaux de compétitions rencontrés lors des appels d'offres imposent une capacité à proposer des conditions financières attractives pour préserver des chances de succès
  
- Les locaux de l'entreprise
  - ✓ Nos locaux se sont fortement dégradés et sont un frein à la crédibilité de notre entreprise
  - ✓ Ils sont également peu engageants pour les salariés
  - ✓ Une intervention du propriétaire de nos murs est attendue pour 2013, sans certitude
  - ✓ Un réaménagement des bureaux sera opéré à l'issue de ces travaux d'intérieur

**Société GERTRUDE SAEM  
Le Conseil d'Administration**





2013

Exercice 2012

Rapport de Gestion

Société GERTRUDE SAEM  
Exercice 2012

Annexes





## **GERTRUDE**

Société Anonyme d'Economie Mixte  
au capital de 594 551,17 €uros

Siège social  
9 rue de Ségur - 33000 BORDEAUX

RCS BORDEAUX n° 321 523 086

### **EXERCICE 2012**

### **RAPPORT DE GESTION DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012**

### **ANNEXE 01**

### **Tableau des Résultats de l'Entreprise des Cinq Derniers Exercices**

**SAEM GERTRUDE**  
**TB RÉSULTATS SUR 5 ANS**

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

| NATURE DES INDICATIONS                                                                                                               | Exercice<br>2012 | Exercice<br>2011 | Exercice<br>2010 | Exercice<br>2009 | Exercice<br>2008 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| <b><u>I - Capital en fin d'exercice</u></b>                                                                                          |                  |                  |                  |                  |                  |
| - Capital social .....                                                                                                               | 594 551          | 594 551          | 594 551          | 594 551          | 594 551          |
| - Nombre des actions ordinaires existantes (A) .....                                                                                 | 3 000            | 3 000            | 3 000            | 3 000            | 3 000            |
| - Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote existantes) .....                                                   |                  |                  |                  |                  |                  |
| - Nombre maximal d'actions futures à créer :                                                                                         |                  |                  |                  |                  |                  |
| . par conversion d'obligations .....                                                                                                 |                  |                  |                  |                  |                  |
| . par exercice de droits de souscription .....                                                                                       |                  |                  |                  |                  |                  |
| <b><u>II - Opérations et résultat de l'exercice</u></b>                                                                              |                  |                  |                  |                  |                  |
| - Chiffre d'affaires hors taxes .....                                                                                                | 3 415 101        | 3 820 120        | 4 522 884        | 4 248 788        | 3 880 142        |
| - Résultat avant impôts (B), participation des salariés, dotations et reprises sur amortissements, dépréciations, provisions.....    | 441 027          | 231 167          | 72 360           | -737 880         | -44 928          |
| - Impôts sur les bénéfices .....                                                                                                     | 139 699          | 36 331           | -189 682         |                  | 3 213            |
| - Participation des salariés due au titre de l'exercice .....                                                                        | 20 321           | 8 795            |                  |                  |                  |
| - Résultat net (C) .....                                                                                                             | 244 802          | 130 779          | 102 508          | -385 181         | -9 994           |
| - Dotations et reprises sur amortissements, dépréciations, provisions .....                                                          | 36 205           | 55 262           | 159 534          |                  |                  |
| - Résultat distribué (D) .....                                                                                                       |                  |                  |                  |                  |                  |
| <b><u>III - Résultat par action</u></b>                                                                                              |                  |                  |                  |                  |                  |
| - Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations et reprises sur amorts, dépréciations, provisions = (B) / (A) ..... | 147.01           | 77.06            | 24.12            | -245.96          | -14.98           |
| - Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations et reprises sur amorts, dépréciations, provisions .....     | 93.67            | 62.01            | 87.35            | -128.39          | -3.33            |
| - Résultat après impôts, participation des salariés et dotations et reprises sur amorts, dépréciations, provisions = (C) / (A) ..... | 81.60            | 43.59            | 34.17            | -128.39          | -3.33            |
| - Dividende attribué à chaque action = (D) / (A)                                                                                     |                  |                  |                  |                  |                  |
| <b><u>IV - Personnel</u></b>                                                                                                         |                  |                  |                  |                  |                  |
| - Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice .....                                                                      | 27               | 27               | 36               | 46               | 45               |
| - Montant de la masse salariale de l'exercice .....                                                                                  | 1 244 903        | 1 260 997        | 1 501 009        | 1 861 362        | 1 752 292        |
| - Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales) .....                  | 593 158          | 625 769          | 748 685          | 903 470          | 846 924          |



## **GERTRUDE**

Société Anonyme d'Economie Mixte  
au capital de 594 551,17 €uros

Siège social  
9 rue de Ségur - 33000 BORDEAUX

RCS BORDEAUX n° 321 523 086

### **EXERCICE 2012**

### **RAPPORT DE GESTION DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012**

#### **ANNEXE 02**

#### **Liste des Conventions Passées avec une Collectivité Territoriales Actionnaires de l'Entreprise**

## Liste des Conventions Passées avec une Collectivité Territoriales Actionnaires de l'Entreprise

### DESIGNATION DE LA COLLECTIVITE : Communauté Urbaine de Bordeaux (LA CUB)

#### 1<sup>er</sup> Contrat : Marché Public Négocié

« Maintenance des logiciels du Poste Central de gestion du trafic de LA CUB »

| Durée | Fin du Contrat | Montant HT Minimal du Contrat | Facturation H.T. pendant l'Exercice | Référence Analytique |
|-------|----------------|-------------------------------|-------------------------------------|----------------------|
| 4 ans | mars-15        | 297 648 €                     | 79 013 €                            | BOD R 01 04 11       |

#### 2<sup>ème</sup> Contrat : Marché Public Négocié

« Développement de logiciels de supervision et d'exploitation du Poste Central de Gestion du Trafic »

| Durée | Fin du Contrat | Montant HT Minimal du Contrat | Facturation H.T. pendant l'Exercice | Référence Analytique |
|-------|----------------|-------------------------------|-------------------------------------|----------------------|
| 4 ans | oct-12 (*)     | 160 000 €                     | 40 300 €                            | BOD R 08 80 09       |

#### 3<sup>ème</sup> Contrat : Marché Public Négocié

« Adaptation des logiciels de régulation du Poste Central de Gestion du Trafic »

| Durée | Fin du Contrat | Montant HT Minimal du Contrat | Facturation H.T. pendant l'Exercice | Référence Analytique |
|-------|----------------|-------------------------------|-------------------------------------|----------------------|
| 4 ans | oct-12 (*)     | 516 730 €                     | 364 316 €                           | BOD R 03 06 09       |

#### 4<sup>ème</sup> Contrat : Bail locatif d'un immeuble appartenant à la Communauté Urbaine de Bordeaux

« Location du siège de la société GERTRUDE SAEM au 9 rue de Ségur 33 000 Bordeaux »

| Durée | Fin du Contrat | Dépenses H.T. pendant l'Exercice |
|-------|----------------|----------------------------------|
| 9 ans | dec-20         | 48 200 €                         |

(\*) Les deux contrats ayant pris fin au mois d'octobre 2012 ont été remplacés par un contrat unique d'une durée de 4 années et couvrant des prestations identiques. Ce nouveau contrat prendra effet au début de l'année 2013.





## **GERTRUDE**

Société Anonyme d'Economie Mixte  
au capital de 594 551,17 €uros

Siège social  
9 rue de Ségur - 33000 BORDEAUX  
RCS BORDEAUX n° 321 523 086

### **EXERCICE 2012**

### **RAPPORT DE GESTION DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012**

**ANNEXE 03**  
**Mandats et Fonctions**

## Liste des Mandats et Fonctions

### CAILLET Jean-Daniel

Représentant de CCI de Bordeaux Administrateur de GERTRUDE SAEM

| Mandats Exercés  | Organismes    | Fonctions occupées                             |
|------------------|---------------|------------------------------------------------|
| Administrateur   | GERTRUDE SAEM | Représentant permanent                         |
| Membre élu       | CCIB          | Représentant permanent                         |
| Gérant           | Mer & Espace  | Gérant                                         |
| Gérant           | JDC Compagnie | Gérant                                         |
| Administrateur   | CGPME         | Vice-Président chargé du développement durable |
| Membre du bureau | CGPME 33      | Vice-Président                                 |

### CONTE Pascal

Représentant de LACROIX TRAFIC Administrateur de GERTRUDE SAEM

| Mandats Exercés   | Organismes     | Fonctions occupées     |
|-------------------|----------------|------------------------|
| Administrateur    | GERTRUDE SAEM  | Représentant permanent |
| Directeur Général | LACROIX TRAFIC |                        |

### SIGFRIT Patrick

Représentant de EXPANSO SDR Administrateur de GERTRUDE SAEM

| Mandats Exercés | Organismes    | Fonctions occupées     |
|-----------------|---------------|------------------------|
| Administrateur  | GERTRUDE SAEM | Représentant permanent |

### FRANCERIES Eric

Directeur Général Délégué de GERTRUDE SAEM

| Mandats Exercés           | Organismes            | Fonctions occupées   |
|---------------------------|-----------------------|----------------------|
| Directeur Général Délégué | GERTRUDE SAEM         | Directeur Commercial |
| Gérant                    | GERTRUDE Algérie EURL | Gérant               |



## **GERTRUDE**

Société Anonyme d'Economie Mixte  
au capital de 594 551,17 €uros

Siège social  
9 rue de Ségur - 33000 BORDEAUX  
RCS BORDEAUX n° 321 523 086

**EXERCICE 2012**

**RAPPORT DE GESTION DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012**

**ANNEXE 04**

**Informations Relatives à l'échéance des Dettes Fournisseurs**

## Informations relatives à l'échéance des Dettes Fournisseurs

(Article L 441-6-1 du Code de Commerce)

### Echéances des Dettes Fournisseurs au soir du 31 décembre 2012

| Échéances des Dettes Fournisseurs | France             | Etranger      |
|-----------------------------------|--------------------|---------------|
| Termes à 30 jours ou moins        | 39 448.83 €        | ...           |
| Termes de 30 à 45 jours           | 26 994.54 €        | ...           |
| Termes de 45 à 60 jours           | 13 001.45 €        | ...           |
| Termes supérieurs à 60 jours      | ...                | ...           |
| <b>Montant Total</b>              | <b>79 444.82 €</b> | <b>0,00 €</b> |

### Echéances des Dettes Fournisseurs au soir du 31 décembre 2011

| Échéances des Dettes Fournisseurs | France              | Etranger           |
|-----------------------------------|---------------------|--------------------|
| Termes à 30 jours ou moins        | ...                 | 12 062 €           |
| Termes de 30 à 45 jours           | 110 075.16 €        | ...                |
| Termes de 45 à 60 jours           | 33 061.11 €         | 12 193 €           |
| Termes supérieurs à 60 jours      | ...                 | 25 259 €           |
| <b>Montant Total</b>              | <b>143 136.27 €</b> | <b>49 514.00 €</b> |





## **GERTRUDE**

Société Anonyme d'Economie Mixte  
au capital de 594 551,17 €uros

Siège social  
9 rue de Ségur - 33000 BORDEAUX

RCS BORDEAUX n° 321 523 086

### **EXERCICE 2012**

**RAPPORT DE GESTION DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012**

**ANNEXE 05**

**Projet de Rapport de Gestion pour l'exercice 2012 de la filiale GERTRUDE Algérie EURL**



Algérie EURL

**GERTRUDE Algérie EURL**

Val d'hydra, Hydra  
Alger

**RAPPORT DE GESTION  
SUR LES  
OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS  
LE  
31 DECEMBRE 2012**

**PROJET**

## SOMMAIRE

- I. Arrêté des comptes annuels de l'exercice 2012
- II. Historique et fonctionnement de la société
- III. Evénements survenus entre la fin de l'exercice et la rédaction du présent rapport de gestion
- IV. Perspectives 2013
- V. Maintien à niveau des capitaux propres de l'entreprise avec l'exercice 2012
- VI. Convention à passer entre GERTRUDE SAEM et GERTRUDE Algérie EURL
- VII. Rappel sur l'organisation des activités de 2012
- VIII. Clôture

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire en application des statuts et du Code de commerce.

Nous allons vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012, des résultats de cette activité et des perspectives d'avenir.

Nous vous demandons d'approuver les comptes et d'affecter les résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis, fixant notamment à l'ordre du jour de la présente Assemblée Générale Ordinaire, l'approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 Décembre 2012.

## **I. ARRETE DES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2012**

La comptabilité est confiée à un expert comptable agréé, inscrit au tableau de l'Ordre National des Experts Comptables et Commissaires aux Comptes, M. BOUGHENOU OMAR, élisant domicile cité n° 111 Sidi-Yahia – Bir-Mourad-Rais (Alger)

La comptabilité est tenue conformément aux normes nationales algériennes en vigueur.

Le bilan et le compte de résultat sont présentés en tenant compte de l'Impôt sur les Bénéfices (IBS). Pour l'exercice 2012, l'impôt sur les Bénéfices se monte à 60 239,58 Dinars Algériens. A l'issue de l'exercice 2012 les capitaux propres sont portés à 203 933,07 DA.

### **Priorités pour l'année 2012**

Compte tenu de la situation des comptes de l'entreprise au soir du 31 décembre 2011 et du potentiel d'activités à réaliser au cours de l'année, les actions menées en 2012 ont suivi 3 priorités majeures.

- Assurer la production des prestations confiées à la société
- Maintenir les capitaux propres de l'entreprise, ces derniers ayant été redressés au cours de l'exercice 2011
- Agir pour que le carnet de commande de l'entreprise soit accru à courts et moyens termes

Ces trois priorités ont été menées au cours de l'ensemble de l'année 2012 et sont détaillées dans le présent rapport de gestion.

### **Commentaires sur le bilan et le résultat de l'exercice 2012**

#### **Rappel sur le changement de méthode lié au nouveau référentiel comptable (LE SYSTEME COMPTABLE ET FINANCIER (Loi n° 07-11 du 25/11/2007))**

Le bilan de l'exercice 2012 a été établi conformément au nouveau référentiel comptable Algérien (Système Comptable et Financier) devenu obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Il est fait rappel que la clôture de l'exercice précédent a vu la première mise en œuvre du nouveau référentiel comptable Algérien et que cette mise en œuvre s'est traduite par le retraitement de la comptabilité de l'exercice 2009 afin de rendre possible la comparabilité entre les exercices.

Pour cela, un nouveau plan comptable a été défini et les comptes de l'exercice 2009 traduits dans les comptes SCF équivalents, à l'exception des frais préliminaires qui ont fait l'objet d'un traitement spécifique du fait que le nouveau référentiel SCF n'admet plus cette nature d'opération.

Pour les comptes de l'exercice 2012, comme pour ceux de l'exercice 2011, les frais préliminaires continuent d'apparaître au bilan et seront résorbés selon le plan de résorption initial jusqu'à leur extinction conformément à l'article 8 de la loi de finances complémentaire 2009 modifiant l'article 169 du CID.



## Résultat comptable de l'exercice 2012

Les comptes affichent un résultat net pour l'exercice 2012 de 180 718,72 DA.  
Ce résultat net bénéficiaire est le résultat des 2 termes principaux suivants.

- Un excédent brut d'exploitation négatif de - 5 602 727,74 DA. Malgré une très forte augmentation de la production de l'exercice avec 7 750 046,57 DA, cet excédent négatif est la conséquence de nouveaux retards pris par le projet du tramway d'Alger, seul contrat porté au carnet de commande de l'entreprise et de l'augmentation sensible de la facturation émise par les sous-traitants de la société. Il est à noter que, compte tenu des extensions de travaux contractualisées en 2012 par la société, l'année 2013 verra une nouvelle augmentation du chiffre d'affaire de GERTRUDE Algérie EURL.
- Un résultat financier positif de 5 887 887,25 DA conséquence de l'abandon de créances, consenti par GERTRUDE SAEM au profit de GERTRUDE Algérie EURL, cette dernière ayant fait l'exposé, par l'intermédiaire de son Gérant, devant le Conseil d'Administration de GERTRUDE SAEM des motifs pour introduire une action en abandon de créances. Cette résolution a été prise le 6 décembre 2012, lors de la réunion du Conseil d'Administration de GERTRUDE SAEM.

En conséquence l'exercice 2012 se synthétise par les données suivantes.

- Un résultat net comptable de 180 718,72 DA.
- Un Impôt sur les Bénéfices des Sociétés (IBS) de 60 239,58 DA.

Cette opération et son résultat induit sur les comptes de l'exercice 2012 ont permis le maintien des capitaux propres de GERTRUDE Algérie EURL.

## Retard de production en 2011 et en 2012 et besoin du soutien de la Maison Mère

Au cours de l'exercice 2011, des retards importants ont été constatés dans l'exécution de la 1<sup>ière</sup> ligne de tramway d'Alger, non imputables à notre entreprise. Ces n'ont pas permis de facturer les sommes prévues par GERTRUDE Algérie EURL.

Eu cours de l'exercice 2012, l'activité de la société liée à l'exécution de la 1<sup>ière</sup> ligne de tramway d'Alger a enfin été plus soutenue. Malgré de nouveaux légers retards cette activité a permis de générer une facturation à hauteur de 7 750 046,57 DA au cours de l'exercice 2012.

Il en effet important de rappeler, que compte tenu qu'à ce jour, ce projet de tramway d'Alger est le seul contrat commercial conclu par la filiale, tout retard d'avancement du projet global, provoque un retard de facturation de la filiale, voire une suspension de ses facturations.

Dans ce contexte et sur la base des argumentations développées par le Gérant, l'introduction de l'action en abandon de créances par la Maison Mère au profit de sa filiale initiée en 2011 a été répétée en 2012. Par cette action, l'objectif de la Maison Mère est de soutenir sa filiale en attendant que la signature de nouveaux contrats permette à sa filiale d'assurer sa pleine autonomie.

L'effort commercial engagé par GERTRUDE Algérie EURL est largement décrit dans les chapitres suivants mettant en particulier l'accent sur le nouveau contrat signé par la société au cours de l'année 2012 et sur les perspectives de l'année 2013, justifiant en cela les actions de soutien menées par la Maison Mère décrites dans le paragraphe suivant.

**Résolution adoptée par GERTRUDE SAEM suite à l'introduction de l'action en abandon de créances financières.**

Le présent paragraphe, précise la nature de la résolution prise en Conseil d'Administration de GERTRUDE SAEM, en date du 6 décembre 2012.

Réunion du Conseil d'Administration de GERTRUDE SAEM du 6 décembre 2012.

Extrait du Procès-verbal de la réunion

*Le Directeur Général Délégué, Gérant de GERTRUDE Algérie EURL, effectue un bref rappel du contexte général et du contexte financier de la filiale algérienne.*

*Il cite ensuite les principales caractéristiques de l'exercice 2012*

- *Aboutissement de l'installation de la majorité des carrefours à feux (1er contrat signé en 2008 et avenant n° 1 signé en 2010 : en cours d'exécution)*
- *Signature, avec Alstom, de l'avenant n° 2 portant le montant des commandes à 308 000 €*

*Ceci a pour conséquence le déclenchement, par la filiale, d'une facturation significative lui permettant d'assumer le règlement d'une partie des factures émises par ses sous-traitants.*

...

*Néanmoins, ne pouvant encore supporter seule ses propres charges financières, GERTRUDE Algérie EURL bénéficie des avances de fonds effectuées par GERTRUDE-SAEM. Au cours de l'exercice 2012, des transferts de fonds ont ainsi été opérés, pour un montant de 87 000 €.*

*Cependant, afin que, d'une part, la filiale puisse parvenir à assumer elle-même le règlement de ses propres charges financières et d'autre part, l'intérêt, pour GERTRUDE-SAEM d'honorer le contrat principal signé avec ALSTOM, il est proposé de procéder, pour l'exercice 2012, à un nouvel abandon de créances d'un montant maximal de 87 000 €, montant correspondant à l'ensemble des fonds versés à GERTRUDE Algérie EURL au titre de cet exercice.*

*Compte tenu de l'analyse des chiffres de la filiale algérienne et de l'intérêt de poursuivre cette activité, cet abandon de créances de type financier, intervenant dans un cadre contractuel, est consenti sans condition résolutoire de retour à meilleure fortune et pour un montant maximal de 87 000 €, ce montant devant être ajusté en fonction des comptes définitifs de la filiale.*

*Cette décision est adoptée par le Conseil d'Administration*

## **Signature de contrat au cours de l'exercice 2012**

Rappel est fait que l'argumentaire développé par le Gérant de GERTRUDE Algérie EURL aux membres du Conseil d'Administration de GERTRUDE SAEM, au cours de l'année 2011, a également mis en évidence la nécessité d'accroître le carnet de commande de ladite filiale.

C'est dans ce cadre que GERTRUDE SAEM a entamé des négociations avec ALSTOM Transport France et ALSTOM Algérie SPA pour que des extensions d'activités soient conclues et que ces dernières accroissent les propres contrats de GERTRUDE Algérie EURL. Entamées dès la fin de l'année 2011, ces négociations ont été poursuivies au début de l'année 2012, se concluant finalement par la signature de contrat attendu, à la fin du 2<sup>ième</sup> trimestre 2012.

Ces extensions d'activités ont permis à GERTRUDE Algérie EURL d'accroître le montant cumulé de son carnet de commande de 18 588 917,00 DA, le portant ainsi de 12 340 600,00 DA à 30 929 517,00 DA, favorisant ainsi des exercices futurs proches de l'équilibre, tout en réduisant les éventuels apports de fonds de la Maison Mère.

Par ailleurs, de nouvelles négociations pour de nouvelles extensions d'activités ont été déclenchées au cours du 2<sup>ième</sup> semestre 2012. Ces extensions de contrat restent en négociation à ce jour et sont décrites dans le paragraphe consacré aux perspectives pour l'année 2013.

## **Mouvement de personnel au cours de l'exercice 2012**

Compte tenu de la reprise des activités de production de la société et des perspectives pour l'année 2013, Monsieur ABBOU Mohamed a été embauché au mois de juin 2012, ceci pour une durée de 1 an.

## **Faits survenus entre la date de clôture de l'exercice 2012 et la rédaction du rapport de gestion**

Le début de l'année 2013 confirme l'augmentation probable du chiffre d'affaires de la société. En effet, les premiers mois de l'année ont déjà permis de facturer près de 5 000 000 DA.

Par ailleurs, le mois de janvier 2013 a permis l'encaissement de factures émises au cours du 2<sup>ième</sup> semestre 2012 et accusant un retard de règlement.

Ces règlements ont permis d'honorer la majeure partie des factures émises par nos sous-traitants au de ce même 2<sup>ième</sup> semestre 2012.

## Calcul du montant de l'affectation de l'abandon de créance en produit financier exceptionnel pour l'exercice 2012

De même que les nouveaux retards du marché de construction de la ligne de tramway retardent, voire interrompent les facturations de GERTRUDE Algérie EURL, les facturations des sous-traitants Algériens de l'entreprise sont également retardées.

En conséquence et conformément à la résolution prise en Conseil d'Administration de GERTRUDE SAEM, « il est proposé de procéder, pour l'exercice 2012, à un nouvel abandon de créances d'un montant maximal de 87 000 € », une partie de la créance abandonnée incluant des fonds versés au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2012 pour anticiper d'éventuelles factures à honorer, mais finalement non émises par les sous-traitants, sera affectée à l'exercice 2013 dès réception des factures correspondantes aux travaux sous-traités réalisés en 2013 au lieu de 2012.

Dans ce cadre, le tableau ci-dessous précise le détail des apports reçus de la GERTRUDE SAEM depuis le mois de juin 2011 et affectés au produit financier exceptionnel de l'exercice 2012.

| DATE     | LIBELLE                               | CREDIT              |
|----------|---------------------------------------|---------------------|
| 02/06/11 | APPORT EN TRESORERIE/GERTRUDE SAEM    | 725 732,70          |
| 01/07/11 | APPORT EN TRESORERIE/GERTRUDE SAEM    | 827 564,00          |
| 30/09/11 | APPORT EN TRESORERIE/GERTRUDE SAEM    | 502 540,00          |
| 13/12/11 | APPORT EN TRESORERIE/GERTRUDE SAEM    | 303 364,50          |
| 02/02/12 | APPORT EN TRESORERIE/GERTRUDE SAEM    | 1 150 624,20        |
| 17/05/12 | APPORT EN TRESORERIE/GERTRUDE SAEM    | 2 422 082,40        |
|          | <b>TOTAL ABANDON DE CREANCES 2012</b> | <b>5 931 907,80</b> |

Le montant de l'abandon de créance, affecté à l'exercice 2012 est ainsi de 5 931 907,80 DA.

Pour mémoire rappel est fait que le montant de l'abandon de créance, affecté à l'exercice 2011 a pris la valeur de 21 165 954,26 DA.

### Bilan et résultat pour l'exercice 2012

Le bilan, les immobilisations, l'état de l'inventaire physique des investissements et le compte de résultat de l'exercice 2012 sont présentés dans les paragraphes du présent document.

Le résultat net pour l'exercice 2012 affiche un bénéfice de 180 718,72 DA.

Les capitaux propres de l'entreprise se trouvent ainsi portés à la valeur de 203 933,07 DA.

Concernant les investissements nécessaires au fonctionnement de la société, ces derniers ayant été principalement réalisés au cours des exercices 2008 et 2009, il n'a pas été procédé à de nouveaux investissements significatifs au cours de l'exercice 2012.

**Bilan arrêté au 31 décembre 2012**

Le bilan arrêté au 31 décembre 2012 s'établit comme suit.

| <b>BILAN (ACTIF)</b>                           |                      |                           |                      |                     |
|------------------------------------------------|----------------------|---------------------------|----------------------|---------------------|
| <b>Libellé</b>                                 | <b>Brut</b>          | <b>Amort.<br/>Provis.</b> | <b>Net</b>           | <b>2011</b>         |
| <b>ACTIFS NON COURANTS</b>                     |                      |                           |                      |                     |
| Autres immobilisations corporelles             | 282 322,39           | 174 242,99                | 108 079,40           | 152 280,61          |
| Prêts et autres actifs financiers Non courants | 160 000,00           | 0                         | 160 000,00           | 160 000,00          |
| <b>TOTAL ACTIF NON COURANT</b>                 | <b>442 322,39</b>    | <b>174 242,99</b>         | <b>268 079,40</b>    | <b>312 280,61</b>   |
| <b>ACTIF COURANT</b>                           |                      |                           |                      |                     |
| Clients                                        | 2 382 352,79         | 0                         | 2 382 352,79         | 0                   |
| Autres débiteurs                               | 218 799,98           | 0                         | 218 799,98           | 160 000,00          |
| Impôts et assimilés                            | 2 529 539,34         | 0                         | 2 529 539,34         | 2 050 939,45        |
| <b>Disponibilités et assimilés</b>             |                      |                           |                      |                     |
| Trésorerie                                     | 5 720 713,32         | 0                         | 5 720 713,32         | 115 701,61          |
| <b>TOTAL ACTIF COURANT</b>                     | <b>10 851 405,43</b> | <b>0,00</b>               | <b>10 851 405,43</b> | <b>2 326 641,06</b> |
| <b>TOTAL GENERAL ACTIF</b>                     | <b>11 293 727,82</b> | <b>174 242,99</b>         | <b>11 119 484,83</b> | <b>2 638 921,67</b> |

| <b>BILAN (PASSIF)</b>              |                      |                     |
|------------------------------------|----------------------|---------------------|
| <b>Libellé</b>                     | <b>2012</b>          | <b>2011</b>         |
| <b>CAPITAUX PROPRES</b>            |                      |                     |
| Capital émis                       | 100 000,00           | 100 000,00          |
| Résultat net                       | 180 718,72           | 13 045 399,32       |
| Report à nouveau                   | -76 785,65           | -13 122 184,97      |
| Part de la société consolidante    |                      | -76 785,65          |
| <b>TOTAL I</b>                     | <b>203 933,07</b>    | <b>23 214,35</b>    |
| <b>PASSIFS NON-COURANTS</b>        | 0                    | 0                   |
| <b>PASSIFS COURANTS:</b>           |                      |                     |
| Fournisseurs et comptes rattachés  | 5 517 418,68         | 82 322,37           |
| Impôts                             | 6 038,83             | 171 671,25          |
| Autres dettes                      | 5 392 094,25         | 2 361 713,70        |
| Trésorerie passif                  |                      |                     |
| <b>TOTAL II</b>                    | <b>10 915 551,76</b> | <b>2 615 707,32</b> |
| <b>TOTAL GENERAL PASSIF (I+II)</b> | <b>11 119 484,83</b> | <b>2 638 921,67</b> |



## Actif du bilan

### Autres immobilisations corporelles

L'état de l'inventaire physique des investissements, conforme aux livres comptables, fait ressortir les éléments suivants.

| Code         | Compte | Libellé                          | Taux Amortis. | Date acquisition | Valeur d'acquisition | Fournisseur               |
|--------------|--------|----------------------------------|---------------|------------------|----------------------|---------------------------|
| BUR001       | 218400 | BUREAU AVEC RETOUR + CAISSON     | 10%           | 25/03/2010       | 20 000,00            | S.A.T.L                   |
| BUR002       | 218400 | BUREAU 1.4 + CAISSON MOBILE      | 10%           | 25/03/2010       | 10 000,00            | S.A.T.L                   |
| ARM001       | 218400 | ARMOIRES A ETAGERES (02)         | 10%           | 25/03/2010       | 13 000,00            | S.A.T.L                   |
| INFO01       | 218501 | UC HP COMPAQ DX 400 /            | 20%           | 06/01/2009       | 50 747,66            | EURL MPC2000 - KOUBA      |
| INFO02       | 218501 | ECRAN LCT TFT 19" / HP           | 20%           | 06/01/2009       | 17 094,02            | EURL MPC2000 - KOUBA      |
| INFO03       | 218502 | IMPRIMANTE / EPSON SX 105        | 33%           | 06/01/2009       | 4 957,27             | EURL MPC2000 - KOUBA      |
| INFO04       | 218600 | APPAREIL PHOTO SONY 5750         | 20%           | 06/01/2009       | 14 102,56            | EURL MPC 2000             |
| INFO05       | 218501 | LAPTOP LENOVO 3000 N 500/NS 747F | 20%           | 06/01/2009       | 59 813,08            | EURL MPC 2000 - KOUBA     |
| INFO06       | 218700 | CANAPES CONVERTIBLES "CLIC-CLAC" | 10%           | 01/08/2009       | 59 600,00            | EURL ARC-EN-CIEL MEUBLES  |
| MOB001       | 218600 | TELEPHONE MOBILE NOKIA 1208      | 100%          | 16/12/2008       | 5 059,08             | RAYA ALGERIE - SIDI-YAHIA |
| MOB002       | 218700 | TELEVISEUR SAMSUNG               | 20%           | 18/08/2009       | 10 940,17            | SAMHA                     |
| MOB003       | 218700 | REFRIGERATEUR SAMSUNG            | 20%           | 18/08/2009       | 17 008,55            | SAMHA                     |
| <b>Total</b> |        |                                  |               |                  | <b>282 322,39</b>    |                           |

Au cours de l'exercice 2012, aucune acquisition nouvelle donnant lieu à une immobilisation n'a été opérée.

### Prêts et autres actifs financiers non courants

Cette rubrique renferme la caution de garantie représentant un mois de loyer versée au nouveau bailleur, soit 160 000,00 DA. Elle sera restituée lorsque GERTRUDE ALGERIE EURL quittera les lieux.

### Autres débiteurs : 218 799,98 DA

Cette rubrique enregistre principalement le loyer comptabilisé d'avance du mois de janvier 2013, soit 160 000,00 DA.

### **Impôts et assimilés : 2 529 539,34 DA**

Dans cette rubrique figure le précompte de TVA à récupérer pour 2 475 338,59 DA et les acomptes sur l'Impôt sur le Bénéfice des Société pour 54 200,75 DA.

### **Trésorerie : 5 720 713,32 DA**

Cette rubrique regroupe le total des soldes des comptes de banque (Banque Extérieur d'Algérie) et de caisse.

### **Passif du bilan**

#### **Fonds propres : 203 933,07 DA**

Les capitaux propres présentent un solde positif de 203 933,07 DA composé du capital social (+ 100 000,00 DA), de résultat net positif enregistré en 2012 soit 180 718,72 DA et du montant du report à nouveau cumulés des exercices antérieurs qui s'élève à -76 785,65 DA.

#### **Passifs courants**

Les passifs courants sont représentés par les soldes des comptes.

#### **Fournisseurs et comptes rattachés : 5 517 418,68 DA**

Ce poste contient les factures comptabilisées et non payées au 31 décembre 2012. Ces factures qui seront réglées au début de l'année 2013 concernent majoritairement les factures émises par non sous-traitants pour les opérations liées à la 1<sup>ère</sup> ligne de tramway d'Alger.

Les factures de ces sous-traitants sont au nombre de deux et représentent un montant de 4 112 072,98 DA.

#### **Autres dettes : 5 392 094,25 DA**

Dans cette rubrique figure pour l'essentiel le solde des apports en trésorerie faits par l'associé unique et n'ayant pas été affectés au produit financier exceptionnel de l'exercice 2012 ou des précédents, soit 5 290 718,30 DA.

#### **Résultat de l'exercice 2012 : 180 718,72 DA**

Le poste « Résultat » exprime le gain d'exploitation de l'exercice 2012 qui s'établit à 180 718,72 DA.

**Tableau des comptes de résultats au 31/12/2012**

Le compte de résultat de l'exercice 2012 est détaillé dans le tableau ci-dessous.

| <b>LIBELLE</b>                                                | <b>2012</b>           | <b>2011</b>          |
|---------------------------------------------------------------|-----------------------|----------------------|
| Ventes et produits annexes                                    | 7 750 046,57          | 0,00                 |
| <b>I-PRODUCTION DE L'EXERCICE</b>                             | <b>7 750 046,57</b>   | <b>0,00</b>          |
| Achats consommés                                              | -64 589,00            | -198 193,60          |
| Services extérieurs et autres consommations                   | -12 813 332,31        | -6 136 362,30        |
| <b>II-CONSOMMATION DE L'EXERCICE</b>                          | <b>-12 877 821,31</b> | <b>-6 334 555,90</b> |
| <b>III-VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I-II)</b>               | <b>-5 127 774,74</b>  | <b>-6 334 555,90</b> |
| Charges de personnel                                          | -411 600,00           | -1 212 193,15        |
| Impôts, taxes et versements assimilés                         | -63 353,00            | -35 380,46           |
| <b>IV-EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>                        | <b>-5 602 727,74</b>  | <b>-7 582 129,51</b> |
| Autres charges opérationnelles                                |                       | -0,39                |
| Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeurs | -44 201,21            | -352 753,79          |
| <b>V- RESULTAT OPERATIONNEL</b>                               | <b>-5 646 928,95</b>  | <b>-7 934 883,69</b> |
| Produits financiers                                           | 5 931 913,40          | 21 165 954,26        |
| Charges financières                                           | -44 026,15            |                      |
| <b>IV-RESULTAT FINANCIER</b>                                  | <b>5 887 887,25</b>   | <b>21 165 954,26</b> |
| <b>IV-RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOTS ( V+VI)</b>             | <b>240 958,30</b>     | <b>13 231 070,57</b> |
| Impôts exigibles sur résultats ordinaires                     | -60 239,58            | -180 671,25          |
| <b>TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES</b>            | <b>13 681 959,97</b>  | <b>21 165 954,26</b> |
| <b>TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES</b>             | <b>-13 501 241,25</b> | <b>-8 115 554,94</b> |
| <b>VIII-RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES</b>             | <b>180 718,72</b>     | <b>13 050 399,32</b> |
| Eléments extraordinaires (Produits)                           |                       |                      |
| Eléments extraordinaires (Charges)                            |                       | -5 000,00            |
| <b>IX-RESULTAT EXTRAORDINAIRE</b>                             |                       | <b>-5 000,00</b>     |
| <b>X-RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>                           | <b>180 718,72</b>     | <b>13 045 399,32</b> |

## Produits d'exploitation

Avec 7 750 046,57 DA de facturation en 2012, la société réalise au cours de l'exercice 2012 le plus haut niveau de facturation depuis sa création en 2008.

En parallèle et au cours de ce même exercice, la société a dû enregistrer un accroissement de la facturation de ses sous-traitants pour le marché source de l'activité de la société. En conséquence, le présent exercice 2012 constitue une année de transition pendant lequel le soutien de sa Maison Mère, concrétisé par un abandon de créance et par un produit financier pour la société, s'est avéré une nouvelle fois nécessaire.

Le caractère transitoire de cet exercice est explicité dans le paragraphe consacré aux perspectives 2013.

## Produits financiers

Le montant de 5 931 913,40 DA est affecté aux produits financiers de l'exercice au titre de l'abandon de créance consentie par la Maison Mère de l'entreprise.

## Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation de l'exercice 2012 totalisent **13 396 975,52 DA**.

Le tableau ci-dessous présente le récapitulatif des principales charges d'exploitation.

| <b>NATURE DES CHARGES</b>           | <b>MONTANT</b> |
|-------------------------------------|----------------|
| SOUS-TRATANCE GENERALE              | 8 212 358,48   |
| LOCATION BUREAUX (SIEGE)            | 480 000,00     |
| LOCATION LOGEMENT DE FONCTION       | 1 440 000,00   |
| HONORAIRES EXPERT COMPTABLE         | 843 000,00     |
| HONORAIRES AVOCATS                  | 880 432,05     |
| HONORAIRES COMMISSAIRE AUX COMPTES  | 110 000,00     |
| FRAIS DE FORMATION DU PERSONNEL     | 16 461,54      |
| CHARGES DE PERSONNEL                | 411 600,00     |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS        | 44 201,21      |
| IMPOTS TAXES ET VERSEMENT ASSIMILES | 63 353,00      |

## II. HISTORIQUE ET FONCTIONNEMENT DE LA SOCIETE

Les éléments majeurs suivants précisent les raisons de la création de la société et les événements principaux s'y rapportant.

### Au moment de la création de GERTRUDE Algérie EURL

- Création de la société GERTRUDE Algérie EURL en 2008 pour une implantation durable en Algérie.
- Signature d'un contrat avec ALSTOM Algérie Spa, pour la réalisation d'une partie des prestations liées à la mise en œuvre de la 1<sup>ère</sup> ligne de tramway d'ALGER.
- Titulaire, auprès d'ALSTOM Algérie Spa de ce contrat, les projets identiques à ORAN et CONSTATINE ainsi que des projets d'étude et de gestion de trafic comme à MOSTAGONIEM ou à ALGER, constituaient des cibles potentielles pour la société ainsi que pour sa Maison Mère GERTRUDE SAEM (France).
- Le Conseil d'Administration de GERTRUDE SAEM, au cours de l'année 2008, s'est prononcé favorablement et à l'unanimité pour cet investissement en Algérie.

### Au cours des années 2009, 2010, 2011

- Les années 2009, 2010 et 2011 n'ont pas permis de contracter de nouveaux projets, ni d'accroître le carnet de commande de l'entreprise.
- Des retards successifs, non imputables à l'entreprise, ont créé un déséquilibre financier récurrent, dans la mesure où l'entreprise n'a jamais été en position de facturer les prestations prévues et initialement planifiées en 2008, 2009 et 2010.
- L'entreprise, titulaire pour l'instant de ce seul marché et de façon évidente, a subi cette situation, se traduisant par la facturation cumulée de seulement 30% de son carnet de commande, au cours des années 2008, 2009, 2010 et 2011.
- Dans ce contexte, l'entreprise n'a eu d'autre choix que de solliciter et d'obtenir le soutien de sa Maison Mère, aux travers d'avances de fonds, initialement remboursables et ayant été imputés sur le compte courant de l'entreprise.

### Au cours de l'année 2011

- Un nouveau Gérant a été nommé en juin 2011, Monsieur Eric Franceries
- De nouveaux retards dans l'exécution du tramway d'Alger n'ont pas permis à la société de réaliser les prestations initialement prévus, conduisant par ailleurs à ne pas remplacer Monsieur Amine TOUBALINE, démissionnaire de la société en 2011
- Dans une situation mettant en évidence la nécessité d'accroître le carnet de commande de l'entreprise, la décision a été prise d'accorder la priorité à la négociation menée avec ALSTOM pour les extensions du projet.
- Dans ce contexte, l'entreprise a sollicité et obtenu la confirmation du soutien financier de sa Maison Mère.
- A la demande du nouveau Gérant l'entreprise a obtenue la conclusion favorable d'une action en abandon de créance et l'autorisation d'affecter la majeure partie des fonds reçus aux produits financiers de l'année 2011.
- Maintien des contrats avec nos conseillers, Expert Comptable et Commissaire aux Comptes.
- Maintien du contrat de mise à disposition d'un véhicule avec chauffeur afin de faciliter le déplacement des équipes techniques et administratives de GERTRUDE SAEM venant de France pour exécuter les tâches lui incombant sur ce projet.
- Des opportunités d'extension d'activité pour l'entreprise sont devenues concrètes au cours du 2<sup>ème</sup> semestre de l'année 2011, laissant espérer l'obtention d'une extension de contrat au cours de l'année 2012.



## Au cours de l'année 2012

- La production s'est accélérée.
- Le contrat espéré a finalement été signé au mois de mai 2012, augmentant par voie de conséquence le carnet de commande de la société de plus de 18 000 000 de DA, alors même que le cumul des enregistrements commerciaux précédents, obtenus depuis la création de l'entreprise ne représentaient qu'environ 12 500 000 de DA.
- Afin d'assurer la relance de la production de la société et de préparer ses futurs exercices, la société a embauché un nouvel ingénieur au mois de juin 2012, à ce stade, pour une durée déterminée de 12 mois.
- Des négociations pour de nouvelles extensions d'activité ont été initiées au cours du second semestre de l'année. Le début de l'année 2013 devrait voir l'aboutissement de ces nouveaux contrats, préparant ainsi des exercices 2013 et 2014 plus favorables.

### **III. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE ET LA REDACTION DU PRESENT RAPPORT DE GESTION**

#### **Activités de GERTRUDE Algérie EURL**

Le début de l'année 2013 confirme la relance de l'activité de la société.

Ainsi, à la date de rédaction du présent rapport de gestion, la production réalisée par la société dépasse déjà les 5 000 000 de DA.

Malgré cette reprise d'activité, compte tenu que l'entreprise ne maîtrise pas la livraison des travaux préparatoires lui permettant d'intervenir et compte tenu des incertitudes restant sur la signature des nouveaux contrats commerciaux avec ALSTOM, il a été décidé de ne pas engager l'entreprise dans de nouvelles dépenses en attendant la confirmation de la consolidation de son carnet de commande.

En conséquence :

- Aucune embauche complémentaire n'est décidée à ce jour.
- La Maison Mère de l'entreprise a décidé de maintenir le soutien opérationnel apporté à la filiale en accroissant la présence d'équipes techniques de GERTRUDE SAEM en Algérie au cours des 5 premiers mois de l'exercice, de façon à suivre l'évolution du chantier et à participer activement aux prestations à réaliser.

#### **Confirmation de la signature probable d'un contrat complémentaire pour GERTRUDE Algérie EURL**

Cet aspect est décrit dans le chapitre IV, consacré aux perspectives 2013, mais après en avoir scellé l'accord, il est ici rappelé que l'entreprise devrait signer un nouveau contrat de près de 10 300 000,00 de DA, au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, pour des activités portant sur l'allongement de la ligne de tramway d'Alger.

#### IV. EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES 2013

L'année 2012 s'est entre autre caractérisée par la signature avec Alstom d'un nouveau contrat, ce dernier portant le total des commandes enregistrées par la société depuis sa création d'environ 12 500 000 DA à environ 31 000 000 DA.

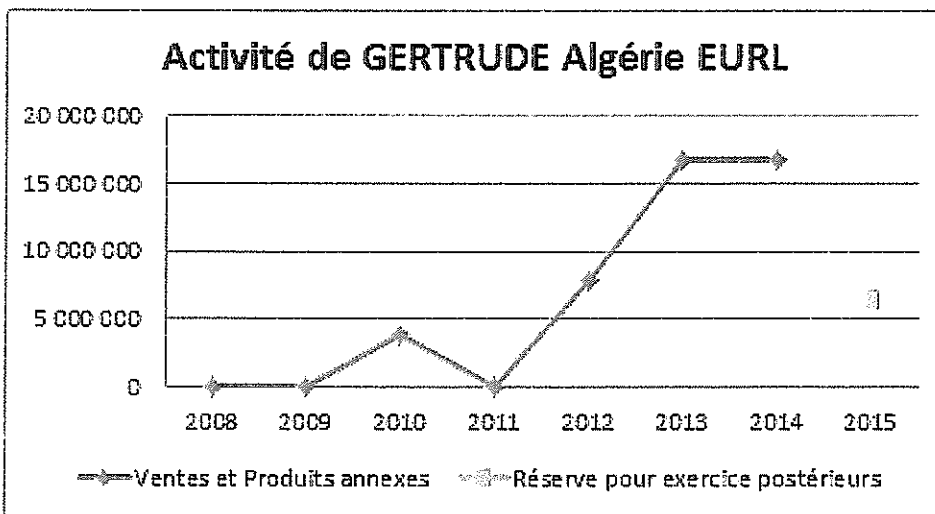
Il est important de noter que cette augmentation du carnet de commande de la société concerne exclusivement les nouvelles activités confiées à GERTRUDE dans le cadre d'une extension d'activité conclue pour l'allongement de la ligne de tramway et dont l'essentiel des activités se déroulera en 2013 et en 2014.

En conséquence, compte tenu de cet avenant mais également des nouvelles négociations en cours avec ALSTOM Algérie Spa, le carnet de commande de la société au soir du 31 décembre 2012 peut être synthétisé comme suit.

| Contrats                                       | Statut                     | Montants DA       |
|------------------------------------------------|----------------------------|-------------------|
| CA restant à facturer sur le contrat principal | Signé                      | 3 434 800         |
| CA restant à facturer sur l'avenant 1          | Signé                      | 0                 |
| CA restant à facturer sur l'avenant 2          | Signé                      | 16 042 490        |
| CA restant à facturer sur l'avenant 3          | Accordé signature en cours | 10 294 553        |
| CA restant à facturer sur BDC Divers           | Accordé signature en cours | 256 000           |
| CA restant à facturer sur l'avenant 4          | En négociation             | 10 000 000        |
| <b>Total</b>                                   |                            | <b>40 027 843</b> |

La composition de ce carnet de commande, pour des activités devant être réalisées entre 2013 et 2014, permet d'envisager une situation équilibrée de la société pour les années 2013 et 2014 sans qu'un soutien massif de la Maison Mère ne soit nécessaire.

En tenant compte des éléments présentés ci-dessus, l'évolution des activités produites par GERTRUDE Algérie EURL depuis sa création pourrait être synthétisée par le graphique suivant.



Ces perspectives créent les meilleures conditions de progression de GERTRUDE Algérie EURL depuis sa création.

## **V. MAINTIEN A NIVEAU DES CAPITAUX PROPRES DE L'ENTREPRISE AVEC L'EXERCICE 2012**

Dès la clôture de l'exercice comptable clos au 31/12/2008 et l'apparition des premiers déficits, GERTRUDE SAEM, par l'intermédiaire de son représentant et en Assemblée Générale de GERTRUDE Algérie EURL, a affiché sa volonté de maintenir sa filiale en activité.

Au soir du 31 décembre 2010, l'entreprise ne disposait plus de capitaux propres qui, compte tenu des déficits cumulés, montraient un solde négatif de -13 329 084.97 DA.

Depuis le début de l'année 2011, des actions sont menées pour que les capitaux propres de l'entreprise retrouvent un solde règlementaire et positif et que ces derniers soient au minimum maintenus stables ou qu'ils bénéficient d'une croissance réaliste.

L'exercice 2012 a ainsi permis de réussir cet objectif de stabilité et de légère croissance avec des capitaux propres de l'entreprise affichant un solde positif avant impôt, de 203 933,07 DA.

## **VI. CONVENTION ENVISAGEE A PASSER ENTRE GERTRUDE SAEM ET GERTRUDE Algérie EURL**

Conformément aux termes du rapport de gestion pour l'exercice 2011, nous rappelons que la société GERTRUDE SAEM a sollicité le Gérant de sa filiale pour que soit formalisée la signature d'une convention passée entre la Maison Mère et la filiale, fixant les types de frais de cette dernière, et leurs modalités de pris en charge par sa Maison Mère.

Compte tenu du contenu de l'exercice 2012 de la société, du nouveau contrat signé avec ALSTOM Algérie Spa au mois de juin 2012 pour plus de 18 000 0000 DA et compte tenu également des négociations en cours pour la signature de nouveaux contrats, l'année 2012 apparait comme une période de transition vers des exercices 2013 et 2014 proches de l'équilibre de la société et ne nécessitant plus un soutien massif de sa Maison Mère.

En conséquence, la mise en place de ladite convention a été suspendue. Cette dernière sera remise à l'ordre du jour, si la société se trouvait à nouveau dans une situation financière délicate impliquant un nouveau soutien massif de sa Maison Mère.

## **VII. RAPPELS SUR L'ORGANISATION DES ACTIVITES DE 2012**

Rappel est fait qu'au cours de l'exercice 2012, ALSTOM Algérie Spa est resté le seul client de l'entreprise, et ce malgré quelques contacts initiés pour d'autres projets.

Dans ces conditions, il est apparu prudent de ne pas remplacer immédiatement Monsieur Toubaline, salarié de l'entreprise et ayant décidé de quitter l'entreprise au cours de l'année 2011.

Dans le contexte et au début de l'exercice 2012, la majorité des prestations en relation avec le projet de tramway d'Alger ont été exécutées par du personnel de GERTRUDE SAEM, depuis le siège de cette dernière ainsi qu'en mission sur site à Alger, les équipes logeant à ces occasions dans le logement du Gérant, mis à leur disposition.

Ces prestations ont principalement consisté aux tâches suivantes.

- Etudes techniques et d'ingénierie de trafic
- Programmation de contrôleurs de carrefours
- Développements informatiques
- Mise en service
- Coordination du projet
- Formation des équipes d'exploitation du client

La relance des activités se confirmant en cours d'année, la décision d'embaucher un nouvel ingénieur a été prise dès le mois de juin 2012.

Ce nouveau collaborateur a été formé par les équipes de GERTRUDE SAEM lors des effectuées mission sur site à Alger, afin que ce dernier puisse atteindre un seuil d'autonomie lui permettant d'assurer le suivi du chantier sans la présence des équipes de la Maison Mère.

Enfin, à l'instar des exercices passées, au regard des conditions actuelles de fonctionnement de la société GERTRUDE ALGERIE EURL et compte tenu du statut du gérant au sein de la société mère GERTRUDE SAEM, il est rappelé que le Gérant de l'entreprise ne perçoit aucune rémunération pour sa mission de gérance.

En effet les conditions d'exploitation de l'entreprise connaissent une phase de lancement plus longue que prévue. Le niveau d'activité généré par l'entreprise reste encore faible mais il devrait progresser dans les années à venir, comme spécifié dans le paragraphe décrivant les perspectives d'avenir.

## **VIII. CLOTURE**

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément et que vous voudrez bien approuver l'arrêté des comptes.

**Le Gérant  
Eric FRANCERIES**



## **GERTRUDE**

Société Anonyme d'Economie Mixte  
au capital de 594 551,17 €uros

Siège social  
9 rue de Ségur - 33000 BORDEAUX  
RCS BORDEAUX n° 321 523 086

### **EXERCICE 2012**

### **RAPPORT DE GESTION DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012**

### **ANNEXE 06**

### **Détail des comptes et du bilan de la société au soir de la clôture de l'exercice 2012**



## Détail des comptes et du bilan de la société au soir du 31 décembre 2012

Les comptes de la société au soir de l'exercice clos en décembre 2012 sont détaillés dans le document séparé, édité par l'Expert-Comptable, le Cabinet CAGEC AUDIT et présentant l'ensemble des chiffres de l'entreprise.

Ce document détaille les informations suivantes.

- Attestation de résultat pour l'exercice clos le 31 décembre 2012
- Comptes annuels
- Annexe comptable
- Détail des comptes
  - Bilan au soir du 31 décembre 2012
  - Compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2012
- Analyses du bilan
- Etats de gestion
- Imprimés fiscaux
- Tableaux des immobilisations et amortissements

Ce document est annexé au rapport de gestion de l'exercice.



**KPMG AUDIT SUD-OUEST**  
224 rue Carmin  
31676 Labège Cedex  
France

Téléphone : +33 (0)5 82 52 52 52  
Télécopie : +33 (0)5 82 52 52 51  
Site internet : [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

## **GERTRUDE SAEM**

# **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 décembre 2012**  
**GERTRUDE SAEM**  
**9 rue de Ségur - 33000 Bordeaux**  
*Ce rapport contient 23 pages*

KPMG Audit Sud-Ouest,  
société française membre du réseau KPMG  
constitué de cabinets indépendants adhérents de  
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société par actions simplifiée  
inscrite à la Compagnie  
Régionale  
des Commissaires aux Comptes  
de Toulouse.

Siège social :  
KPMG Audit Sud-Ouest  
224 Rue Carmin  
31676 Labège Cedex  
Capital : 200 000 €,  
Code APE 6920Z  
512 802 688 R.C.S. Toulouse  
TVA Union Européenne  
FR 95 51 28 02 688



**KPMG AUDIT SUD-OUEST**  
224 rue Carmin  
31676 Labège Cedex  
France

Téléphone : +33 (0)5 82 52 52 52  
Télécopie : +33 (0)5 82 52 52 51  
Site internet : [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

## **GERTRUDE SAEM**

Siège social : 9 rue de Ségur - 33000 Bordeaux  
Capital social : €.594.551

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2012

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société GERTRUDE SAEM tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## **1 Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## **2 Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne l'évaluation des créances clients.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

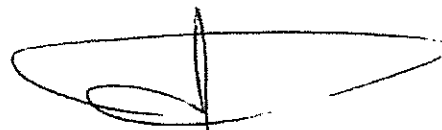
## **3 Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Le 12 juin 2013

KPMG Audit Sud-Ouest



Franck Cournut  
*Associé*

## SAEM GERTRUDE

## BILAN ACTIF

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

| ACTIF                                                   | Valeurs au 31/12/12 |                   |                     | Valeurs au 31/12/11 |
|---------------------------------------------------------|---------------------|-------------------|---------------------|---------------------|
|                                                         | Val. Brutes         | Amort. & dépréc.  | Val. Nettes         |                     |
| <b>Capital souscrit non appelé</b>                      |                     |                   |                     |                     |
| <b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>                                 |                     |                   |                     |                     |
| <b>Immobilisations incorporelles</b>                    |                     |                   |                     |                     |
| Frais d'établissement                                   |                     |                   |                     |                     |
| Frais de développement                                  | 22 968.00           | 22 968.00         |                     |                     |
| Concessions, brevets et droits similaires               | 44 945.35           | 38 782.52         | 6 162.83            |                     |
| Fonds commercial (1)                                    |                     |                   |                     |                     |
| Autres immobilisations incorporelles                    |                     |                   |                     |                     |
| Immobilisations incorporelles en cours                  |                     |                   |                     |                     |
| Avances et acomptes                                     |                     |                   |                     |                     |
| <b>Immobilisations corporelles</b>                      |                     |                   |                     |                     |
| Terrains                                                |                     |                   |                     |                     |
| Constructions                                           |                     |                   |                     |                     |
| Installations tech., matériel et outillages industriels | 12 081.71           | 9 727.79          | 2 353.92            | 3 567.26            |
| Autres immobilisations corporelles                      | 234 573.48          | 224 831.41        | 9 742.07            | 4 983.93            |
| Immobilisations corporelles en cours                    |                     |                   |                     |                     |
| Avances et acomptes                                     |                     |                   |                     |                     |
| <b>Immobilisations financières (2)</b>                  |                     |                   |                     |                     |
| Participations                                          |                     |                   |                     |                     |
| Créances rattachées à des participations                |                     |                   |                     |                     |
| Titres immobilisés de l'activité de portefeuille        |                     |                   |                     |                     |
| Autres titres immobilisés                               | 37 208.21           | 27 683.04         | 9 525.17            | 11 603.72           |
| Prêts                                                   |                     |                   |                     |                     |
| Autres immobilisations financières                      | 3 115.81            |                   | 3 115.81            | 6 974.17            |
| <b>TOTAL (I)</b>                                        | <b>354 892.56</b>   | <b>323 992.76</b> | <b>30 899.80</b>    | <b>27 129.08</b>    |
| <b>ACTIF CIRCULANT</b>                                  |                     |                   |                     |                     |
| <b>Stocks et en-cours</b>                               |                     |                   |                     |                     |
| Matières premières et autres approvisionnements         |                     |                   |                     |                     |
| En-cours de production (biens et services)              | 12 714.33           |                   | 12 714.33           |                     |
| Produits intermédiaires et finis                        |                     |                   |                     | 296 253.93          |
| Marchandises                                            | 81 539.00           |                   | 81 539.00           |                     |
| <b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>         |                     |                   |                     |                     |
| <b>Créances</b>                                         |                     |                   |                     |                     |
| Clients (3)                                             | 1 145 080.93        |                   | 1 145 080.93        | 933 741.16          |
| Clients douteux, litigieux (3)                          | 269 735.39          | 268 108.78        | 1 626.61            | 102 560.64          |
| Clients Factures à établir (3)                          | 400 394.79          |                   | 400 394.79          | 324 298.66          |
| Personnel et comptes rattachés (3)                      |                     |                   |                     |                     |
| Créances fiscales et sociales (3)                       | 27 211.35           |                   | 27 211.35           | 166 740.82          |
| Groupe et associés (3)                                  | 50 853.67           | 50 853.67         |                     |                     |
| Débiteurs divers (3)                                    | 78 877.36           |                   | 78 877.36           | 69 299.68           |
| Capital souscrit - appelé non versé                     |                     |                   |                     |                     |
| <b>Valeurs mobilières de placement</b>                  |                     |                   |                     |                     |
| Actions propres                                         |                     |                   |                     |                     |
| Autres titres                                           | 100 244.00          |                   | 100 244.00          |                     |
| <b>Instruments de trésorerie</b>                        |                     |                   |                     |                     |
| Disponibilités                                          | 1 063 591.08        |                   | 1 063 591.08        | 363 186.33          |
| Charges constatées d'avance (3)                         | 33 844.08           |                   | 33 844.08           | 37 314.99           |
| <b>TOTAL (II)</b>                                       | <b>3 264 085.98</b> | <b>318 962.45</b> | <b>2 945 123.53</b> | <b>2 293 396.21</b> |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)        |                     |                   |                     |                     |
| Primes de remboursement des emprunts (IV)               |                     |                   |                     |                     |
| Écarts de conversion actif (V)                          |                     |                   |                     | 4 553.62            |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL(I + II + III + IV + V)</b>             | <b>3 618 978.54</b> | <b>642 955.21</b> | <b>2 976 023.33</b> | <b>2 325 078.91</b> |

(1) Tout droit au bail

(2) Tout à moins d'un ou (brut)

(3) Tout à plus d'un ou (brut)



**SAEM GERTRUDE**  
**BILAN PASSIF**  
 Du 01/01/2012 au 31/12/2012

| <b>PASSIF</b>                                                        | Valeurs<br>au 31/12/12 | Valeurs<br>au 31/12/11 |
|----------------------------------------------------------------------|------------------------|------------------------|
| <b>CAPITAUX PROPRES</b>                                              |                        |                        |
| Capital (dont versé : 0 )                                            | 594 551.17             | 594 551.17             |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport                               |                        |                        |
| Écarts de réévaluation                                               |                        |                        |
| Écart d'équivalence                                                  |                        |                        |
| <b>Réserves</b>                                                      |                        |                        |
| Réserve légale                                                       | 59 455.12              | 59 455.12              |
| Réserves statutaires ou contractuelles                               | 54 835.05              | 54 835.05              |
| Réserves réglementées                                                |                        |                        |
| Autres réserves                                                      |                        |                        |
| <b>Report à nouveau</b>                                              | 283 651.06             | 152 871.68             |
| <b>Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)</b>                    | 244 802.17             | 130 779.38             |
| <b>SITUATIONNETTE</b>                                                | 1 237 294.57           | 992 492.40             |
| Subventions d'investissement                                         |                        |                        |
| Provisions réglementées                                              |                        |                        |
| <b>TOTAL (I)</b>                                                     | <b>1 237 294.57</b>    | <b>992 492.40</b>      |
| <b>AUTRES FONDS PROPRES</b>                                          |                        |                        |
| Produit des émissions de titres participatifs                        |                        |                        |
| Avances conditionnées                                                |                        |                        |
| <b>TOTAL (I) Bis</b>                                                 |                        |                        |
| <b>PROVISIONS</b>                                                    |                        |                        |
| Provisions pour risques                                              | 12 988.00              | 4 553.62               |
| Provisions pour charges                                              |                        |                        |
| <b>TOTAL (II)</b>                                                    | <b>12 988.00</b>       | <b>4 553.62</b>        |
| <b>DETTES (1)</b>                                                    |                        |                        |
| Emprunts obligataires convertibles                                   |                        |                        |
| Autres emprunts obligataires                                         |                        |                        |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)           |                        |                        |
| Emprunts et dettes financières diverses (3)                          |                        |                        |
| Groupe et associés                                                   | 4 230.60               | 4 230.60               |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours                     |                        |                        |
| Fournisseurs                                                         | 79 444.82              | 192 650.27             |
| Fournisseurs, factures non parvenues                                 | 47 754.41              | 31 964.01              |
| Dettes fiscales et sociales                                          | 801 379.55             | 812 398.60             |
| Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés                      |                        |                        |
| Autres dettes                                                        | 87 423.07              | 247 370.35             |
| Instruments de trésorerie                                            |                        |                        |
| Produits constatés d'avance                                          | 703 607.20             | 37 128.40              |
| <b>TOTAL (III)</b>                                                   | <b>1 723 839.65</b>    | <b>1 325 742.23</b>    |
| Écarts de conversion passif (IV)                                     | 1 901.11               | 2 290.66               |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)</b>                             | <b>2 976 023.33</b>    | <b>2 325 078.91</b>    |
| (1) Dont à plus d'un an                                              |                        |                        |
| (1) Dont à moins d'un an                                             | 1 723 839.65           | 1 325 742.23           |
| (2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques |                        |                        |
| (3) Dont emprunts participatifs                                      |                        |                        |

## SAEM GERTRUDE

## COMPTES DE RÉSULTAT SYNTHÉTIQUE

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

|                                                                                   | Du 01/01/12<br>Au 31/12/12 | Du 01/01/11<br>Au 31/12/11 | Variation          |               |
|-----------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------|--------------------|---------------|
|                                                                                   |                            |                            | en valeur          | en %          |
| <b>Produits d'exploitation (1)</b>                                                |                            |                            |                    |               |
| Ventes de marchandises<br><i>dont à l'exportation :</i>                           |                            |                            |                    |               |
| Production vendue (biens et services)<br><i>dont à l'exportation : 790 046.79</i> | 3 415 101.31               | 3 820 119.85               | -405 018.54        | -10.60        |
| <b>Montant net du chiffre d'affaires</b>                                          | <b>3 415 101.31</b>        | <b>3 820 119.85</b>        | <b>-405 018.54</b> | <b>-10.60</b> |
| Production stockée                                                                |                            |                            |                    |               |
| Production immobilisée                                                            |                            |                            |                    |               |
| Subventions d'exploitation                                                        |                            |                            |                    |               |
| Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges                | 70 532.36                  | 40 507.32                  | 30 025.04          | 74.12         |
| Autres produits                                                                   | 123.47                     | 252.78                     | -129.31            | -51.16        |
| <b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION ( I )</b>                                    | <b>3 485 757.14</b>        | <b>3 860 879.95</b>        | <b>-375 122.81</b> | <b>-9.72</b>  |
| <b>Charges d'exploitation (2)</b>                                                 |                            |                            |                    |               |
| Achats de marchandises                                                            |                            |                            |                    |               |
| Variation de stocks                                                               |                            |                            |                    |               |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements                         |                            |                            |                    |               |
| Variation de stocks                                                               | 202 000.60                 | 106 867.30                 | 95 133.30          | 89.02         |
| Autres achats et charges externes                                                 | 814 425.56                 | 1 327 591.75               | -513 166.19        | -38.65        |
| Impôts, taxes et versements assimilés                                             | 80 442.55                  | 82 337.31                  | -1 894.76          | -2.30         |
| Salaires et traitements                                                           | 1 244 903.39               | 1 260 996.52               | -16 093.13         | -1.28         |
| Charges sociales                                                                  | 593 157.55                 | 625 769.03                 | -32 611.48         | -5.21         |
| Dotations aux amortissements et dépréciations                                     |                            |                            |                    |               |
| Sur immobilisations : dotations aux amortissements                                | 8 183.44                   | 4 503.69                   | 3 679.75           | 81.71         |
| Sur immobilisations : dotations aux dépréciations                                 |                            |                            |                    |               |
| Sur actif circulant : dotations aux dépréciations                                 | 34 531.26                  | 197 569.63                 | -163 038.37        | -82.52        |
| Dotations aux provisions                                                          |                            |                            |                    |               |
| Autres charges                                                                    | 770.42                     | 1 494.77                   | -724.35            | -48.46        |
| <b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION ( II )</b>                                    | <b>2 978 414.77</b>        | <b>3 607 130.00</b>        | <b>-628 715.23</b> | <b>-17.43</b> |
| <b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION ( I - II )</b>                                         | <b>507 342.37</b>          | <b>253 749.95</b>          | <b>253 592.42</b>  | <b>99.94</b>  |
| Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun                          |                            |                            |                    |               |
| Bénéfice ou perte transférée (III)                                                |                            |                            |                    |               |
| Perte ou bénéfice transféré (IV)                                                  |                            |                            |                    |               |
| <i>(1) Dont produits affectés à des exercices antérieurs</i>                      |                            |                            |                    |               |
| <i>(2) Dont charges affectées à des exercices antérieurs</i>                      |                            |                            |                    |               |

## COMPTES DE RÉSULTAT SYNTHÉTIQUE (SUITE)

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

|                                                            | Du 01/01/12<br>Au 31/12/12 | Du 01/01/11<br>Au 31/12/11 | Variation          |               |
|------------------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------|--------------------|---------------|
|                                                            |                            |                            | en valeur          | en %          |
| <b>Produits financiers</b>                                 |                            |                            |                    |               |
| De participation (3)                                       |                            |                            |                    |               |
| D'autres valeurs mob. et créances d'actif immob.(3)        |                            |                            |                    |               |
| Autres intérêts et produits assimilés (3)                  | 2 615.00                   | 337.61                     | 2 277.39           | 674.56        |
| Reprises sur prov. et dépréciations et transf. de charges  | 4 553.62                   | 169 470.86                 | -164 917.24        | -97.31        |
| Différences positives de change                            | 895.91                     | 5 106.77                   | -4 210.86          | -82.16        |
| Produits nets sur cessions de val.mob. de placement        |                            |                            |                    |               |
| <b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS ( V )</b>                 | <b>8 064.53</b>            | <b>174 915.24</b>          | <b>-166 850.71</b> | <b>-95.39</b> |
| <b>Charges financières</b>                                 |                            |                            |                    |               |
| Dotations amortissements, dépréciations, provisions        | 46 686.55                  | 23 807.29                  | 22 879.26          | 96.10         |
| Intérêts et charges assimilées (4)                         | 4 379.67                   | 231 253.91                 | -226 874.24        | -98.11        |
| Différences négatives de change                            | 81.08                      | 924.05                     | -842.97            | -91.23        |
| Charges sur cessions de valeurs mob. de placement          |                            |                            |                    |               |
| <b>TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES ( VI )</b>                | <b>51 147.30</b>           | <b>255 985.25</b>          | <b>-204 837.95</b> | <b>-80.02</b> |
| <b>RÉSULTAT FINANCIER ( V - VI )</b>                       | <b>-43 082.77</b>          | <b>-81 070.01</b>          | <b>37 987.24</b>   | <b>46.86</b>  |
| <b>RÉSULTAT COURANT avt impôts (I-II+III-IV+V-VI)</b>      | <b>464 259.60</b>          | <b>172 679.94</b>          | <b>291 579.66</b>  | <b>168.86</b> |
| <b>Produits exceptionnels</b>                              |                            |                            |                    |               |
| Sur opérations de gestion                                  | 4 779.06                   | 4 704.23                   | 74.83              | 1.59          |
| Sur opérations en capital                                  |                            |                            |                    |               |
| Reprises sur prov., dépréciations et transferts de charges | 964.00                     | 685.71                     | 278.29             | 40.58         |
| <b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS ( VII )</b>            | <b>5 743.06</b>            | <b>5 389.94</b>            | <b>353.12</b>      | <b>6.55</b>   |
| <b>Charges exceptionnelles</b>                             |                            |                            |                    |               |
| Sur opérations de gestion                                  | 65 180.49                  | 1 520.00                   | 63 660.49          |               |
| Sur opérations en capital                                  |                            | 644.50                     | -644.50            | -100.00       |
| Dotations amortissements, dépréciations, provisions        |                            |                            |                    |               |
| <b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)</b>            | <b>65 180.49</b>           | <b>2 164.50</b>            | <b>63 015.99</b>   |               |
| <b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>                               | <b>-59 437.43</b>          | <b>3 225.44</b>            | <b>-62 662.87</b>  | <b>942.77</b> |
| Participation des salariés aux résultats (IX)              | 20 321.00                  | 8 795.00                   | 11 526.00          | 131.05        |
| Impôt sur les bénéfices (X)                                | 139 699.00                 | 36 331.00                  | 103 368.00         | 284.52        |
| <b>TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)</b>                    | <b>3 499 564.73</b>        | <b>4 041 185.13</b>        | <b>-541 620.40</b> | <b>-13.40</b> |
| <b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>              | <b>3 254 762.56</b>        | <b>3 910 405.75</b>        | <b>-655 643.19</b> | <b>-16.77</b> |
| <b>Bénéfice ou Perte</b>                                   | <b>244 802.17</b>          | <b>130 779.38</b>          | <b>114 022.79</b>  | <b>87.19</b>  |

(3) Dont produits concernant les entités liées

(4) Dont intérêts concernant les entités liées

**RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES**

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

**RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES**

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Un abandon de créances à caractère commercial a été accordé à la filiale Algérienne pour un montant de 55.400 €

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été établis dans le respect des dispositions du plan comptable général 1999, règlement CRC 1999-03 et des règlements CRC 2002-10, 2003-07 et 2004-06.

Pour l'application de ces règlements, l'entreprise a choisi la méthode prospective.

Les principales méthodes sont les suivantes :

**Immobilisations corporelles**

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation ou de la durée d'usage prévue :

|                                               |                 |
|-----------------------------------------------|-----------------|
| - Agencement et aménagement des constructions | 10 ans          |
| - Matériels et outillages industriels         | entre 2 & 5 ans |
| - Matériel de transport                       | entre 2 & 4 ans |
| - Matériel de bureau                          | entre 3 & 5 ans |
| - Frais de recherches & dvpt                  | entre 1 & 2 ans |
| - Frais de logiciel                           | 1 an            |

**Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

**Stocks**

Les stocks sont évalués au prix de revient.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les travaux en cours sont valorisés selon la méthode de l'avancement, dans le cadre de contrats à long terme.

SAEM GERTRUDE

## RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

### **Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Une provision est constituée lorsque certaines difficultés de recouvrement se présentent.



## IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

| CADRE A                           | IMMOBILISATIONS                                         | V. brute des immob<br>début d'exercice  | Augmentations        |              |           |
|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------------------------|----------------------|--------------|-----------|
|                                   |                                                         |                                         | suite à réévaluation | acquisitions |           |
| INCORPOR.                         | Frais d'établissement, de recherche et de développement | TOTAL I                                 | 22 968.00            |              |           |
|                                   | Autres postes d'immobilisations incorporelles           | TOTAL II                                | 38 083.64            | 6 861.71     |           |
| CORPORELLES                       | Terrains                                                |                                         |                      |              |           |
|                                   | Constructions                                           | Sur sol propre                          |                      |              |           |
|                                   |                                                         | Sur sol d'autrui                        |                      |              |           |
|                                   |                                                         | Instal.géné., agencés & aménagés const. |                      |              |           |
|                                   | Installations techniques, matériel & outillage indust.  |                                         | 12 081.71            |              |           |
|                                   | Autres immos corporelles                                | Instal. gén., agencés & aménagés divers |                      | 2 866.00     |           |
|                                   |                                                         | Matériel de transport                   |                      | 16 371.22    | 10 300.00 |
|                                   | Matériel de bureau & info., mobilier                    |                                         | 204 306.90           | 729.36       |           |
|                                   | Emballages récupérables & divers                        |                                         |                      |              |           |
|                                   | Immobilisations corporelles en cours                    |                                         |                      |              |           |
|                                   | Avances et acomptes                                     |                                         |                      |              |           |
|                                   |                                                         | TOTAL III                               | 235 625.83           | 11 029.36    |           |
| FINANCIERES                       | Participations évaluées par mise en équivalence         |                                         |                      |              |           |
|                                   | Autres participations                                   |                                         |                      |              |           |
|                                   | Autres titres immobilisés                               |                                         | 37 188.21            | 20.00        |           |
|                                   | Prêts et autres immobilisations financières             |                                         | 6 974.17             | -3 858.36    |           |
|                                   |                                                         | TOTAL IV                                | 44 162.38            | -3 838.36    |           |
| TOTAL GENERAL (I + II + III + IV) |                                                         |                                         | 340 839.85           | 14 052.71    |           |

| CADRE B                           | IMMOBILISATIONS                        | Diminutions               |              | Valeur brute des immob. fin ex. | Réévaluation léga<br>Valeur d'origine |  |
|-----------------------------------|----------------------------------------|---------------------------|--------------|---------------------------------|---------------------------------------|--|
|                                   |                                        | par virt poste            | par cessions |                                 |                                       |  |
| INCORPOR.                         | Frais d'éts. de recherche & de dével.  | TOTAL I                   |              | 22 968.00                       |                                       |  |
|                                   | Autres postes d'immob. incorporelles   | TOTAL II                  |              | 44 945.35                       |                                       |  |
| CORPORELLES                       | Terrains                               |                           |              |                                 |                                       |  |
|                                   | Constructions                          | Sur sol propre            |              |                                 |                                       |  |
|                                   |                                        | Sur sol d'autrui          |              |                                 |                                       |  |
|                                   |                                        | Ins. gal. agen. amé. cons |              |                                 |                                       |  |
|                                   | Inst.tech., mat. outillage indust.     |                           |              | 12 081.71                       |                                       |  |
|                                   | Autres immos corporelles               | Ins. gal. agen. amé. div. |              |                                 | 2 866.00                              |  |
|                                   |                                        | Matériel de transport     |              |                                 | 26 671.22                             |  |
|                                   | Mat.bureau, info., mob.                |                           |              | 205 036.26                      |                                       |  |
|                                   | Emballages récup. div.                 |                           |              |                                 |                                       |  |
|                                   | Immos corporelles en cours             |                           |              |                                 |                                       |  |
|                                   | Avances et acomptes                    |                           |              |                                 |                                       |  |
|                                   |                                        | TOTAL III                 |              | 246 655.19                      |                                       |  |
| FINANCIERES                       | Part. évaluées par mise en équivalence |                           |              |                                 |                                       |  |
|                                   | Autres participations                  |                           |              |                                 |                                       |  |
|                                   | Autres titres immobilisés              |                           |              | 37 208.21                       |                                       |  |
|                                   | Prêts & autres immob. financières      |                           |              | 3 115.81                        |                                       |  |
|                                   |                                        | TOTAL IV                  |              | 40 324.02                       |                                       |  |
| TOTAL GENERAL (I + II + III + IV) |                                        |                           |              | 354 892.56                      |                                       |  |

## AMORTISSEMENTS

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

| CADRE A                                                 |                                                                                                                                    | SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES |                                         |                                                    |                                                   |
|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|----------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES                           |                                                                                                                                    | Amortissements début d'exercice                                      | Augmentations : dotations de l'exercice | Diminutions : amort. sortis de l'actif et reprises | Montant des amortissements à la fin de l'exercice |
| Frais d'établissement, de recherche et de développement | <b>TOTAL</b>                                                                                                                       | 22 968.00                                                            |                                         |                                                    | 22 968.00                                         |
| Autres immobilisations incorporelles                    | <b>TOTAL</b>                                                                                                                       | 38 083.64                                                            | 698.88                                  |                                                    | 38 782.52                                         |
| Terrains                                                |                                                                                                                                    |                                                                      |                                         |                                                    |                                                   |
| Constructions                                           | Sur sol propre<br>Sur sol d'autrui<br>Inst. générales agen. aménag. cons.                                                          |                                                                      |                                         |                                                    |                                                   |
| Inst. techniques matériel et outil. industriels         |                                                                                                                                    | 8 514.45                                                             | 1 213.34                                |                                                    | 9 727.79                                          |
| Autres immos corporelles                                | Inst. générales agencem. amén. div<br>Matériel de transport<br>Mat. bureau et informatique. mob.<br>Emballages récupérables divers | 852.55<br>16 332.88<br>201 374.76                                    | 286.60<br>3 374.65<br>2 609.97          |                                                    | 1 139.15<br>19 707.53<br>203 984.73               |
|                                                         | <b>TOTAL</b>                                                                                                                       | 227 074.64                                                           | 7 484.56                                |                                                    | 234 559.20                                        |
|                                                         | <b>TOTAL GENERAL</b>                                                                                                               | 288 126.28                                                           | 8 183.44                                |                                                    | 296 309.72                                        |

| CADRE B                                         |                                                                                  | VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES |                            |                                            |                                    |                            |                                        |
|-------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|--------------------------------------------|------------------------------------|----------------------------|----------------------------------------|
| Immobilisations amortissables                   | DOTATIONS                                                                        |                                                                                    |                            | REPRISES                                   |                                    |                            | Mouv. net des amorts fin de l'exercice |
|                                                 | Différentiel de durée                                                            | Mode dégressif                                                                     | Amort. fiscal exceptionnel | Différentiel de durée                      | Mode dégressif                     | Amort. fiscal exceptionnel |                                        |
| Frais d'établissements                          |                                                                                  |                                                                                    |                            |                                            |                                    |                            |                                        |
| <b>TOTAL</b>                                    |                                                                                  |                                                                                    |                            |                                            |                                    |                            |                                        |
| Immob. incorporelles                            |                                                                                  |                                                                                    |                            |                                            |                                    |                            |                                        |
| <b>TOTAL</b>                                    |                                                                                  |                                                                                    |                            |                                            |                                    |                            |                                        |
| Terrains                                        |                                                                                  |                                                                                    |                            |                                            |                                    |                            |                                        |
| Constr. Sur sol propre                          |                                                                                  |                                                                                    |                            |                                            |                                    |                            |                                        |
| Constr. Sur sol autrui                          |                                                                                  |                                                                                    |                            |                                            |                                    |                            |                                        |
| Inst. agenc. et amén.                           |                                                                                  |                                                                                    |                            |                                            |                                    |                            |                                        |
| Inst. techniques mat. et outil.                 |                                                                                  |                                                                                    |                            |                                            |                                    |                            |                                        |
| Immo. corpur. Inst. gales, agenc. am divers     |                                                                                  |                                                                                    |                            |                                            |                                    |                            |                                        |
| Mat. transport                                  |                                                                                  |                                                                                    |                            |                                            |                                    |                            |                                        |
| Mat. bureau mobilier                            |                                                                                  |                                                                                    |                            |                                            |                                    |                            |                                        |
| Emballages récup. divers                        |                                                                                  |                                                                                    |                            |                                            |                                    |                            |                                        |
| <b>TOTAL</b>                                    |                                                                                  |                                                                                    |                            |                                            |                                    |                            |                                        |
| Frais d'acquisition de titres de participations |                                                                                  |                                                                                    |                            |                                            |                                    |                            |                                        |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                            |                                                                                  |                                                                                    |                            |                                            |                                    |                            |                                        |
| <b>Total général non ventilé</b>                |                                                                                  |                                                                                    |                            |                                            |                                    |                            |                                        |
| CADRE C                                         | MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES | Montant net au début de l'exercice                                                 | Augmentations              | Dotations de l'exercice aux amortissements | Montant net à la fin de l'exercice |                            |                                        |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler             |                                                                                  |                                                                                    |                            |                                            |                                    |                            |                                        |
| Primes de remboursement des obligations         |                                                                                  |                                                                                    |                            |                                            |                                    |                            |                                        |

## SAEM GERTRUDE

## PROVISIONS

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

## TABLEAU DES PROVISIONS

| Nature des provisions                                                                     |                                                       | Montant au début de l'exercice | AUGMENTATIONS :<br>Dotations de l'exercice | DIMINUTIONS :<br>Reprises de l'exercice | Montant à la fin de l'exercice |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------------------|-----------------------------------------|--------------------------------|
| Provisions réglementées                                                                   | Prov. pour reconstit. gisements miniers et pétroliers |                                |                                            |                                         |                                |
|                                                                                           | Provisions pour investissements                       |                                |                                            |                                         |                                |
|                                                                                           | Provisions pour hausse des prix                       |                                |                                            |                                         |                                |
|                                                                                           | Amortissements dérogatoires                           |                                |                                            |                                         |                                |
|                                                                                           | Dont majorations exceptionnelles de 30 %              |                                |                                            |                                         |                                |
|                                                                                           | Prov. fiscales implantat. étranger avant 01/01/92     |                                |                                            |                                         |                                |
|                                                                                           | Prov. fiscales implantat. étranger après 01/01/92     |                                |                                            |                                         |                                |
|                                                                                           | Pour prêts d'installation                             |                                |                                            |                                         |                                |
|                                                                                           | Autres provisions réglementées                        |                                |                                            |                                         |                                |
| <b>TOTAL I</b>                                                                            |                                                       |                                |                                            |                                         |                                |
| Provisions pour risques et charges                                                        | Provisions pour litiges                               |                                |                                            |                                         |                                |
|                                                                                           | Prov pour garanties données aux clients               |                                |                                            |                                         |                                |
|                                                                                           | Prov. pour pertes sur marchés à terme                 |                                |                                            |                                         |                                |
|                                                                                           | Provisions pour amendes et pénalités                  |                                |                                            |                                         |                                |
|                                                                                           | Provisions pour pertes de change                      | 4 553.62                       |                                            | 4 553.62                                |                                |
|                                                                                           | Prov. pour pensions et obligations similaires         |                                |                                            |                                         |                                |
|                                                                                           | Provisions pour impôts                                |                                |                                            |                                         |                                |
|                                                                                           | Prov. pour renouvellement des immobilisations         |                                |                                            |                                         |                                |
|                                                                                           | Prov. pour gros entretien et grandes réparations      |                                |                                            |                                         |                                |
|                                                                                           | Prov. pour chges sociales, fiscales / congés à payer  |                                | 12 988.00                                  |                                         | 12 988.00                      |
| Autres provisions pour risques et charges                                                 |                                                       |                                |                                            |                                         |                                |
| <b>TOTAL II</b>                                                                           |                                                       | 4 553.62                       | 12 988.00                                  | 4 553.62                                | 12 988.00                      |
| Provisions pour dépréciation                                                              | / immobilisations                                     | - incorporelles                |                                            |                                         |                                |
|                                                                                           |                                                       | - corporelles                  |                                            |                                         |                                |
|                                                                                           |                                                       | - Titres mis en équivalence    |                                            |                                         |                                |
|                                                                                           |                                                       | - titres de participation      |                                            |                                         |                                |
|                                                                                           | - autres immobls financières                          | 25 584.49                      | 2 099.00                                   |                                         | 27 683.49                      |
|                                                                                           | Sur stocks et en cours                                |                                |                                            |                                         |                                |
| Sur comptes clients                                                                       | 282 220.02                                            | 34 531.26                      | 48 642.50                                  | 268 108.78                              |                                |
| Autres provisions pour dépréciation                                                       | 19 253.67                                             | 31 600.00                      |                                            | 50 853.67                               |                                |
| <b>TOTAL III</b>                                                                          |                                                       | 327 058.18                     | 68 230.26                                  | 48 642.50                               | 346 645.94                     |
| <b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>                                                       |                                                       | 331 611.80                     | 81 218.26                                  | 53 196.12                               | 359 633.94                     |
| Dont dotations & reprises                                                                 | - d'exploitation                                      |                                | 34 531.26                                  | 48 642.50                               |                                |
|                                                                                           | - financières                                         |                                | 46 687.00                                  | 4 553.62                                |                                |
|                                                                                           | - exceptionnelles                                     |                                |                                            |                                         |                                |
| Titre mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée |                                                       |                                |                                            |                                         |                                |

**SAEM GERTRUDE**  
**IMMOBILISATION FINANCIÈRE - LISTE FILIALES**

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

(Articles R123-196 à R123-198 du Code de commerce)

**FILIALES ET PARTICIPATIONS**

| Filiales et participations                                                            | Capital  | Capitaux<br>propres autres<br>que le capital | Q. P. du<br>capital détenu<br>en % | Résultat dernier<br>exercice clos |
|---------------------------------------------------------------------------------------|----------|----------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|
| <b>A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT<br/>LES FILIALES ET PARTICIPATIONS</b>      |          |                                              |                                    |                                   |
| <b>1. Filiales (+ 50% du capital détenu par la société)</b>                           |          |                                              |                                    |                                   |
| GERTRUDE ALGERIE - 13 rue Mohamed Samani 99 ALGER -                                   | 1 037.00 |                                              | 100.00                             |                                   |
| <b>2. Participations (10 à 50% du capital détenu par la société)</b>                  |          |                                              |                                    |                                   |
| <b>B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT<br/>LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS</b> |          |                                              |                                    |                                   |
| <b>1. Filiales non reprises en A :</b>                                                |          |                                              |                                    |                                   |
| a. Françaises                                                                         |          |                                              |                                    |                                   |
| b. Etrangères                                                                         |          |                                              |                                    |                                   |
| <b>2. Participations non reprises en A :</b>                                          |          |                                              |                                    |                                   |
| a. Dans des sociétés françaises                                                       |          |                                              |                                    |                                   |
| b. Dans des sociétés étrangères                                                       |          |                                              |                                    |                                   |

## IMMOBILISATION FINANCIÈRE - TABLEAU FILIAL.

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

(Articles R123-196 à R123-198 du Code de commerce)

| Informations financières (5)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Capital (6) | Capitaux propres<br>autres que le capital (6) (10) | Q. P. du capital<br>détenu en % | Valeurs comptables des<br>titres détenus (7) (8) |       | Prêts et avances consentis<br>par la société et non encore<br>remboursés (7) (9) | Montant des cautions et<br>avals donnés par la société<br>(7) | Chiffre d'affaires hors taxes du<br>dernier exercice écoulé (7) (10) | Résultats (bénéfice<br>ou perte du dernier<br>exercice clos) (7) (10) | Dividendes encaissés par la<br>société au cours de l'exercice<br>(7) | Observations |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|----------------------------------------------------|---------------------------------|--------------------------------------------------|-------|----------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|--------------|
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |             |                                                    |                                 | Brute                                            | Nette |                                                                                  |                                                               |                                                                      |                                                                       |                                                                      |              |
| <b>Filliales et participations (1)</b><br><br><b>A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES<br/>FILIALES ET PARTICIPATIONS CI-DESSUS (2) (3)</b><br><b>1. Filiales (+ 50% du capital détenu par la société)</b><br>GERTRUDE ALGERIE - 13 rue Mohamed Samani 99 ALGER -<br><b>2. Participations (10 à 50% du capital détenu par la société)</b><br><br><b>B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT<br/>LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS</b><br><b>1. Filiales non reprises au § A :</b><br>a. Filiales françaises<br>b. Filiales étrangères<br><b>2. Participations non reprises au § A :</b><br>a. Dans des sociétés françaises<br>b. Dans des sociétés étrangères | 1 057,00    |                                                    | 100,00                          |                                                  |       | 106 253,00                                                                       |                                                               |                                                                      |                                                                       |                                                                      |              |

(1) Pour chacune des filiales et des entités, avec lesquelles la société a un lien de participation, indiquer s'il y a lieu le numéro d'identification national (numéro SIREN)

(2) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société atteinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble)

(3) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation, indiquer la dénomination et le siège social

(4) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

(5) Mentionner au pied du tableau la parité entre l'euro et les autres devises.

(6) Dans la monnaie locale d'opération

(7) En euros lorsque l'entité utilisera pour présenter ses comptes

(8) Si le montant inscrit a été réévalué, indiquer le montant de l'écart de réévaluation dans la colonne Observations.

(9) Mentionner dans cette colonne le total des prêts et avances (sous déduction des remboursements) à la clôture de l'exercice et, dans la colonne Observations, les provisions constituées le cas échéant.

(10) S'il s'agit d'un exercice dont la clôture ne coïncide pas avec celle de l'exercice de la société, le préciser dans la colonne Observations



**ACTIF CIRCULANT - CRÉANCES**

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

**STOCKS ET TRAVAUX EN COURS**

Des pénalités de retard sont à prévoir sur le marché de la Pologne. Ces pénalités ont été estimées et intégrées dans le prix du marché pour un montant de 290 k€.

**ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE**

| ÉTAT DES CRÉANCES                                            |                                                | Montant brut                                            | A 1 an au plus      | A plus d'un an  |
|--------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|---------------------|-----------------|
| ACTIF<br>IMMOBILISÉ                                          | Créances rattachées à des participations       |                                                         |                     |                 |
|                                                              | Prêts (1) (2)                                  |                                                         |                     |                 |
|                                                              | Autres immobilisations financières             | 3 115.81                                                |                     | 3 115.81        |
| ACTIF<br>CIRCULANT                                           | Clients douteux ou litigieux                   | 269 735.39                                              | 269 735.39          |                 |
|                                                              | Autres créances clients                        | 1 545 475.72                                            | 1 545 475.72        |                 |
|                                                              | Créances rep. titres prêtés : prov /dep. antér |                                                         |                     |                 |
|                                                              | Personnel et comptes rattachés                 |                                                         |                     |                 |
|                                                              | Sécurité sociale et autres organismes sociaux  |                                                         |                     |                 |
|                                                              | Etat & autres coll. publiques                  | 13 652.00                                               | 13 652.00           |                 |
|                                                              | Impôts sur les bénéfices                       |                                                         |                     |                 |
|                                                              | Taxe sur la valeur ajoutée                     | 13 559.35                                               | 13 559.35           |                 |
|                                                              | Autres impôts, taxes & versements assimilés    |                                                         |                     |                 |
|                                                              | Divers                                         |                                                         |                     |                 |
| Groupe et associés (2)                                       | 50 853.67                                      | 50 853.67                                               |                     |                 |
| Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres) | 78 877.36                                      | 78 877.36                                               |                     |                 |
| Charges constatées d'avance                                  | 33 844.08                                      | 33 844.08                                               |                     |                 |
| <b>TOTAUX</b>                                                |                                                | <b>2 009 113.38</b>                                     | <b>2 005 997.57</b> | <b>3 115.81</b> |
| Renvois (1)                                                  | Montant                                        | - Créances représentatives de titres prêtés             |                     |                 |
| (2)                                                          | des                                            | - Prêts accordés en cours d'exercice                    |                     |                 |
|                                                              |                                                | - Remboursements obtenus en cours d'exercice            |                     |                 |
|                                                              |                                                | Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques) |                     |                 |

**SAEM GERTRUDE**  
**CPTES DE RÉGULARISATION ACTIF**

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

(Articles R123-196 à R123-198 du Code de commerce)

**CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE**

| CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE | MONTANT          |
|-----------------------------|------------------|
| Exploitation                | 33 844.08        |
| Financiers                  |                  |
| Exceptionnels               |                  |
| <b>TOTAL</b>                | <b>33 844.08</b> |

**PRODUITS À RECEVOIR**

| PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN | MONTANT           |
|--------------------------------------------------------------|-------------------|
| Créances rattachées à des participations                     |                   |
| Autres immobilisations financières                           |                   |
| Créances clients et comptes rattachés                        | 400 394.79        |
| Autres créances                                              | 17 477.86         |
| <b>TOTAL</b>                                                 | <b>417 872.65</b> |

**SAEM GERTRUDE**  
**COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL**

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

**COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL**

|                                                           | NOMBRE   | VALEUR<br>NOMINALE |
|-----------------------------------------------------------|----------|--------------------|
| Titres composant le capital social au début de l'exercice | 3 000.00 | 198.18             |
| Titres émis pendant l'exercice                            |          |                    |
| Titres remboursés pendant l'exercice                      |          |                    |
| Titres composant le capital social à la fin de l'exercice | 3 000.00 | 198.18             |

**AFFECTATION DU RÉSULTAT**

| <b>TABLEAU D'AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT</b><br><i>(Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés)</i> |                                                                                                                                                                                                                   |                   |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie                    |                                                                                                                                                                                                                   |                   |
| Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie                                                |                                                                                                                                                                                                                   | - 130 779.38      |
| Prélèvements sur les réserves                                                                                                |                                                                                                                                                                                                                   |                   |
| <b>Sous-total (à reporter dans la colonne de droite)</b>                                                                     |                                                                                                                                                                                                                   |                   |
| <b>TOTAL I</b>                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                   | <b>130 779.38</b> |
| Affectations aux réserves                                                                                                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réserve légale</li> <li>- Réserve spéciale des plus-values à long terme</li> <li>- Autres réserves</li> <li>- Réserve spéciale avant incorporation au capital</li> </ul> |                   |
| Dividendes                                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                   |                   |
| Autres répartitions                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                   |                   |
| Report à nouveau                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                   | 130 779.00        |
| <b>TOTAL II</b>                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                   | <b>130 779.00</b> |
| <i>(N.B. Le total I doit nécessairement être égal au total II)</i>                                                           |                                                                                                                                                                                                                   |                   |

**SAEM GERTRUDE**  
**TB VAR. CAPITAUX PROPRES**

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

**TABLEAU DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES**

|                                        | SOLDE INITIAL     | AUGMENTATION      | DIMINUTION        | SOLDE FINAL         |
|----------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---------------------|
| Capital social                         | 594 551.17        |                   |                   | 594 551.17          |
| Primes liées au capital social         |                   |                   |                   |                     |
| Ecart de réévaluation                  |                   |                   |                   |                     |
| Réserves                               |                   |                   |                   |                     |
| Reserve légale                         | 59 455.12         |                   |                   | 59 455.12           |
| Reserves indisponibles                 |                   |                   |                   |                     |
| Réserves statutaires ou contractuelles | 54 835.05         |                   |                   | 54 835.05           |
| Réserves réglementées                  |                   |                   |                   |                     |
| Autres réserves                        |                   |                   |                   |                     |
| Ecart d'équivalence                    |                   |                   |                   |                     |
| Report à nouveau                       | 152 871.68        | 567 302.12        | 436 522.74        | 283 651.06          |
| Résultat de l'exercice                 | 130 779.38        | 244 802.17        | 130 779.38        | 244 802.17          |
| <b>TOTAL</b>                           | <b>992 492.40</b> | <b>812 104.29</b> | <b>567 302.12</b> | <b>1 237 294.57</b> |

**SAEM GERTRUDE**  
**ETAT DES DETTES**  
 Du 01/01/2012 au 31/12/2012

**ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE**

| ÉTAT DES DETTES                                 |                                            | Montant brut        | A 1 an au plus      | A plus d'1 an & 5 ans au plus | A plus de 5 ans |
|-------------------------------------------------|--------------------------------------------|---------------------|---------------------|-------------------------------|-----------------|
| Emprunts obligataires convertibles (1)          |                                            |                     |                     |                               |                 |
| Autres emprunts obligataires (1)                |                                            |                     |                     |                               |                 |
| Emprunts & dettes   à 1 an max. à l'origine     |                                            |                     |                     |                               |                 |
| etbs de crédit (1)   à plus d' 1 an à l'origine |                                            |                     |                     |                               |                 |
| Emprunts & dettes financières divers (1) (2)    |                                            |                     |                     |                               |                 |
| Fournisseurs & comptes rattachés                |                                            | 127 199.23          | 127 199.23          |                               |                 |
| Personnel & comptes rattachés                   |                                            | 285 900.91          | 285 900.91          |                               |                 |
| Sécurité sociale & autres organismes sociaux    |                                            | 326 669.71          | 326 669.71          |                               |                 |
| Etat &   Impôts sur les bénéfices               |                                            |                     |                     |                               |                 |
| autres   Taxe sur la valeur ajoutée             |                                            | 137 447.72          | 137 447.72          |                               |                 |
| collectiv.   Obligations cautionnées            |                                            |                     |                     |                               |                 |
| publiques   Autres impôts, taxes & assimilés    |                                            | 51 361.21           | 51 361.21           |                               |                 |
| Dettes sur immobilisations & cptes rattachés    |                                            |                     |                     |                               |                 |
| Groupe & associés (2)                           |                                            | 4 230.60            | 4 230.60            |                               |                 |
| Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)     |                                            | 87 423.07           | 87 423.07           |                               |                 |
| Dette représentative des titres empruntés       |                                            |                     |                     |                               |                 |
| Produits constatés d'avance                     |                                            | 703 607.20          | 703 607.20          |                               |                 |
| <b>TOTAUX</b>                                   |                                            | <b>1 723 839.65</b> | <b>1 723 839.65</b> |                               |                 |
| Renvois                                         | (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice |                     |                     |                               |                 |
|                                                 | Emprunts remboursés en cours d'exercice    |                     |                     |                               |                 |
| (2)                                             | Montant divers emprunts, dettes/associés   |                     |                     |                               |                 |



**SAEM GERTRUDE**  
**CPTES DE RÉGULARISATION PASSIF**

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

(Articles R123-196 à R123-198 du Code de commerce)

**PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE**

| PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE                  | MONTANT           |
|----------------------------------------------|-------------------|
| Exploitation                                 | 703 607.20        |
| Financiers                                   |                   |
| Exceptionnels                                |                   |
| <b>TOTAL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE</b> | <b>703 607.20</b> |

**CHARGES À PAYER**

| CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN | MONTANT           |
|------------------------------------------------------------|-------------------|
| Emprunts obligataires convertibles                         |                   |
| Autres emprunts obligataires                               |                   |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit     |                   |
| Emprunts et dettes financières divers                      |                   |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés                   | 47 754.41         |
| Dettes fiscales et sociales                                | 473 484.84        |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés            |                   |
| Autres dettes                                              | 77 795.44         |
| <b>TOTAL DES CHARGES À PAYER</b>                           | <b>599 034.69</b> |

**SAEM GERTRUDE**  
**ENGAGEMENTS**  
 Du 01/01/2012 au 31/12/2012

(Articles R123-196 à R123-198 du Code de commerce)

**DROIT INDIVIDUEL À LA FORMATION (DIF)**

Au 31/12/2012, le nombre d'heures de formation ouvertes par le DIF s'élevait pour l'ensemble du personnel présent, à 2 786 heures.

Cet engagement n'a pas été comptabilisé.

Aucune demande de formation n'a été faite à ce titre.

**INDEMNITÉ DE DÉPART À LA RETRAITE**

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 124 916.00 Euros.

Cet engagement n'a pas été comptabilisé.

La société a conclu un contrat d'assurance avec la GAN, couvrant les indemnités de départ à la retraite de ses salariés moyennant une cotisation trimestrielle appelée sur la base des salaires versés.

**ENGAGEMENTS DONNÉS**

|                                                          | AUTRES           | DIRIGEANTS | FILIALES   | PARTICI-<br>PATIONS | AUTRES<br>ENTREPRISES<br>LIÉES | MONTANT          |
|----------------------------------------------------------|------------------|------------|------------|---------------------|--------------------------------|------------------|
| Effets escomptés non échus                               |                  |            |            |                     |                                |                  |
| Cautionnements, avals et garanties donnés par la société |                  |            |            |                     |                                |                  |
| Engagements assortis de sûretés réelles                  |                  |            |            |                     |                                |                  |
| Intérêts à échoir                                        |                  |            |            |                     |                                |                  |
| Assurances à échoir                                      |                  |            |            |                     |                                |                  |
| Autres engagements donnés :                              |                  |            |            |                     |                                |                  |
| Contrats de crédits-bails                                | 55 676.47        |            |            |                     |                                | 55 676.47        |
| Contrats de locations financement                        | 4 172.82         |            |            |                     |                                | 4 172.82         |
| <b>TOTAL (1)</b>                                         | <b>59 849.29</b> |            |            |                     |                                | <b>59 849.29</b> |
|                                                          | AUTRES           | DIRIGEANTS | PROVISIONS |                     |                                | MONTANT          |
| Engagements en matière de pensions                       |                  |            |            |                     |                                |                  |
| <b>TOTAL</b>                                             | <b>59 849.29</b> |            |            |                     |                                | <b>59 849.29</b> |

**SAEM GERTRUDE**  
**ENGAGEMENTS**  
 Du 01/01/2012 au 31/12/2012

(Articles R123-196 à R123-198 du Code de commerce)

**ENGAGEMENTS REÇUS**

|                                                               | AUTRES            | DIRIGEANTS | FILIALES | PARTICI-<br>PATIONS | AUTRES<br>ENTREPRISES<br>LIÉES | MONTANT           |
|---------------------------------------------------------------|-------------------|------------|----------|---------------------|--------------------------------|-------------------|
| Cautionnements, avals et garanties reçus par la société       |                   |            |          |                     |                                |                   |
| Sûretés réelles reçues                                        |                   |            |          |                     |                                |                   |
| Actions déposées par les administrateurs                      |                   |            |          |                     |                                |                   |
| Autres engagements reçus                                      |                   |            |          |                     |                                |                   |
| <i>LCL Caution de retenue de garantie marché privé</i>        | 8 241.43          |            |          |                     |                                | 8 241.43          |
| <i>LCL Garantie de 1er demande-bonne fin de marché</i>        | 8 241.43          |            |          |                     |                                | 8 241.43          |
| <i>LCL Garantie directe/marché étranger bonne fin 18054 S</i> | 13 683.49         |            |          |                     |                                | 13 683.49         |
| <i>CIC Cautions marchés français</i>                          | 328 619.57        |            |          |                     |                                | 328 619.57        |
| <i>CIC Cautions marchés étranger</i>                          | 278 266.00        |            |          |                     |                                | 278 266.00        |
| <i>CIC Cautions marchés étranger 617 030 DZD</i>              | 5 925.00          |            |          |                     |                                | 5 925.00          |
| <i>CIC Contre-garanties données divers 36000 MAD</i>          | 3 241.00          |            |          |                     |                                | 3 241.00          |
| <b>TOTAL</b>                                                  | <b>646 217.92</b> |            |          |                     |                                | <b>646 217.92</b> |

SAEM GERTRUDE

## LES EFFECTIFS

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

### LES EFFECTIFS

|                                      | 31/12/2012 | 31/12/2011 |
|--------------------------------------|------------|------------|
| <b>Personnel salarié :</b>           |            |            |
| Ingénieurs et cadres                 | 14.00      | 16.00      |
| Agents de maîtrise                   | 4.00       | 10.00      |
| Employés et techniciens              | 2.00       | 2.00       |
| Ouvriers                             |            |            |
| <br>                                 |            |            |
| <b>Personnel mis à disposition :</b> |            |            |
| Ingénieurs et cadres                 |            |            |
| Agents de maîtrise                   |            |            |
| Employés et techniciens              |            |            |
| Ouvriers                             |            |            |